ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON

1 2 3 4

2026

Budget rectificatif 2025

ENS DE LYON

Sommaire

1. Principaux chiffres du budget rectificatif 2025 7
2. Recettes du budget rectificatif 2025 9
2.1 Synthèse des recettes inscrites au budget rectificatif 2025 9
2.2 Recettes globalisées du budget rectificatif 2025 10
2.3 Recettes fléchées du budget rectificatif 2025 16
3. Dépenses du budget rectificatif 2025 17
3.1 Synthèse des dépenses inscrites au budget rectificatif 2025 17
3.2 Dépenses de fonctionnement du budget rectificatif 2025 21
3.3 Dépenses d'investissement du budget rectificatif 2025 25
3.4 Dépenses de masse salariale du budget rectificatif 2025 28
4. Indicateurs et ratios budgétaires et comptables 40
4.1 Le solde budgétaire du BR 2025 41
4.2 La trésorerie du BR 2025 42
4.3 Les restes-à-payer 45
4.4 Les ratios en comptabilité budgétaire 46
4.5 Le résultat du BR 2025 48
4.6 La capacité d'autofinancement (CAF) du BR 2025 50
4.7 Le fonds de roulement du BR 2025 51
4.8 Les ratios en comptabilité générale 53
4.9 Les indicateurs du nouveau décret financier 55
5. Annexes réglementaires : liasse budgétaire 56
5.1 Annexe 1 : tableau des emplois 56
5.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires 57
5.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine 58
5.4 Annexe 4 : tableau d'équilibre financier 60
5.5 Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers 61
5.6 Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale 62
5.7 Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie 63
5.8 Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées 64
5.9 Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles 65
5.10 Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières 66
5.11 Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles 67
5.12 Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche 68
5.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable 69
5.14 Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP) 70
5.15 Projet annuel de performance (PAP) 73
6. Structure budgétaire 2025 75
7. Critères des recettes fléchées 76
8. Glossaire 78

ENS DE LYON

Préambule

Le budget rectificatif 2025 est préparé dans un **contexte national marqué par de fortes contraintes sur les finances publiques**. Dans un courrier adressé le 3 avril 2025 à l'ensemble des ministres, la direction du Budget du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique a rappelé les orientations pour la budgétisation 2026-2028. Celles-ci prévoient : une réduction globale des crédits ministériels par rapport à la loi de finances 2025, une repriorisation des missions et interventions de l'État afin d'éviter les doublons avec d'autres financeurs et de renforcer le recours aux cofinancements européens, la fin des dépenses exceptionnelles liées aux crises, ainsi qu'une exigence de choix budgétaires traduisant des priorités politiques claires et contribuant à la relance de la croissance.

La circulaire du Premier Ministre du 23 avril 2025 réaffirme l'objectif de ramener le déficit public français sous le seuil des 3 % du PIB d'ici 2029, dans un contexte marqué par un niveau élevé d'endettement. Elle en appelle à la responsabilité collective de l'ensemble des ministères et opérateurs pour redresser les comptes publics, tout en veillant à préserver la qualité du service rendu et à garantir une gestion optimale de chaque euro engagé. Par ailleurs, elle précise que « les versements de l'État à ses opérateurs seront cadencés en fonction de leurs besoins prévisionnels de trésorerie au cours de l'exercice » et que « le dernier versement de l'année n'interviendra qu'en cas de nécessité, au regard de la situation de trésorerie du bénéficiaire et de ses besoins prévisionnels ». Cette orientation pourrait affecter la fluidité de la trésorerie en fin d'exercice.

Par ailleurs, le nouveau décret financier n°2024-1108 du 2 décembre 2024 introduit une évolution majeure dans l'appréciation de l'équilibre budgétaire des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, qui ne repose plus uniquement sur le résultat comptable. Désormais, la soutenabilité du budget est évaluée selon trois critères cumulatifs : un fonds de roulement final supérieur à 15 jours de fonctionnement, une trésorerie finale supérieure à 30 jours de fonctionnement, et un ratio de charges de personnel inférieur à 83 % des produits encaissables, ou 85 % pour les établissements à dominante SHS.

L'ENS de Lyon respecte les trois critères fixés par le nouveau décret financier. Toutefois depuis 2021, le fonds de roulement et la trésorerie globalisée se sont significativement dégradés, principalement en raison des surcoûts des mesures salariales et de l'augmentation des dépenses d'énergie. Cette baisse des indicateurs structurels a pu être contenue en 2024 et montre une amélioration au BR 2025 par rapport au BI : +6,5M€ pour le fonds de roulement soit +14 jours, et +9,1M€ de trésorerie soit +20 jours.
La **trajectoire pluriannuelle** impose toutefois à l'établissement de maintenir une vigilance particulière sur les campagnes d'emplois et les investissements non financés.

À l'issue de discussions entre le Président de l'ENS de Lyon, le rectorat et le ministère, l'École a obtenu un **soutien financier** renforcé de la part de l'État tenant compte de ses spécificités. Ce soutien s'est traduit dans la notification initiale reçue début mai 2025 (au lieu de mars habituellement), avec l'octroi d'un complément budgétaire pérenne de **0,4 M€.**

Lors du dernier compte financier, un écart significatif a été constaté entre les prévisions budgétaires rectificatives et leur exécution (compte financier). Une analyse approfondie a conduit à la formalisation d'un plan d'actions visant à réduire ces écarts pour l'exercice 2025. Le **périmètre du budget rectificatif** 2025 a été élargi : il ne se limite plus aux seuls enjeux financiers majeurs (masse salariale, contrats de recherche, opérations immobilières) mais intègre l'ensemble des prévisions actualisées de recettes et de dépenses de toutes les structures de l'École. La quasi-totalité des services a prévu de consommer l'intégralité des moyens établissement alloués en janvier, et ce malgré un taux d'exécution des dépenses jugé plutôt bas à l'été. Une attention particulière a été portée sur les données susceptibles d'impacter directement les indicateurs financiers de l'établissement : recettes liées à l'engagement décennal et aux droits d'inscription en lien avec les services de la VPE, mises à disposition des personnels et passifs sociaux avec la DRH, opérations non budgétaires avec la direction de la comptabilité et la DAJI, ainsi que les impacts des contrats fléchés.

En juin dernier, la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) a informé l'établissement par mail de l'attribution d'une dotation de 2,87M€ au titre du contrat d'objectif de moyens et de performance **COMP 2025-2027.** Cette enveloppe devait être versée en 3 tranches, dont 46% dès 2025. **Toutefois,** la tranche 2025 n'a pas été allouée dans la notification intermédiaire de juillet, contrairement aux premières annonces. Les établissements concernés par cette nouvelle vague de COMP ont été avisés qu'en raison du contexte budgétaire national et conformément aux instructions ministérielles, la notification des crédits COMP pourrait intervenir seulement en fin d'exercice, leur inscription budgétaire étant différée. L'ENS de Lyon a malgré tout débuté des dépenses pour certains projets qui devraient être financés par le COMP (526k€), tels que la mise en place d'un système de gestion des contrats de recherche centralisé, la transition écologique et solidaire, la valorisation de nos espaces ou encore le développement du mécénat.

Le budget rectificatif 2025 tient compte de **recettes supplémentaires** non prévues initialement. La **subvention pour charges de service public** (SCSP) progresse de 3M€ par rapport au budget initial. Cette hausse se décompose en 3 volets : 0,4M€ obtenus lors des échanges entre le Président et le MESR sur la spécificité de l'école (cf. ci-dessus), 0,8M€ au titre de la vague 2025 de la loi de programmation de la recherche dite LPR, et 1,8M€ concernant la compensation de la hausse du CAS Pensions. Cette dernière évolution est neutre pour l'établissement, les recettes supplémentaires étant absorbées par les dépenses du même montant, non inscrites au BI.

Les **recettes propres globalisées** progressent au BR 2025. Elles intègrent notamment l'application, dès la rentrée universitaire 2025, du nouveau barème des inscriptions au diplôme de l'ENS de Lyon. Cette évolution devrait générer 0,7M€ de ressources pérennes supplémentaires, destinées en particulier à financer des projets immobiliers au service de la vie étudiante, à soutenir la mobilité sortante et à maintenir un fort accompagnement des initiatives étudiantes.

La **masse salariale État** augmente au BR en raison de la hausse de 4 points du CAS Pensions non intégrés lors de la construction du budget initial, compte tenu des incertitudes alors existantes. Cette dépense supplémentaire de 1,8M€ est intégralement compensée par le

MESR et demeure neutre sur les indicateurs financiers de l'établissement. En neutralisant cette charge, les dépenses salariales prévues en 2025 restent stables par rapport à celles prévues au budget initial en intégrant au BR une enveloppe dédiée au complément indemnitaire annuel dit **CIA**.

En 2025, l'établissement poursuit la maîtrise de ses **consommations énergétiques**. De plus, les tarifs appliqués depuis janvier sont moins élevés que l'exercice précédent. Ces 2 facteurs permettent de réduire les prévisions de dépenses de 0,75M€ par rapport au BI, et de 1,5M€ par rapport à l'exercice 2024.

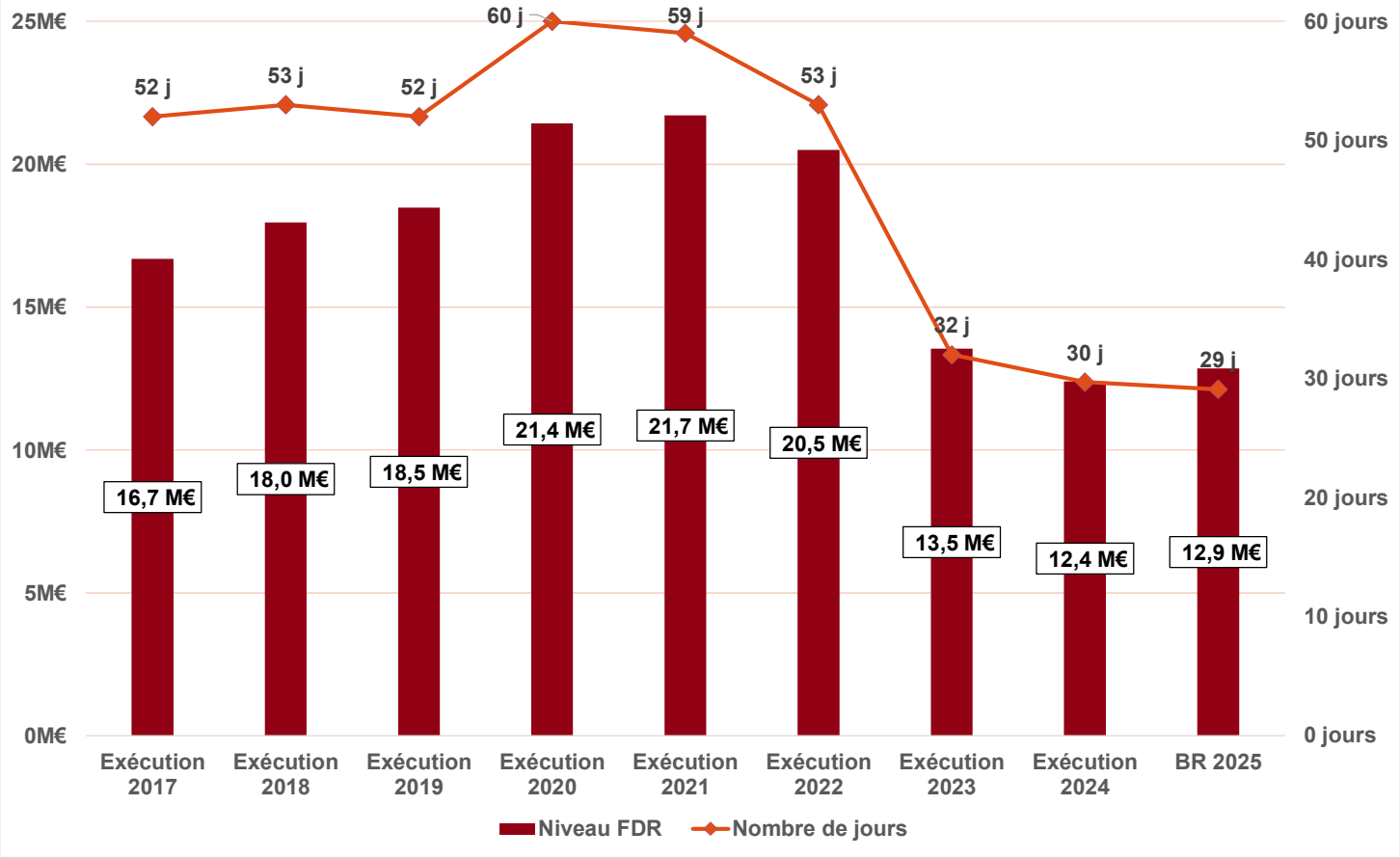
L'actualisation des prévisions de recettes et dépenses dans le cadre du BR 2025 conduit à une mise à jour des **indicateurs de soutenabilité budgétaire**. Ceux-ci s'améliorent par rapport au budget initial comme le montre le tableau ci-dessous.

	Exécution 2023	*Exécution 2024*	*BI 2025*	*BI 2025 actualisé avec indicateurs 2024*	**BR 2025**	*Variation BR 2025 /BI 2025*	*Variation BR 2025 / BI 2025 actualisé*	*Variation BR 2025 /exécution 2024*
Résultat	-4 257 289 €	578 253 €	-5 077 609 €	-5 077 609 €	**-936 714 €**	*4 140 895 €*	*4 140 895 €*	*-1 514 967 €*
Capacité d'autofinancement (CAF)	-1 038 829 €	3 610 399 €	-943 699 €	-943 699 €	**3 165 385 €**	*4 109 084 €*	*4 109 084 €*	*-445 014 €*
Niveau fonds de roulement	13 544 292 €	12 404 349 €	6 356 353 €	9 200 566 €	**12 851 144 €**	*6 494 791 €*	*3 650 578 €*	*446 795 €*
nombre jours FDR	32,4	29,7	14,8	21,4	**29,1**	*14,3*	*7,7*	*-0,5*
Niveau trésorerie	27 075 712 €	27 780 924 €	15 647 693 €	19 799 064 €	**24 783 301 €**	*9 135 608 €*	*4 984 237 €*	*-2 997 623 €*
nombre jours trésorerie	64,8	66,5	36,4	46,1	**56,2**	*19,8*	*10,1*	*-10,3*
dont jours globalisés	*40,9*	*36,1*	*11,6*	*21,5*	***25,5***	*13,9*	*4,1*	*-10,6*
dont jours fléchés	*23,9*	*30,3*	*24,8*	*24,6*	***30,7***	*5,9*	*6,0*	*0,3*

Même si le r**ésultat** n'est plus une donnée déterminante pour mesurer la soutenabilité des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, il reste néanmoins un indicateur suivi avec attention car il permet d'évaluer la capacité de l'École à couvrir ses charges courantes par ses produits (recettes de fonctionnement). Sa prévision est en nette amélioration au BR, ce qui permet d'obtenir une capacité d'autofinancement excédentaire.

Si la première tranche du COMP était versée à l'établissement en fin d'exercice, l'ensemble de ces indicateurs serait automatiquement réajusté à hauteur de cette recette, estimée à plus de 1,3 M€ sur l'exercice.

En 2025 et sans tenir compte de la potentielle recette du COMP, le **fonds de roulement** progresserait de 0,5M€ pour atteindre un niveau de **12,85M€** soit 29 jours de fonctionnement. Cette amélioration résulte des recettes supplémentaires et de la maîtrise des dépenses sur les moyens établissement, tant en fonctionnement qu'en investissement, permettant d'améliorer le résultat prévisionnel et de dégager une capacité d'autofinancement couvrant les besoins d'investissement de l'exercice.
Le fonds de roulement demeure néanmoins un indicateur à surveiller avec attention. En effet, il se dégrade depuis plusieurs années sous l'effet de charges réglementaires partiellement compensées. Entre 2022 et 2024, le fonds de roulement a ainsi été prélevé d'un total de 9,3M€. Le graphique ci-dessous illustre cette forte diminution depuis 2021.

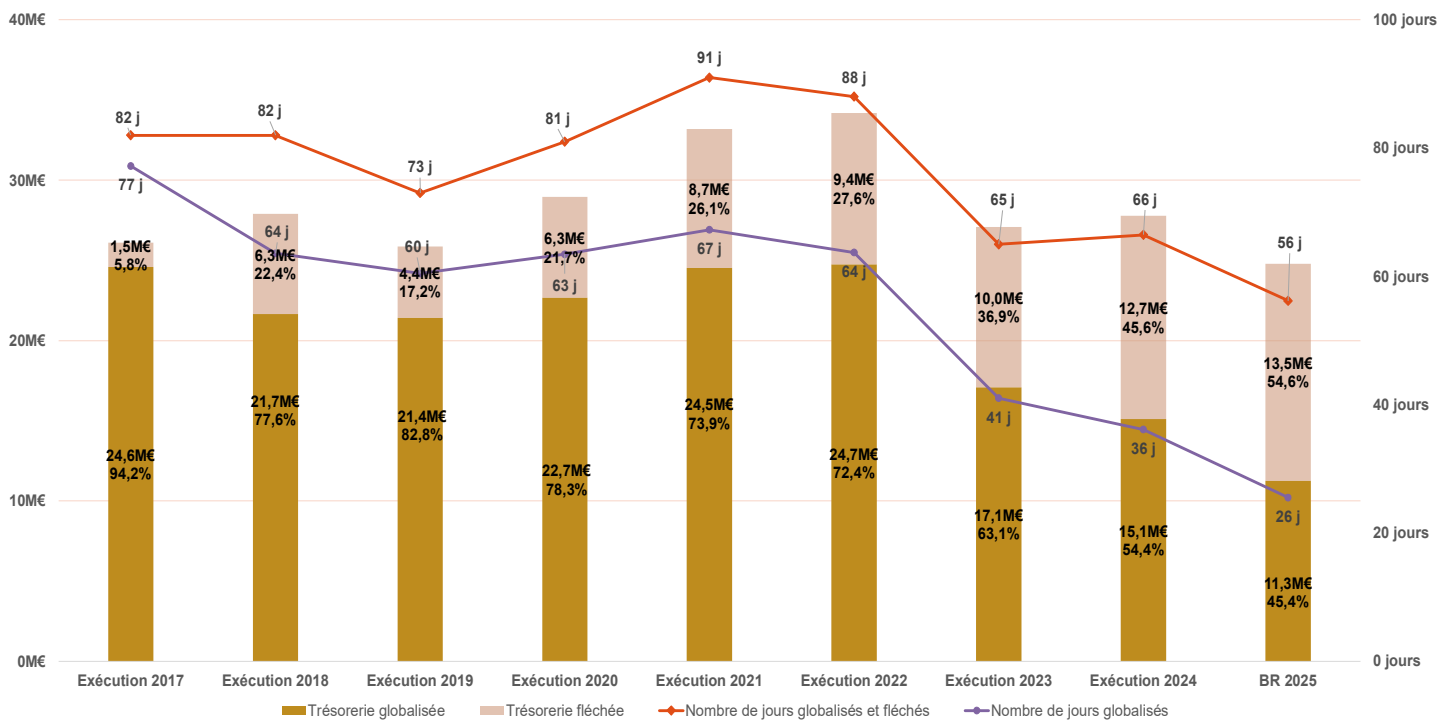


En 2025, le niveau de **trésorerie** devrait s'établir à **24,8M€** soit l'équivalent de 56 jours de fonctionnement, en recul de 3M€ comparé à 2024. La trésorerie conjoncturelle dite « fléchée » affectée aux contrats de recherche et de formation progresse de 0,85M€. En revanche, la **trésorerie structurelle** dite « globalisée » diminue de 3,85M€ correspondant à une perte de 10 jours de fonctionnement. Cette baisse s'explique principalement par :

- le rattrapage des reversements CDSN non effectués en 2024 en raison de conventions non signées, représentant 2,25M€ supplémentaires au BR 2025 par rapport aux prévisions du BI (environ 5 jours de fonctionnement),
- ainsi que par les surcoûts salariaux pris en charge par l'établissement (s'élevant à 2M€ représentant environ 4,5 jours de fonctionnement).

Le schéma ci-dessous illustre l'évolution de la trésorerie structurelle depuis 2021.

ENS DE LYON



De quoi parle-t-on ?

Le BI signifie le **Budget Initial**. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.

Le BR signifie le **Budget Rectificatif**. En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget initial. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial par le CA.

ENS DE LYON

1. Principaux chiffres du budget rectificatif 2025

BR 2025 : RECETTES

Recettes en encaissements	
Subvention pour charges de service public (SCSP)	133 601 742 €
Recettes propres globalisées	12 472 686 €
Recettes fléchées	14 611 198 €
TOTAL	**160 685 626 €**

Solde budgétaire	**-2 692 686 €**

BR 2025 : DÉPENSES

Dépenses	Autorisations d'engagement - AE	Crédits de paiement - CP
Masse salariale	118 511 327 €	118 511 327 €
Fonctionnement	42 145 447 €	40 248 520 €
Investissement	8 870 848 €	4 618 465 €
TOTAL	**169 527 622 €**	**163 378 312 €**

De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie et correspond à la subvention de l'Etat. Les recettes propres globalisées sont celles générées par l'établissement (droits d'inscription, loyer des résidences, locations de salles, engagement décennal, préciput ANR- part hébergeur…)

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : contrats de recherche.

Les **autorisations d'engagement (AE)** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Les **crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et les dépenses en crédits de paiement (décaissements).

En 2025, le solde budgétaire est déficitaire à hauteur de 2,7M€ (décaissements supérieurs aux encaissements) principalement sur sa partie structurelle et nécessite donc un prélèvement de la trésorerie globalisée.

Les indicateurs financiers du BR 2025, détaillés dans le paragraphe 4, sont les suivants :

	BR 2025
Résultat	**-936 714 €**
Capacité d'autofinancement (CAF)	**3 165 385 €**
Niveau fonds de roulement	**12 851 144 €**
nombre jours FDR	**29,1**
Niveau trésorerie	**24 783 301 €**
nombre jours trésorerie	**56,2**
dont jours globalisés	***25,5***
dont jours fléchés	***30,7***

2. Recettes du budget rectificatif 2025

2.1 Synthèse des recettes inscrites au budget rectificatif 2025

Recettes en encaissements	*Exécution 2023*	*Exécution 2024*	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024	
Recettes globalisées	140 486 539 €	143 517 916 €	**140 097 319 €**	**146 074 428 €**	5 977 109 €	2 556 512 €	*4,3%*
Recettes fléchées	12 778 989 €	13 789 094 €	**12 172 953 €**	**14 611 198 €**	2 438 245 €	822 104 €	*20,0%*
TOTAL recettes en encaissements	153 265 529 €	157 307 010 €	**152 270 272 €**	**160 685 626 €**	8 415 354 €	3 378 616 €	*5,5%*

Tableau 1 – Recettes en encaissement inscrites au budget rectificatif 2025

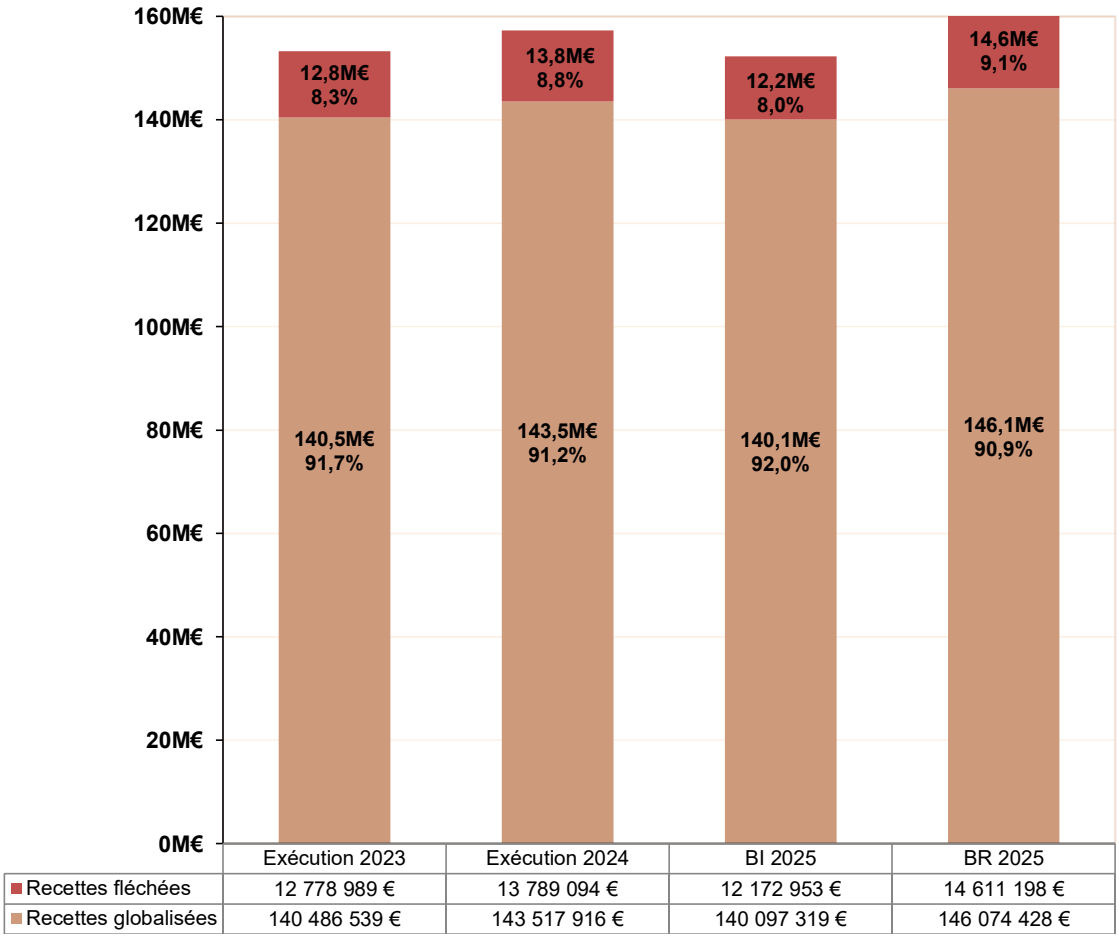


Figure 1 – Évolution des recettes globalisées et fléchées encaissées depuis 2023 (données prévisionnelles en 2025)

ENS DE LYON

Les recettes à l'encaissement prévues au BR 2025 sont estimées à **160,7M€**, en très forte hausse de 8,4M€ par rapport au budget initial : +6M€ concernent la SCSP et les recettes propres globalisées, et +2,4M€ les recettes propres fléchées.

Elles sont réparties entre les recettes globalisées pour 146,1M€ et les recettes fléchées pour 14,6M€. Pour rappel, la subvention pour charges de service public (SCSP) figure dans la catégorie des recettes globalisées.

Recettes en encaissement	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024	*Evolution par rapport au BI*
Subvention pour charges de service public - SCSP	128 755 388 €	130 968 376 €	130 612 964 €	133 601 742 €	2 988 778 €	2 633 366 €	*2,3%*
Recettes propres	24 510 140 €	26 338 634 €	21 657 308 €	27 083 884 €	5 426 576 €	745 250 €	*25,1%*
dont recettes propres globalisées	*11 731 151 €*	*12 549 540 €*	*9 484 355 €*	*12 472 686 €*	*2 988 331 €*	*-76 854 €*	*31,5%*
dont recettes propres fléchées	*12 778 989 €*	*13 789 094 €*	*12 172 953 €*	*14 611 198 €*	*2 438 245 €*	*134 923 €*	*20,0%*
TOTAL recettes	**153 265 528 €**	**157 307 010 €**	**152 270 272 €**	**160 685 626 €**	**8 415 354 €**	**3 378 616 €**	*5,5%*

2.2 Recettes globalisées du budget rectificatif 2025

De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Les recettes globalisées à l'encaissement sont estimées à **146 074 428€** soit 90,9% des recettes totales inscrites à ce budget rectificatif 2025.

La subvention pour charges de service public (SCSP) constitue la part la plus significative des recettes globalisées de l'établissement et représente 83,1% des recettes totales que l'École prévoit d'encaisser en 2025.

2.2.1 La subvention pour charges de service public – SCSP

Subvention pour charges de service public		Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	Variation BR 2025 / BI 2025	Variation BR 2025 / Exécution 2024
Type	**Dotation de masse salariale (1)**	**117 517 882 €**	**117 194 728 €**	**120 232 482 €**	**3 037 754 €**	**2 714 600 €**
Socle	Masse salariale	89 197 769 €	89 197 771 €	89 198 981 €	1 210 €	1 212 €
Socle	Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 - mesures Guérini	1 792 599 €	1 792 599 €	1 792 599 €	0 €	0 €
Socle	Compensation hausse du point d'indice	2 926 308 €	2 926 308 €	2 926 308 €	0 €	0 €
Socle	Compensation SMIC élèves-fonctionnaires	1 352 028 €	1 352 028 €	1 352 028 €	0 €	0 €
Socle	Hausse du CAS Pensions au 1er janvier 2025	0 €	0 €	1 773 431 €	1 773 431 €	1 773 431 €
Socle	Financement pérenne : soutien spécificités de l'établissement (normaliens)	0 €	0 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €
Socle	Contrats doctoraux : CDSN et CDO	16 502 896 €	16 535 961 €	16 536 864 €	903 €	33 968 €
Socle	Compensations diverses : CSG, Persée, révision IFSE, PPCR, PSC…	1 239 729 €	1 239 729 €	1 239 729 €	0 €	0 €
Socle	COMP 2025	0 €	150 000 €	0 €	-150 000 €	0 €
Socle	LPR 2021 à 2025 - dispositifs de la loi de programmation de la recherche	2 746 527 €	3 065 846 €	3 965 532 €	899 686 €	1 219 005 €
Actions spécifiques	Egalité des chances - cycle pluridisciplinaire d'études supérieures CPES	640 000 €	640 000 €	704 000 €	64 000 €	64 000 €
Actions spécifiques	Diverses actions spécifiques : IUF, GIP IFI, CRCT…	1 120 026 €	294 486 €	343 010 €	48 524 €	-777 016 €
Dotation de fonctionnement (2)		**13 450 494 €**	**13 418 236 €**	**13 369 260 €**	**-48 976 €**	**-81 234 €**
Socle	Socle fonctionnement : dotation globalisée, dotation de sûreté	12 407 700 €	12 407 700 €	12 366 935 €	-40 765 €	-40 765 €
Socle	LPR 2025 - dotation au démarrage	42 094 €	42 094 €	42 094 €	0 €	0 €
Actions spécifiques	Actions spécifiques : égalité des chances, crédits recherche IUF, indeminités CNU, aide aux étudiants en situation de handicap…	501 717 €	469 459 €	461 248 €	-8 211 €	-40 469 €
Actions spécifiques	Participation concours communs	498 983 €	498 983 €	498 983 €	0 €	0 €
Total subvention pour charges de service public (1+2)		**130 968 376 €**	**130 612 964 €**	**133 601 742 €**	**2 988 778 €**	**2 633 366 €**

Le début d'année 2025 s'est révélé incertain en raison de l'absence de vote du projet de loi de finances 2025 par le Parlement. Une **loi spéciale** visant à assurer la continuité de la vie nationale et le fonctionnement régulier des services publics a été promulguée. Cette loi a instauré un régime dit des « services votés » dont le principe général n'autorisait que les dépenses strictement nécessaires à la continuité des services publics. Le projet de loi de finances 2025 a été finalement adopté par le Parlement le 6 février 2025 et a mis fin à la loi spéciale.

La subvention pour charges de service public (SCSP) augmente de 3M€ par rapport au BI :

- Début mai, l'ENS de Lyon a reçu la notification initiale de la subvention pour charges de service public (SCSP), habituellement transmise en mars. Ce retard complique le fonctionnement de l'établissement, qui doit alors opérer sans visibilité. La SCSP inclut **1,8 M€ supplémentaires**, correspondant à la compensation de la hausse de 4 points du taux de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale Pensions (CAS Pensions) pour les fonctionnaires civils de l'État, entrée en vigueur le 1er janvier dernier (dépense équivalente de 1,8 M€).
- Indépendamment de cette mesure, la **SCSP est supérieure de 1,3M€** à la prévision initiale. À l'issue d'échanges avec le rectorat et le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, le Président de l'ENS de Lyon a obtenu un financement

pérenne de **0,4M€** pour tenir compte des spécificités de l'École. Par ailleurs, la vague 2025 de la loi de programmation de la recherche (LPR) a été notifiée pour un montant total de 1,2 M€ (dont 0,9M€ pour la revalorisation des contrats doctoraux), soit un surplus de **0,8M€** par rapport aux prévisions du budget initial 2025. La notification intermédiaire reçue le 21 juillet inclut 0,3M€ supplémentaires, qui sont des ajustements liés à la LPR.

La SCSP 2025 est ainsi estimée à **133,6M€** au budget rectificatif 2025, conformément au montant notifié par le MESR en juillet dernier.

Une attention particulière concerne la SCSP. Dans un contexte marqué par un fort déficit public, la circulaire n°6482-SG du Premier ministre, en date du 23 avril 2025, renforce les règles de la gestion budgétaire des ministères. Elle précise que « les versements de l'État à ses opérateurs seront cadencés en fonction de leurs besoins prévisionnels de trésorerie au cours de l'exercice » et que « le dernier versement de l'année n'interviendra qu'en cas de nécessité, au regard de la situation de trésorerie du bénéficiaire et de ses besoins prévisionnels ». Cette évolution pourrait restreindre la fluidité de la trésorerie en fin d'exercice.

Pour rappel, une recette complémentaire de **952k€** a été pérennisée dès 2024 dans la SCSP pour compenser le **surcoût de la hausse 2023 du SMIC des élèves Normaliens**. Toutefois, les hausses successives du SMIC depuis 2021, liées à l'inflation, ne sont pas totalement compensées et génèrent un **surcoût cumulé de 1M€** que l'École doit à nouveau prendre à sa charge en 2025.

Le dispositif **Égalité des chances** continue de recevoir un soutien financier en 2025, avec une enveloppe de **904k€** : 704k€ dédiés à la mise en œuvre du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures **CPES** et 200k€ visant à augmenter la part des boursiers dans les filières sélectives. Ce soutien ne couvre pas l'ensemble des dépenses générées par ce dispositif pour l'établissement.

Le glissement-vieillesse-technicité **GVT** reste une charge annuelle mécanique pour l'établissement d'environ 436k€ pour l'année 2025, sans compensation.

En juin dernier, la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) a informé l'établissement par mail de l'attribution d'une dotation de 2,87M€ au titre du contrat d'objectif de moyens et de performance **COMP 2025-2027.** Cette enveloppe devait être versée en 3 tranches, dont 46% dès 2025. **Toutefois,** la tranche 2025 n'a pas été allouée dans la notification intermédiaire de juillet, contrairement aux premières annonces. Les établissements concernés par cette nouvelle vague de COMP ont été avisés qu'en raison du contexte budgétaire national et conformément aux instructions ministérielles, la notification des crédits COMP pourrait intervenir seulement en fin d'exercice, leur inscription budgétaire étant différée. L'ENS de Lyon a malgré tout débuté des dépenses pour certains projets qui devraient être financés par le COMP (526k€), tels que la mise en place d'un système de gestion des contrats de recherche centralisé, la transition écologique et solidaire, la valorisation de nos espaces ou encore le développement du mécénat.

2.2.2 Les recettes propres globalisées

Les recettes propres globalisées générées par l'établissement sont estimées à **12,5M€** au BR 2025, en hausse de 3M€ par rapport à la prévision initiale. Elles comprennent essentiellement les recettes liées au cycle d'exploitation de l'ENS de Lyon, mais aussi celles réalisées par les structures dans le cadre de leur activité.

	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024
Hébergement Résidences Descartes et Monod	1 685 438 €	1 690 894 €	1 527 000 €	1 500 000 €	-27 000 €	-190 894 €
Recettes liées à des dépenses RH (mises à disposition)	1 157 216 €	1 462 174 €	1 154 635 €	1 373 372 €	218 737 €	-88 802 €
Droits de scolarité	608 956 €	635 909 €	679 000 €	1 379 000 €	700 000 €	743 091 €
Engagement décennal	404 271 €	513 815 €	250 000 €	550 000 €	300 000 €	36 185 €
Préciput ANR	1 049 908 €	1 239 253 €	1 348 920 €	985 940 €	-362 980 €	-253 313 €
FEI et frais de gestion sur contrats gérés par ONR	579 891 €	1 113 327 €	686 000 €	962 336 €	276 336 €	-150 991 €
Convention UdL participation déménagement M8	497 649 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Recettes de la VPE	172 825 €	355 314 €	217 300 €	295 495 €	78 195 €	-59 819 €
Refacturations restaurants CROUS	291 446 €	318 389 €	266 000 €	256 000 €	-10 000 €	-62 389 €
Indemnisation assurance pour sinistres	201 400 €	402 425 €	50 000 €	288 733 €	238 733 €	-113 692 €
CVEC	160 273 €	169 176 €	105 000 €	165 688 €	60 688 €	-3 488 €
Location de salles / amphis	23 135 €	95 554 €	150 000 €	150 000 €	0 €	54 446 €
Recettes de la BDL	38 084 €	31 342 €	34 300 €	38 100 €	3 800 €	6 758 €
Autres recettes Présidence et DGS	116 004 €	360 851 €	361 124 €	369 326 €	8 202 €	8 475 €
Antennes des opérateurs de téléphonie	124 718 €	190 514 €	123 000 €	123 000 €	0 €	-67 514 €
Autres recettes diverses	1 146 258 €	475 667 €	400 000 €	1 032 002 €	632 002 €	556 335 €
sous-total recettes globalisées générées par l'établissement	**8 257 472 €**	**9 054 603 €**	**7 352 279 €**	**9 468 992 €**	**2 116 713 €**	**414 389 €**
Prestations/refacturations/autres recettes structures de recherche	1 609 291 €	2 014 886 €	1 623 711 €	2 495 432 €	871 721 €	480 546 €
Colloques organisés via cellule congrès	1 357 341 €	664 071 €	0 €	0 €	0 €	-664 071 €
ENS Editions dont ventes d'ouvrage	220 050 €	248 609 €	220 000 €	220 000 €	0 €	-28 609 €
Hébergement start-ups, licences, rémunérations d'inventions	183 621 €	168 289 €	150 000 €	80 410 €	-69 590 €	-87 879 €
Laboratoires SHS : subventions, redevances…	69 605 €	321 696 €	52 778 €	145 186 €	92 408 €	-176 510 €
Institut Français de l'Education	33 771 €	77 387 €	85 587 €	62 666 €	-22 921 €	-14 721 €
sous-total autres recettes globalisées	**3 473 680 €**	**3 494 937 €**	**2 132 076 €**	**3 003 694 €**	**871 618 €**	**-491 243 €**
TOTAL recettes globalisées	**11 731 151 €**	**12 549 540 €**	**9 484 355 €**	**12 472 686 €**	**2 988 331 €**	**-76 854 €**

La forte hausse des encaissements prévisionnels 2025 est liée à divers facteurs, conjoncturels comme structurels.

Les **loyers** des résidences étudiantes représentent **1,5M€** de recettes en 2025. La baisse de 0,2M€ par rapport à 2024 s'explique par la fin d'exploitation de la résidence Debourg (site Monod) qui a fermé à l'été 2025. Cette résidence est reprise par le CROUS qui engage des travaux de destruction et reconstruction de la résidence, pour une réouverture prévue en 2027. En parallèle de cette perte de recette, l'ENS de Lyon réduit d'un niveau à peu près équivalent les dépenses effectuées pour la résidence : énergie, maintenance, réparations, gardiennage…Seule la résidence Bonnamour sur le site Descartes est désormais exploitée par l'École. La nouvelle grille tarifaire appliquée dès septembre 2024 et actualisée à la rentrée 2025, couplée à un taux d'occupation plus élevé des logements (98%), permet d'augmenter les recettes générées par la résidence Bonnamour.

Le conseil d'administration du 12 juin 2025 a adopté le nouveau barème des **droits d'inscription au diplôme** de l'ENS de Lyon, appliqué depuis la rentrée universitaire 2025. Ce barème devrait générer des recettes supplémentaires estimées à **700k€.** Ces nouvelles recettes sont destinées à financer des actions pour les étudiantes et étudiants comme les

projets immobiliers au service de la vie étudiante, la mobilité sortante et à maintenir un fort soutien aux initiatives étudiantes.

Les encaissements prévisionnels relatifs à l'**engagement décennal** augmentent de 300k€ par rapport à une prévision initiale prudente. Le suivi des dossiers réalisé par le service de la vie étudiante, ainsi que le bon taux de recouvrement par l'agence comptable (80%), permettent de revoir cette prévision à la hausse.

En 2023 et 2024, les recettes provenant des **indemnisations d'assurance** ont été particulièrement élevées (201k€ et 402k€). Il s'agissait principalement d'encaissements liés à l'indemnisation des travaux suite à l'incendie de l'amphithéâtre Mérieux qui a eu lieu fin 2022. Au 1er semestre 2025, l'établissement a perçu **267k€** supplémentaires qui correspondent à la perte d'exploitation de l'amphithéâtre pour 209k€ et à l'indemnité sur les honoraires de l'expert d'assuré pour 58k€. De plus, il est prévu **22k€** d'indemnisations d'assurance en cas de sinistres ou dommages subis durant l'année en se basant sur les encaissements réalisés depuis le début d'année et sur une moyenne des années précédentes. Ces recettes conjoncturelles ne constituent pas une nouvelle ressource pérenne pour l'établissement, elles ne seront pas reconduites sur l'exercice 2026.

Le **préciput ANR** versé à l'établissement a significativement augmenté depuis la mise en œuvre de la loi de programmation de la recherche (LPR). Une recette de 620 k€, correspondant à la première tranche annuelle du préciput 2025, avait été inscrite au budget initial. Toutefois, seuls 257 k€ ont été effectivement versés sur l'exercice 2025, soit un écart négatif de 363 k€ par rapport à la prévision. La décision attributive reçue fin avril fixe le montant total du préciput 2025 (parts hébergeur et site) à 1,3 M€, en légère baisse par rapport à 2024 (1,4 M€). Cette baisse de la recette 2025 ne s'explique pas par une diminution des montants alloués, mais par une modification du calendrier de versement décidé par l'ANR. Alors que le préciput était jusqu'à l'an dernier versé en trois échéances (45 % la première année, 35 % la deuxième, puis 20 % la troisième), il est désormais étalé sur cinq ans, à raison de 20 % par an, ce qui explique le montant réduit perçu en 2025.

Quant à la **part hébergeur** reversée à l'ENS de Lyon par le **CNRS**, conformément à la convention de site, celle-ci s'établit à 487k€ soit +187k€ en comparaison de la prévision estimée pour le BI 2025. De plus, l'établissement a obtenu de l'**Université Lyon 1** un reversement de 50k€ correspondant à la participation aux frais d'infrastructure dans le cadre d'un contrat de recherche ERC.

Parmi les autres recettes générées par l'établissement, les encaissements relatifs aux **refacturations des frais d'infrastructure** (CROUS, …) sont légèrement revue à la baisse, dans la mesure où ces refacturations intègrent notamment des dépenses énergétiques supportées par l'École, qui diminuent en 2025. En revanche, le BR prévoit une hausse des encaissements des frais d'infrastructure de l'IEA, liée à un rattrapage rétroactif consécutif à la signature tardive de la nouvelle convention entre la COMUE et l'ENS de Lyon. La conclusion de cette convention est attendue en 2025, après plusieurs années de discussions.

L'École a reçu en 2025 des **avoirs pour le chauffage urbain**, venant régulariser les dépenses faites en 2024. Ce sont ainsi **0,5M€** qui ont été encaissés par l'établissement, et qui viennent réduire les charges énergétiques en droits constatés sur l'exercice. Cet encaissement

exceptionnel de régularisation est complètement conjoncturel et ne vient donc pas augmenter de manière pérenne les recettes propres de l'établissement.

La recette issue de la contribution de vie étudiante et de campus dite **CVEC** a été inscrite à la baisse au BI 2025 à hauteur de 105k€ contre 169k€ perçus en 2024. Cette prudence s'expliquait par le décret 2024-777 du 8 juillet 2024 qui instaure un taux unique de répartition entre les établissements affectataires (publics et privés) et renforce l'obligation de financement minimal des actions étudiantes et de la médecine préventive. Cette modification de la répartition entre établissements devait mécaniquement réduire le montant attendu par l'École. La notification définitive reçue en juillet 2025 est de **166k€,** soit +61k€ par rapport à la prévision du BI. La baisse par rapport à 2024 est de 3k€ malgré un nombre d'étudiants inscrits en légère hausse (+8).

La **TVA à déduire** au titre de l'exercice 2024 a fait l'objet d'une régularisation : ce sont ainsi **49k€** qui ont été reversés à l'École par le service des impôts cette année.

Un grand nombre de **laboratoires** en sciences exactes et expérimentales réalise des recettes propres liées à leur activité : prestations de recherche, refacturations aux utilisateurs de plateformes scientifiques etc. Elles sont estimées à **2,5M€** au BR 2025 soit +0,9M€ par rapport aux prévisions initiales. Cette forte hausse s'explique notamment par l'obtention d'une nouvelle chaire professeur junior, au laboratoire UMPA, en toute fin d'année 2024 et qui n'a pas pu être prévue au BI ; l'intégralité du financement a été encaissé début 2025 pour un montant de 0,2M€. Il est également à noter le démarrage de nouveaux projets, comme par exemple une nouvelle collaboration scientifique du LBMC avec SANOFI (études de dynamique moléculaire à gros grains des nanoparticules lipidiques) ayant généré un premier encaissement de 0,2M€.

2.3 Recettes fléchées du budget rectificatif 2025

De quoi parle-t-on ?

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : contrats de recherche.

Les recettes fléchées inscrites au BR 2025 sont estimées à **14,6M€.**

Les encaissements prévus se répartissent ainsi selon le type de financeur :

	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	*Écarts BR 2025/ BI 2025*	*Écarts BR 2025 / Exécution 2024*
ANR PIA IDEX	108 660 €	456 323 €	0 €	53 731 €	*53 731 €*	*-402 592 €*
ANR PIA hors IDEX	2 577 900 €	3 034 010 €	4 411 918 €	4 432 881 €	*20 963 €*	*1 398 871 €*
Total ANR PIA	***2 686 560 €***	***3 490 333 €***	***4 411 918 €***	***4 486 612 €***	***74 694 €***	***996 279 €***
ANR hors PIA	4 125 743 €	4 481 218 €	3 666 082 €	4 145 018 €	*478 936 €*	*-336 200 €*
Union Européenne	3 624 507 €	2 986 730 €	1 933 625 €	2 667 863 €	*734 239 €*	*-318 867 €*
Région	467 910 €	682 922 €	713 748 €	1 126 906 €	*413 158 €*	*443 984 €*
Autres recettes	1 874 269 €	2 147 891 €	1 447 581 €	2 184 799 €	*737 219 €*	*36 908 €*
Total recettes fléchées	**12 778 989 €**	**13 789 094 €**	**12 172 953 €**	**14 611 198 €**	***2 438 246 €***	***822 104 €***

Les encaissements prévisionnels liés aux contrats fléchés augmentent par rapport aux prévisions du BI. Cela s'explique notamment par l'obtention d'une vingtaine de nouveaux contrats ANR et investissements d'avenir qui vont générer des encaissements supplémentaires pour environ 0,5M€.

Parmi les évolutions entre BI et BR les plus significatives, un encaissement de 0,7M€ a été perçu en mai 2025 : il concerne un contrat européen ERC libellé « Advanced Spam ». Dans la catégorie des recettes provenant de la Région, il est par exemple attendu en fin d'exercice des versements de soldes de contrats « Pack Ambition » pour environ 0,6M€.

3. Dépenses du budget rectificatif 2025

3.1 Synthèse des dépenses inscrites au budget rectificatif 2025

3.1.1 Autorisations d'engagement

De quoi parle-t-on ?

Les **autorisations d'engagement (AE)** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Autorisations d'engagement (AE)	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025/ BI 2025	Ecart BR 2025/ Exécution 2024	
Masse salariale	111 565 614 €	115 017 543 €	116 344 638 €	**118 511 327 €**	2 166 689 €	3 493 784 €	*1,9%*
Fonctionnement	46 955 436 €	34 540 254 €	37 101 938 €	**42 145 447 €**	5 043 509 €	7 605 193 €	*13,6%*
Investissement	6 511 670 €	4 429 444 €	8 547 238 €	**8 870 848 €**	323 610 €	4 441 404 €	*3,8%*
TOTAL autorisations d'engagement	165 032 720 €	153 987 241 €	161 993 814 €	**169 527 622 €**	7 533 808 €	15 540 381 €	*4,7%*

Tableau 2 – Autorisations d'engagement par masse inscrites au budget rectificatif 2025

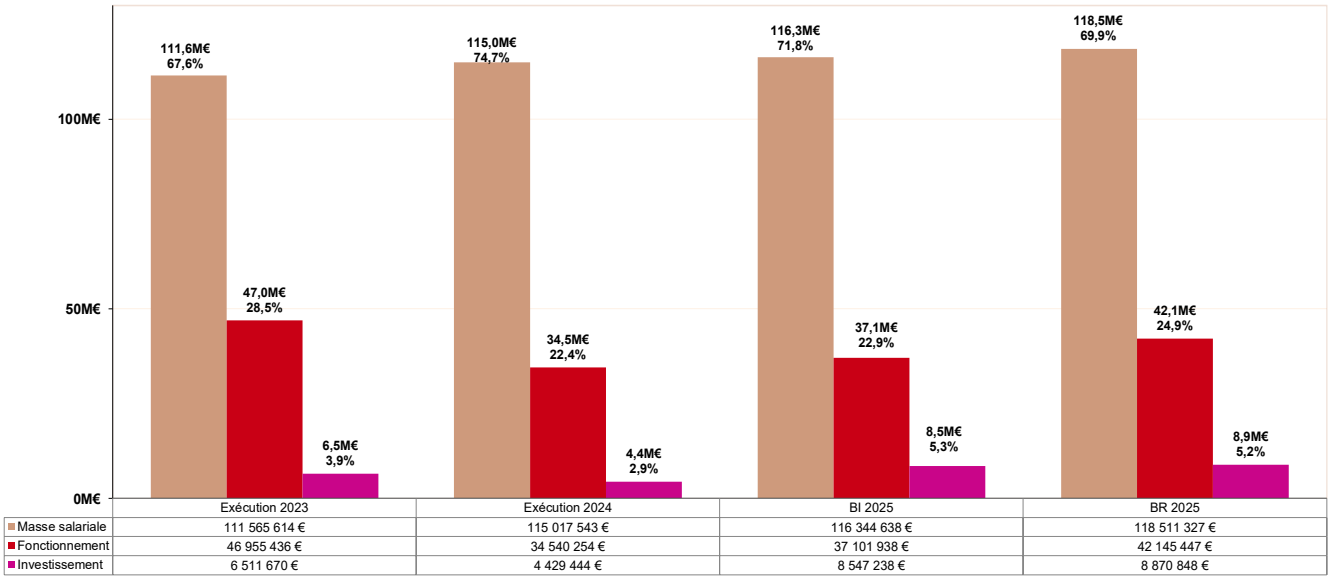


Figure 2 : évolution des autorisations d'engagement depuis 2023 par nature (données prévisionnelles en 2025)

ENS DE LYON

Les **autorisations d'engagement** inscrites au budget rectificatif 2025 sont évaluées à **169,5M€,** en hausse de 7,5M€ par rapport au BI.

En fonctionnement, les engagements relatifs aux **reversements CDSN** augmentent de **3,6M€.** Cela s'explique par la reprogrammation des engagements de la promotion 2024-2027 qui n'ont pas été réalisés l'an dernier, les conventions n'ayant pas pu être signées par l'ensemble des établissements partenaires sur l'exercice 2024. Il est également à noter que 1,6M€ d'AE reprogrammées en 2025 concernent la promotion 2023-2026.

Il est inscrit au BR un volume d'AE supplémentaires de **1,3M€** en fonctionnement. Cela concerne l'engagement ferme pour 5 ans de la **maintenance de 2 équipements de cryo-microscopie** acquis cette année par la SFR Biosciences via des financements fléchés. Conformément au marché qui a été contractualisé, le paiement de cette maintenance débutera un an après la mise en service des équipements pour un montant total de 0,26M€/an. Le modèle économique de l'exploitation de cette plateforme de cryo-microscopie prévoit que les recettes générées couvriront ces coûts de maintenance.

Le BR prévoit également +**0,6M€** d'AE afin d'engager les nouveaux marchés de maintenance pour le CVC (chauffage, ventilation, climatisation) et l'électricité, et de réaligner les engagements sur les échéances contractuelles.

L'établissement prévoit +**0,9M€** d'AE en investissement afin de pouvoir engager, avant la fin d'exercice, le reversement au CROUS de sa participation pour les travaux à venir du **gymnase** sur le site Monod. Les crédits de paiement seront programmés en 2026 et 2027.

En masse salariale, ce sont **+2,2M€** d'AE qui sont prévues au BR 2025 par rapport au BI. Cette forte évolution concerne principalement la masse salariale État avec la prise en compte des dépenses supplémentaires générées par la hausse du CAS Pensions dès janvier pour 1,8M€ (compensées en recettes).

La masse salariale mobilise 69,9% des AE inscrites au BR 2025, le fonctionnement 24,9% et enfin l'investissement 5,2%.

Ces prévisions sont détaillées dans les paragraphes suivants.

3.1.2 Crédits de paiement

De quoi parle-t-on ?

Les **crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Crédits de paiement (CP)	*Exécution 2023*	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025/ BI 2025	Ecart BR 2025/ Exécution 2024	
Masse salariale	*111 559 510 €*	114 958 493 €	116 344 638 €	**118 511 327 €**	2 166 689 €	3 552 834 €	*1,9%*
Fonctionnement	*40 279 134 €*	35 476 674 €	38 294 080 €	**40 248 520 €**	1 954 440 €	4 771 846 €	*5,1%*
Investissement	*9 523 971 €*	5 212 838 €	5 299 014 €	**4 618 465 €**	-680 549 €	-594 373 €	*-12,8%*
TOTAL crédits de paiement	*161 362 615 €*	155 648 005 €	159 937 732 €	**163 378 312 €**	3 440 580 €	7 730 307 €	*2,2%*

Tableau 3 – Crédits de paiement par masse inscrits au budget rectificatif 2025

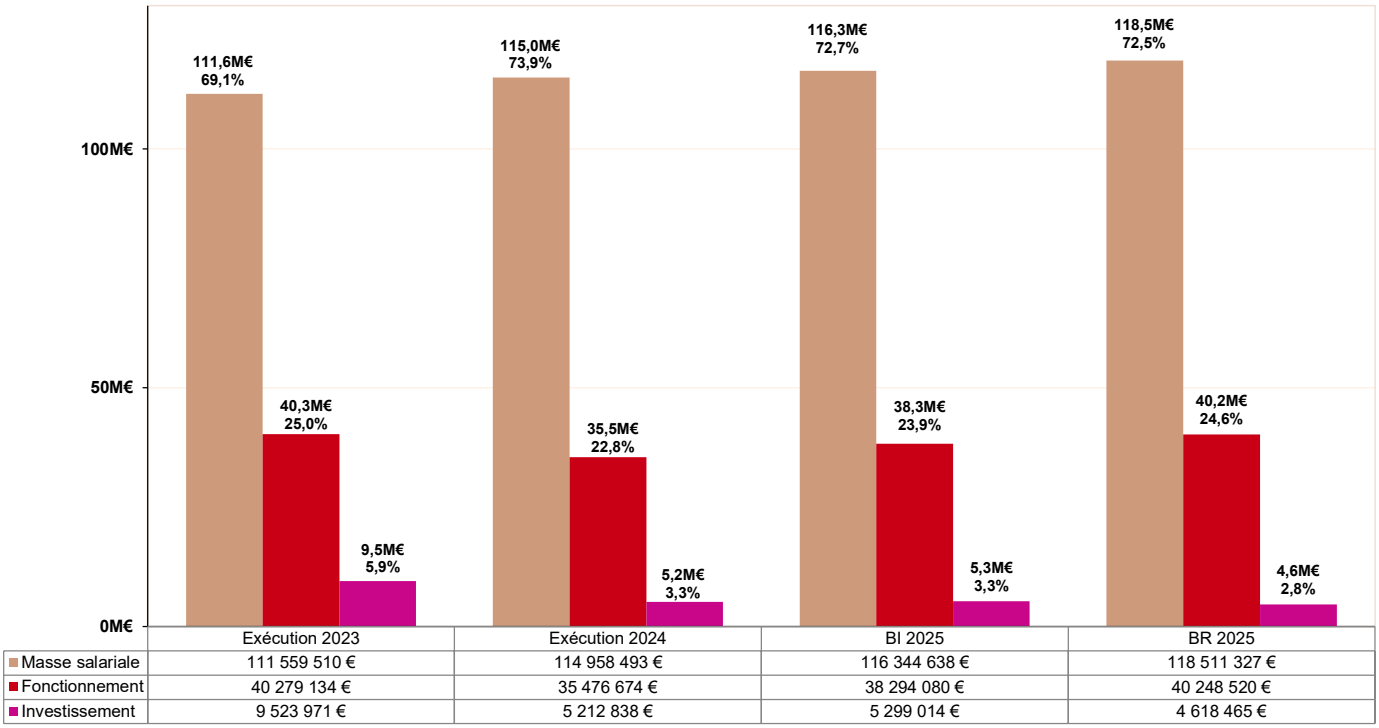


Figure 3 : évolution des crédits de paiement depuis 2023 par nature de dépenses (données prévisionnelles en 2025)

ENS DE LYON

Les **crédits de paiement** (CP) 2025 sont évalués à **163,4M€,** soit +3,4M€ en comparaison des prévisions initiales.

Les CP de fonctionnement augmentent de 1,9M€. Ce sont principalement les **reversements CDSN** qui constituent la plus forte hausse avec 2,2M€ de CP supplémentaires inscrits au BR, afin de régulariser et rattraper les paiements qui n'ont pas pu être réalisés en 2024 en raison de retards dans les signatures des conventions avec les partenaires.

En investissement, la baisse de 0,7M€ des prévisions s'explique principalement par le fait que les dépenses sur les contrats fléchés diminuent de 0,9M€. Il était en effet prévu des crédits de paiement au BI dans le cadre des travaux et de l'installation des équipements de cryomicroscopie. Ces crédits sont déprogrammés en 2025 et seront reprogrammés sur les exercices 2026 et 2027.

Les dépenses de masse salariale augmentent de 2,2M€ en CP, pour les mêmes raisons que celles évoquées en AE à savoir la hausse du CAS Pensions sur la masse salariale État (compensé en recettes).

La masse salariale représente 72,5% des crédits de paiement 2025, le fonctionnement 24,6% et enfin l'investissement 2,9%.

3.2 Dépenses de fonctionnement du budget rectificatif 2025

Les dépenses de fonctionnement sont inscrites au BR 2025 pour **42,1M€** en autorisations d'engagement et **40,2M€** en crédits de paiement.

3.2.1 Dépenses globalisées

Près de 88% des crédits de fonctionnement concerne des dépenses globalisées, financées par la dotation de la SCSP et les ressources propres générées par l'établissement dans le cadre de son activité.

Ce tableau présente de manière non exhaustive la répartition des dépenses globalisées selon les montants en crédits de paiement les plus significatifs.

Dépenses globalisées : fonctionnement	*Exécution 2023 (en crédits de paiement)*	*Exécution 2024 (en crédits de paiement)*	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024
Reversements CDSN aux établissements d'accueil	13 679 376 €	11 100 178 €	12 274 025 €	14 519 234 €	2 245 209 €	3 419 056 €
Dépenses courantes de l'établissement	12 499 022 €	11 671 366 €	10 956 718 €	10 734 401 €	-222 317 €	-936 965 €
Fonctionnement des structures : moyens établissement et ressources propres	7 475 852 €	7 054 188 €	8 059 819 €	7 935 939 €	-123 880 €	881 751 €
Dépenses VPR hors dotations laboratoires (anciennement fonds recherche)	904 629 €	784 841 €	1 141 563 €	838 322 €	-303 241 €	53 481 €
Colloques	1 280 897 €	534 996 €	0 €	0 €	0 €	-534 996 €
Documentation BDL	776 786 €	819 900 €	820 125 €	820 125 €	0 €	225 €
Reversements RH (mises à disposition)	381 536 €	414 247 €	435 906 €	435 906 €	0 €	21 659 €
Projets SI	193 616 €	111 722 €	46 000 €	132 000 €	86 000 €	20 278 €
TOTAL (CP)	**37 191 714 €**	**32 491 438 €**	**33 734 156 €**	**35 415 927 €**	**1 681 771 €**	**2 924 489 €**

Les **reversements CDSN** aux établissements d'accueil constituent la hausse la plus significative par rapport au BI. Ils sont prévus pour **14,5M€** de crédits de paiement en 2025. La prévision est en hausse de 2,25M€ en raison du rattrapage important des reversements des promotions 2022 et 2023. Les autorisations d'engagement sont quant à elles estimées à 16,4M€ soit +3,6M€. Comme précisé précédemment, cela s'explique par la reprogrammation des engagements de la promotion 2024-2027 qui n'ont pas été réalisés l'an dernier. Il est également à noter que 1,6M€ d'AE reprogrammées en 2025 concernent la promotion 2023-2026.

			Autorisations d'engagement					Crédits de paiement				
Cohorte	Nombre de doctorants	Montant total des reversements pour l'ensemble de la période	AE consommées en 2022	AE consommées en 2023	AE consommées en 2024	AE BR 2025	TOTAL AE par cohorte	CP consommés en 2022	CP consommés en 2023	CP consommés en 2024	CP BR 2025	TOTAL CP par cohorte
Cohorte 2022-2025	137	12 581 532 €	2 020 392 €	10 568 793 €	0 €	0 €	**12 589 185 €**	79 081 €	4 758 210 €	4 193 845 €	3 550 396 €	**12 581 532 €**
Cohorte 2023-2026	130	12 306 840 €		7 005 432 €	3 692 052 €	1 609 356 €	**12 306 840 €**		297 154 €	3 862 977 €	5 300 000 €	**9 460 131 €**
Cohorte 2024-2027	133	12 799 521 €			5 100 561 €	7 698 960 €	**12 799 521 €**			231 860 €	5 000 000 €	**5 231 860 €**
Cohorte 2025-2028	135	13 653 360 €				7 100 000 €	**7 100 000 €**				450 000 €	**450 000 €**
Total	667	63 294 291 €	**11 800 151 €**	**19 747 505 €**	**8 792 613 €**	**16 408 316 €**	**56 748 585 €**	**3 029 610 €**	**11 140 044 €**	**10 952 457 €**	**14 519 234 €**	**39 641 345 €**

ENS DE LYON

Les **dépenses courantes** de l'École diminuent de 0,2M€ en comparaison de la prévision initiale. Elles atteignent **10,7M€** et regroupent les principales charges de l'établissement (dites incompressibles) telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

Dépenses courantes de l'établissement	Exécution 2023 (en crédits de paiement)	*Exécution 2024 (en crédits de paiement)*	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024
Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage	6 341 312 €	5 564 980 €	4 584 952 €	4 603 087 €	18 135 €	-961 893 €
Frais de maintenance	1 751 561 €	1 699 990 €	1 730 696 €	1 699 229 €	-31 467 €	-761 €
Loyer contrat de partenariat	1 389 550 €	1 299 742 €	1 388 484 €	1 349 726 €	-38 758 €	49 984 €
Gardiennage	1 077 488 €	1 127 393 €	1 188 425 €	1 208 718 €	20 293 €	81 325 €
Nettoyage et entretien	851 334 €	844 637 €	880 895 €	894 823 €	13 928 €	50 186 €
Autres loyers	755 687 €	784 178 €	768 949 €	532 872 €	-236 077 €	-251 306 €
Accueil physique et téléphonique	119 598 €	128 980 €	141 600 €	141 600 €	0 €	12 620 €
Environnement et gestion des déchets	84 620 €	82 093 €	100 000 €	100 000 €	0 €	17 907 €
Marchés transversaux	127 871 €	139 374 €	172 717 €	204 346 €	31 629 €	64 972 €
TOTAL (CP)	**12 499 022 €**	**11 671 366 €**	**10 956 718 €**	**10 734 401 €**	**-222 317 €**	**-936 965 €**

Les prévisions de **dépenses énergétiques** restent stables en crédits de paiement par rapport au BI, en raison de décalages de règlement liés à la clôture de l'exercice 2024. En droits constatés (rattachement comptable des charges à l'exercice), ces dépenses prévisionnelles poursuivent leur baisse en 2025. Cette diminution s'explique principalement par la révision à la baisse des tarifs d'électricité et de gaz opérée par l'UGAP en janvier dernier. Il convient également de noter l'effet de plusieurs avoirs relatifs aux dépenses de chauffage urbain de 2024, reçus en 2025 pour un montant total de **448 k€**. Ces avoirs ont certes accru les encaissements de l'établissement, mais ils sont comptabilisés en réduction de charges en droits constatés.

Les consommations sont maîtrisées et optimisées par l'ENS de Lyon malgré des surfaces supplémentaires depuis 2022. L'École a élaboré un plan de sobriété énergétique qui s'est inscrit dans une démarche plus large conduite dès 2019 pour conduire ses activités dans une démarche durable et responsable. Des études sont menées pour réduire davantage les consommations et donc les dépenses de fluides.

Au global, **les dépenses d'énergie 2025 diminuent de 0,75M€** en droits constatés par rapport au BI et de 1,5M€ par rapport à celles constatées en 2024. La prévision de 3,85M€ se rapproche du niveau des dépenses de l'année de référence 2021 (avant inflation).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des charges de fluides par poste de dépenses en droits constatés :

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Execution 2024	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025/BI 2025	*Evolution par rapport à 2021*
Electricité	2 172 807 €	2 901 640 €	5 203 257 €	3 857 445 €	3 087 000 €	2 465 000 €	-622 000 €	*13,4%*
Gaz	138 320 €	177 366 €	196 896 €	168 510 €	185 150 €	150 000 €	-35 150 €	*8,4%*
Eau	269 540 €	178 692 €	205 498 €	212 242 €	207 322 €	230 000 €	22 678 €	*-14,7%*
Chauffage urbain	1 047 515 €	1 402 363 €	1 152 415 €	1 071 205 €	1 105 480 €	1 000 000 €	-105 480 €	*-4,5%*
Total	**3 628 183 €**	**4 660 061 €**	**6 758 066 €**	**5 309 403 €**	**4 584 952 €**	**3 845 000 €**	**-739 952 €**	*6,0%*

Les frais de **maintenance** comprennent les interventions obligatoires réalisées par la direction du patrimoine, la DSI et également par le service Accueil et Sécurité. Ils sont estimés à **1,7M€** au BR 2025, stables par rapport au BI et équivalents aux dépenses réalisées en 2024.

Les crédits prévus pour le **loyer** du bâtiment Condorcet (site Monod) sont revus à la baisse, en raison d'une expertise judiciaire en cours faisant suite à des sinistres. Ce sont ainsi 0,24M€ qui sont déprogrammés sur l'exercice 2025.

Le fonctionnement des structures reste stable avec **7,9M€** prévus en 2025 : organisation du concours d'entrée, fonctionnement des départements d'enseignement et des laboratoires de recherche, des services centraux etc. Ce fonctionnement est financé via les moyens établissement et des ressources propres (prestations de recherche par exemple dans les laboratoires). Pour rappel, l'établissement avait décidé en 2024 de réduire de 10% les dotations en moyens établissement de chaque centre de responsabilité budgétaire afin de contenir les impacts sur le déficit du résultat et les prélèvements sur les réserves. Cette réduction de 10% a été reconduite en 2025.

3.2.2 Dépenses fléchées

Parmi les autres dépenses de fonctionnement de l'ENS de Lyon, celles financées totalement par des recettes fléchées (contrats de recherche et de formation essentiellement) sont estimées à **4,8M€** au BR 2025.

	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	*Écarts BR 2025/ BI 2025*	*Écarts BR 2025 / Exécution 2024*
ANR PIA IDEX	30 255 €	4 800 €	0 €	0 €	*0 €*	*-4 800 €*
ANR PIA hors IDEX	330 318 €	328 534 €	905 546 €	884 071 €	*-21 475 €*	*555 537 €*
Total ANR PIA	***360 573 €***	***333 334 €***	***905 546 €***	***884 071 €***	***-21 475 €***	***550 737 €***
ANR hors PIA	1 077 632 €	1 228 488 €	1 955 568 €	1 916 488 €	*-39 080 €*	*687 999 €*
Union Européenne	764 054 €	538 239 €	736 571 €	783 964 €	*47 392 €*	*245 725 €*
Région	227 603 €	168 856 €	202 406 €	208 390 €	*5 984 €*	*39 534 €*
Autres	657 557 €	716 318 €	759 833 €	1 039 681 €	*279 849 €*	*323 363 €*
Fonctionnement fléché en crédits de paiement	**3 087 420 €**	**2 985 236 €**	**4 559 924 €**	**4 832 593 €**	***272 669 €***	***1 847 357 €***

Les dépenses de fonctionnement prévues par les structures sur les contrats fléchés de recherche et de formation demeurent stables entre le BI et le BR 2025.

Un montant de 307k€ est inscrit pour procéder à des reversements de trop perçus sur contrats. Il s'agit majoritairement de financements sur des Fondations fléchés pour des salaires de doctorants / postdoctorant, ou bien de fonds du GIS Collex-Persée, également prévus exclusivement en salaire, et sans fongibilité autorisée.

116k€ sont budgétisés sur le projet européen CLS -INFRA qui ne s'est pas réalisé pour des raisons scientifiques et organisationnelles au niveau du consortium.

3.3 Dépenses d'investissement du budget rectificatif 2025

Les dépenses d'investissement prévues au BR 2025 s'élèvent à **8,9M€** en autorisations d'engagement et à **4,6M€** en crédits de paiement.

3.3.1 Dépenses globalisées

Les investissements dits globalisés sont financés par l'établissement via le fonds de roulement mais aussi par des ressources propres notamment dans les structures de recherche.

Ce tableau présente la répartition des prévisions de dépenses globalisées d'investissement par service et/ou vice-présidence.

Dépenses globalisées : investissements	*Exécution 2023 (en crédits de paiement)*	Exécution 2024 (en crédits de paiement)	BI 2025 (en crédits de paiement)	BR 2025 (en crédits de paiement)	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024
Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine	3 072 523 €	2 011 523 €	1 046 953 €	1 337 929 €	*290 976 €*	*-673 594 €*
Investissements VPR (anciennement PPI)	1 286 856 €	343 860 €	700 000 €	400 000 €	*-300 000 €*	*56 140 €*
Laboratoires sur recettes propres	214 745 €	167 837 €	135 953 €	254 051 €	*118 098 €*	*86 214 €*
Dépenses VPR (anciennement fonds recherche)	251 241 €	160 764 €	0 €	33 908 €	*33 908 €*	*-126 856 €*
Direction des systèmes d'informations	786 354 €	235 343 €	75 800 €	80 800 €	*5 000 €*	*-154 543 €*
Départements de formation et vie étudiante	94 578 €	149 337 €	253 763 €	293 880 €	*40 117 €*	*144 543 €*
Autres investissements	369 403 €	340 481 €	563 000 €	587 867 €	*24 867 €*	*247 386 €*
TOTAL	***6 075 699 €***	**3 409 144 €**	**2 775 469 €**	**2 988 435 €**	***212 966 €***	***-420 709 €***

Compte tenu de la situation financière, l'ENS de Lyon a décidé los du budget initial de poursuivre les efforts amorcés les années précédentes en maintenant le gel de certains projets d'envergure, tels que la réhabilitation de la résidence étudiante Bonnamour sur le site Descartes, tant que des financements externes ne sont pas obtenus. Des demandes de financements externes ont été engagées afin de lancer des investissements jugés prioritaires mais que l'établissement ne peut pas assumer sur son fonds de roulement, comme par exemple étanchéité de l'aile A de la BDL.

Le budget consacré aux **travaux et aménagements** portés par la direction du patrimoine est revu à la baisse en 2025 afin de limiter le prélèvement sur le fonds de roulement. La priorité fixée par la gouvernance est donnée aux travaux réglementaires et notamment ceux pour la sécurité des biens et des personnes. Il a ainsi été prévu au BI des engagements pour 0,8M€ tandis que les crédits de paiement sont évalués à 1M€ en raison d'un décalage des décaissements sur des engagements réalisés les années précédentes. Pour le BR, les crédits sont légèrement revus à la hausse en raison notamment de la décision de mener les travaux d'étanchéité de l'**aile B de la BDL** sans attendre un potentiel financement externe. Ce sont ainsi 230k€ en AE et 115k€ en CP qui ont été ajoutés au budget 2025 pour cette opération nécessaire à la sécurité des biens et des personnes.

Le projet d'aménagement du **bâtiment M6** a reçu un financement de 250k€ du ministère en 2022 dans le cadre du dialogue stratégique de gestion. Des études ont été menées et une réflexion a eu lieu courant 2024 pour redimensionner les travaux à réaliser. Ce sont donc 288k€ de dépenses prélevées sur le fonds de roulement (contre 170k€) qui sont prévues au

BR 2025 pour mener ce chantier qui devrait s'achever en 2026. Le laboratoire de chimie apporte également une participation à ces travaux via des ressources propres.

Parmi les travaux ciblés sur la **sécurité des biens et des personnes**, il est inscrit notamment 60k€ pour divers petits travaux pour la résidence Bonnamour et l'hôtel des invités (71k€ prévus au BI). Le désenfumage du site Monod, pour lequel 54k€ étaient prévus initialement, se réalisera finalement en 2026. C'est également le cas pour la mise en conformité de la salle Parenthèse qui est un lieu d'expositions, de rencontres et espace détente à la BDL : 50k€ avaient été programmés au BI mais ne se réaliseront finalement pas en 2025.

Un volume de 88k€ est prévu en AE afin d'engager les travaux d'aménagement à mener d'un local sur le site Monod, destiné à accueillir le **service de santé étudiant** pour lequel l'École a l'ambition qu'il devienne un centre de santé dès 2026. Les crédits de paiement seront programmés en 2026 car les travaux s'achèveront cette année-là.

Parmi les autres investissements financés par l'établissement, ce sont **157k€** supplémentaires qui sont inscrits au BR afin d'acquérir des **serveurs d'infrastructure à Persée**, qui est une unité d'appui et de service dont la mission principale est de valoriser le patrimoine documentaire au bénéfice de la recherche en assurant sa diffusion, son enrichissement et sa préservation.

La **vice-présidence Recherche** prévoit des investissements à hauteur de **0,4M€** via le PPI, essentiellement pour des achats d'équipements scientifiques. Cette enveloppe a été revue à la baisse en 2025 afin de limiter le prélèvement sur le fonds de roulement et privilégier les acquisitions sur des financements propres. La prévision du BI à 0,7M€ était estimative, elle a été ajustée à 0,5M€ lors de l'ouverture des crédits en janvier.

3.3.2 Dépenses fléchées

Parmi les autres dépenses d'investissement de l'ENS de Lyon, celles financées intégralement par des contrats fléchés sont évaluées à **1,6M€** en crédits de paiement.

	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	*Écarts BR 2025/ BI 2025*	*Écarts BR 2025 / Exécution 2024*
ANR PIA IDEX	0 €	0 €	0 €	0 €	*0 €*	*0 €*
ANR PIA hors IDEX	1 684 988 €	181 699 €	1 575 985 €	594 925 €	*-981 060 €*	*413 226 €*
Total ANR PIA	***1 684 988 €***	***181 699 €***	***1 575 985 €***	***594 925 €***	***-981 060 €***	***413 226 €***
ANR hors PIA	203 435 €	284 295 €	331 500 €	486 554 €	*155 054 €*	*202 259 €*
Union Européenne	782 094 €	263 839 €	56 000 €	66 584 €	*10 584 €*	*-197 255 €*
Région	27 086 €	1 593 €	4 000 €	104 000 €	*100 000 €*	*102 407 €*
Autres	750 669 €	1 072 268 €	556 060 €	377 968 €	*-178 092 €*	*-694 300 €*
Investissement fléché en crédits de paiement	**3 448 272 €**	**1 803 694 €**	**2 523 545 €**	**1 630 030 €**	***-893 515 €***	***-173 664 €***

Le budget inscrit au BR 2025 en investissement maintient les autorisations d'engagement à hauteur de 4,1M€ pour l'acquisition des 2 gros équipements : CryoFIB/SEM Ultracryotome à

0,9M€ et CryoEM 200kV à 3,2M€. Les crédits de paiements consacrés à ce projet sont revus à la baisse au BR compte tenu d'une mise en service qui n'aura lieu qu'après la fin des travaux d'aménagement autour de ces équipements, prévus d'être achevés fin 2026.

3.4 Dépenses de masse salariale du budget rectificatif 2025

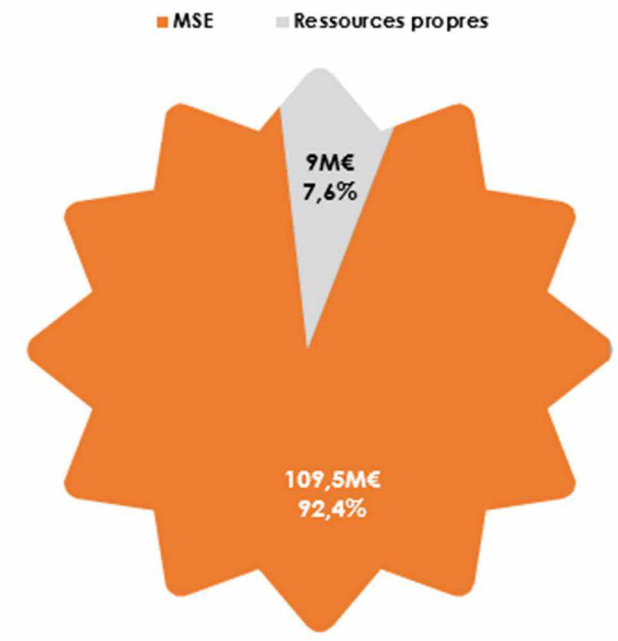
3.4.1 La masse salariale

De quoi parle-t-on ?

Les **dépenses de personnel** : rémunérations principales, cotisations patronales, rémunérations accessoires et prestations sociales obligatoires.
Masse salariale État : crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.
Ressources Propres : toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, vacations et jury de concours.

3.4.1.1 Masse salariale globale

	Exécution 2023	*Exécution 2024*	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024
Masse salariale Etat	*104 218 294 €*	*106 755 109 €*	**107 820 086 €**	**109 512 392 €**	1 692 306 €	2 757 283 €
Masse salariale ressources propres	*7 341 216 €*	*8 203 384 €*	**8 524 552 €**	**8 998 935 €**	474 383 €	795 551 €
dont ressources propres globalisées	*1 657 310 €*	*1 889 783 €*	**1 336 268 €**	**1 701 197 €**	*364 929 €*	*-188 586 €*
dont ressources propres fléchées	*5 683 906 €*	*6 313 601 €*	**7 188 284 €**	**7 297 738 €**	*109 454 €*	*984 137 €*
TOTAL masse salariale	***111 559 510 €***	***114 958 493 €***	**116 344 638 €**	**118 511 327 €**	**2 166 689 €**	**3 552 834 €**



ENS DE LYON

Support budgétaire	BI 2025	BR 2025	€	▲
MSE	107 820 086 €	109 512 392 €	1,69 M€	1,6%
RP	8 524 552 €	8 998 935 €	0,47 M€	5,6%
Total	**116 344 638 €**	**118 511 327 €**	**2,17 M€**	**1,9%**

Entre la prévision initiale 2025 et rectificative, les coûts salariaux augmentent de 2,17M€ (1,9%) tous supports budgétaires confondus.

Avec respectivement, une hausse des charges de personnels sur le support État : de 1,69M€ (1,6%), et de 0,47M€ sur le budget propre (5,6%).

Contexte

Depuis 2022, la France connaît un contexte de forte inflation qui a impacté de manière significative la masse salariale de l'École, et au-delà, ses marges de manœuvres (fongibilité asymétrique), sachant que la MSE mobilise les ¾ du budget.

Taux d'inflation *Données INSEE*	2021	2022	2023	2024	2025	Total *Cumul*
	1,6%	5,2%	4,9%	2,0%	1,0%	14,7%

Pour redynamiser les rémunérations des agents publics et contrer les effets de cette spirale inflationniste (+14,7% sur 5 ans ; soit un taux annuel moyen de près de 3%), différentes mesures réglementaires ont été adoptées par l'État.

Or, la prise en charge de ces dispositifs ministériels a dégradé la situation financière de l'établissement : - 2,8M€, dont - 1,51M€ concernant les élèves (53% du déséquilibre budgétaire constaté).

Montant du financement de l'ENS de Lyon sur dispositifs RH gouvernementaux

Dispositifs RH Ministériels	Solde budgétaire			Dont Normaliens
	Recettes SCSP	Impact MSE *en année pleine*	Différentiel	
Point indice 2022	2 926 308 €	3 143 445 €	- 217 137 €	- €
SMIC - Effets cumulés	1 352 028 €	2 357 467 €	- 1 005 439 €	- 1 005 439 €
Hausse du CAS Pensions au 1er janvier 2025	1 773 431 €	1 774 783 €	- 1 352 €	- 1 352 €
Point indice 2023	1 030 181 €	1 414 364 €	- 384 183 €	- 148 974 €
Reval° des grilles de rémunérations : +5 points	685 551 €	941 212 €	- 255 661 €	- 138 238 €
GVT+	- €	436 090 €	- 436 090 €	- €
Changement d'échelon Eleves	- €	150 000 €	- 150 000 €	- 150 000 €
Reval° - Charges patronales transport	- €	147 317 €	- 147 317 €	- 42 431 €
Reval° des grilles de rémunérations - Cat.B & C	76 867 €	105 533 €	- 28 666 €	- €
Forfait mobilité durable	- €	80 400 €	- 80 400 €	- 18 500 €
Reval°- Remboursement du forfait de transport	- €	50 366 €	- 50 366 €	- €
Forfait télétravail	- €	44 085 €	- 44 085 €	
Indemnité fin de contrat	- €	40 023 €	- 40 023 €	
Revalorisation des CET	- €	15 000 €	- 15 000 €	- €
Forfait social	- €	10 000 €	- 10 000 €	- 5 613 €
Total	7 844 366 €	10 710 085 €	- 2 865 719 €	- 1 510 547 €

Au 1er janvier 2025, l'État a relevé de 4 points la contribution employeur CAS Pensions. Cette charge de 1,77M€ a été intégralement compensée par une augmentation de SCSP.

En raison de leur singularité, les ENS sont d'autant plus affectées par ce contexte inflationniste. En effet, les tensions sur la masse salariale proviennent de l'impact de ces dispositifs sur ses personnels (comme pour l'ensemble des universités) mais également de ses élèves fonctionnaires stagiaires.

Pour exemple, si la MSE a été contrainte par les relèvements successifs de l'indice minimum de traitement des agents publics au niveau du SMIC (+2,36M€), ces rehaussements ont impacté dans une large proportion les élèves normaliens.

Année	SMIC Date d'entrée en vigueur
2 021	01/01/2021
2 021	01/10/2021
2 022	01/01/2022
2 022	01/05/2022
2 022	01/08/2022
2 023	01/01/2023
2 023	01/05/2023
2 024	01/01/2024
2 024	01/11/2024
2 025	?

En raison d'un mécanisme de revalorisation automatique, le SMIC a augmenté 9 fois depuis le 01/01/2021. Chacune de ces hausses s'est accompagnée d'une augmentation du coût des rémunérations des élèves fonctionnaires stagiaires : **2,14M€** cumulés au 31/12/2025 sur un total de **2,36M€** (soit 91% du total établissement).

A ce jour, la compensation du SMIC demeure partielle (1,35M€) ce qui se traduit par un effort de contribution substantiel pour l'ENS de Lyon.

Par ailleurs, il convient de souligner que les revalorisations à venir continueront d'avoir des effets importants sur les capacités de financement de l'École, et fragiliseront la construction budgétaire.

L'établissement doit s'adapter aux contraintes budgétaires induites par la compensation partielle de mesures salariales ministérielles afin de sécuriser le financement de ses dépenses salariales et de maintenir sa capacité d'investissement.

1.1.1.1 Masse salariale État

A- Principaux éléments de variation de la masse salariale État

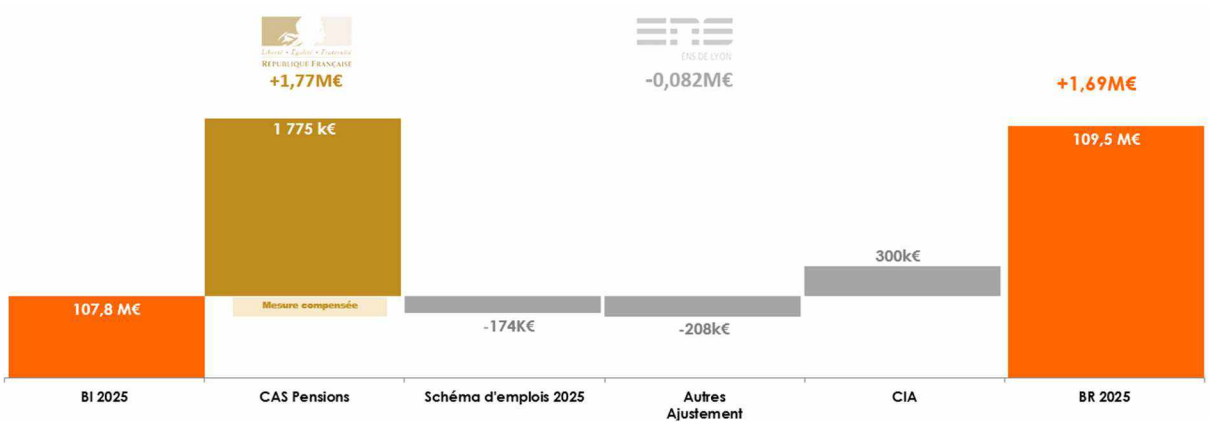


Figure 4 : Principaux facteurs d'évolution des coûts de rémunérations entre la prévision initiale et rectificative

Budget	BI 2025	BR 2025	€	▲
MSE	107,82 M€	109,51 M€	1,69 M€	1,6%

Entre ces deux prévisions, les dépenses de rémunérations augmentent de **1,69M€** (1,6%).

ENS DE LYON

La décomposition des crédits de personnels par facteur d'évolution présente l'effet financier de chaque dispositif RH entre le budget initial et rectificatif.

Ces éléments de rémunérations sont également regroupés par type, permettant de distinguer les mesures **réglementaires** (obligatoires), de celles relevant de décisions de l'**établissement**.

Réglementaires : 1 775k€

- **CAS Pensions 2025 :** le taux de contribution du CAS pension a été relevé de 4 points au 1er janvier 2025, impactant la MSE de 1,77M€. *Ce dispositif est intégralement compensé par l'État*.

Répartition par population de l'impact du relèvement du CAS Pension 2025

	Population	€	
Elèves	Élèves	775 711	44%
Enseignants & Enseignants Chercheurs	Titulaires	493 732	28%
	Contractuels	1 073	0%
	Doctorants	15 144	1%
	Sous total Elèves & E/C	**1 285 660**	72%
Biatss	Titulaires	489 123	28%
	Contractuels	-	0%
	Sous total BIATSS	**489 123**	28%
	Total	**1 774 783**	100%

A l'initiative de l'établissement : -82k€

- **Schéma d'emplois - valorisation des flux de personnels : -174k€**

Ces montants retranscrivent l'impact financier des variations du volume d'emplois entre le BR et le BI. Cette valorisation des emplois comprend :

  - L'**extension en année pleine** qui mesure l'impact budgétaire d'un mouvement enregistré au cours de l'année 2024 sur l'année 2025 (intégrant les arbitrages de la campagne d'emplois 2024, le retour de césures des élèves normaliens, les départs en retraite…)

- Le **schéma d'emplois N** correspond au solde des créations et des suppressions d'emplois sur l'exercice 2025 (toutes les entrées et sorties prévisionnelles, toutes populations confondues)

	Population	Schéma d'emploi BR / BI en k€
Elèves	Élèves	223
Enseignants & Enseignants Chercheurs	Titulaires	49
	Contractuels	-1
	Doctorants	-49
BIATSS	Titulaires	-441
	Contractuels	46
	Total	**-174**

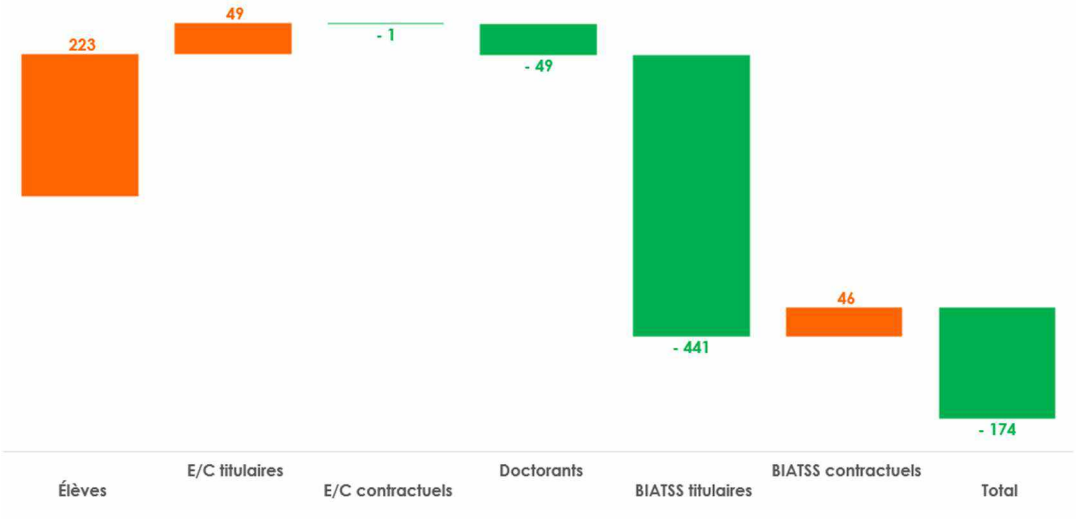
En comparaison du BI, le schéma d'emploi 2025 diminue de 174k€. Cette évolution s'explique principalement par :

- des départs de personnels non prévus au BI notamment pour les personnels administratifs titulaires et les doctorants contractuels ;

- l'allongement des délais de recrutements pour les personnels administratifs qui décale les coûts de rémunération

- les retours plus nombreux que prévus de normaliens en année de césure en octobre 2024

Zoom sur le schéma d'emplois 2025 *en k€*



ENS DE LYON

Pour précision, **ces chiffres sont à relativiser** puisqu'ils présentent le différentiel **entre de 2 prévisions** (BI et BR). En exécution (au réel), les emplois sont stables : +1,7 ETPT (+0,2%) entre 2024 et le BR2025, en neutralisant la population des fonctionnaires stagiaires et contractuels doctorants.

- **Autres ajustements** : **-208k€**
  - Les contributions et charges sociales employeur sont ajustées dans ce budget (Unedic employeur, impôts sur rémunérations…) : **-211k€**
  - Le budget dédié à l'action sociale est revalorisé de **3k€** (notamment l'allocation enfants handicapés)

- **CIA : 300k€**
  - Une enveloppe prévisionnelle de **300k€** est inscrite pour assurer le financement du complément indemnitaire annuel (CIA).

1.1.1.2 Répartition globale de la masse salariale État par population et type de dépenses

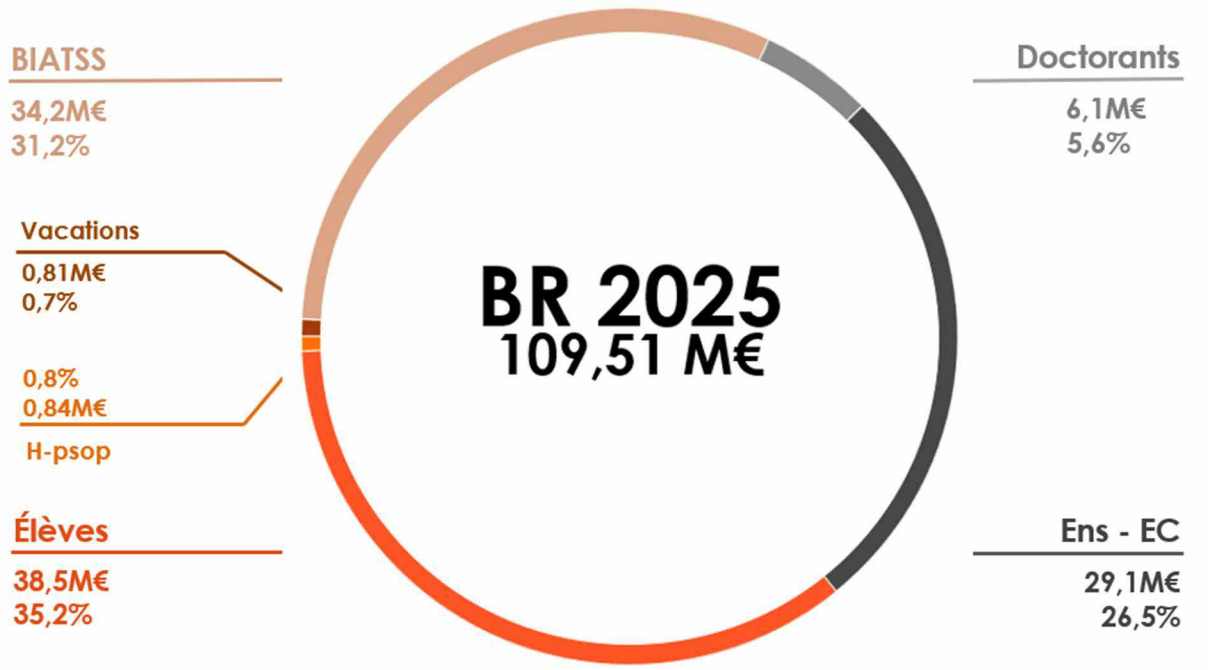
Le montant total des dépenses salariales État prévues est de **109 212 392 €** pour ce BR 2025.

Elles se répartissent de la manière suivante selon la population ou le type de dépense :

	Population / Type	BI 2025	BR 2025	Écarts	▲ BR / BI	%
Elèves	Élèves	37 543 437	38 515 076	971 638 €	3%	35,2%
Enseignants & Enseignants Chercheurs	Titulaires	26 091 396	26 662 231	570 835 €	2%	24,3%
	Contractuels	2 488 566	2 412 024	- 76 542 €	-3,1%	2,2%
	Doctorants	6 257 830	6 089 016	- 168 814 €	-2,7%	5,6%
	Sous total Elèves & E/C	**72 381 229**	**73 678 346**	**1 297 117 €**	**1,8%**	**67,3%**
Biatss	Titulaires	27 918 345	28 220 341	301 997 €	1,1%	25,8%
	Contractuels	5 867 086	5 957 253	90 168 €	1,5%	5,4%
	Sous total BIATSS	**33 785 431**	**34 177 595**	**392 164 €**	**1,2%**	**31,2%**
	Total - Rémunérations	**106 166 660**	**107 855 941**	**1 689 281 €**	**1,6%**	**98,5%**
Vacations	Adminitratives	328 503	328 503	- €	0,0%	0,3%
	Gpeec	9 000	9 000	- €	0,0%	0,0%
	Enseignement	454 667	454 667	- €	0,0%	0,4%
	CPES	19 700	19 700	- €	0,0%	0,0%
	Total - Vacations	**811 870**	**811 870**	**- €**	**0,0%**	**0,7%**
Hors-psop	Action sociale	766 556	769 581	3 025 €	0,4%	0,7%
	FSDIE	75 000	75 000	- €	0,0%	0,1%
	Total dépenses H-psop	**841 556**	**844 581**	**3 025 €**	**0,4%**	**0,8%**
	Total	**107 820 086**	**109 512 392**	**1 692 306 €**	**1,6%**	**100%**

La déclinaison des dépenses salariales en fonction de la population permet d'apporter des précisions sur la structure de la MSE :

Répartition des dépenses de MSE par population / type



Plus d'1/3 de la MSE est destinée au financement des élèves fonctionnaires stagiaires (35,2%).

A- Plafond d'emplois

Pour information, le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État est fixé à **1 983 ETPT** en 2025 (cf. annexe « Tableau des emplois »).

	ETPT *Emplois rémunérés*	BI 2025	BR 2025	Écart	▲
MSE	Élèves	887,7	894,1	6,4	0,7%
	E/C & C titulaires	233,3	231,3	- 2,0	-0,9%
	E/C & C contractuels	55,0	54,7	- 0,3	-0,6%
	Doctorants	154,0	153,3	- 0,7	-0,4%
	BIATSS titulaires	403,9	394,2	- 9,7	-2,4%
	BIATSS contractuels	125,4	129,8	4,3	3,5%
	MS État	**1 859,3**	**1 857,3**	**- 2,0**	**-0,1%**
RP	BIATSS	42,2	57,1	14,9	35,2%
	EC / Doctorants	128,6	124,2	- 4,5	-3,5%
	Ressources Propres	**170,8**	**181,2**	**10,4**	**6,1%**
	Total	**2 030,1**	**2 038,5**	**8,4**	**0,4%**

L'Équivalent Temps Plein Travaillé (ETPT) est l'unité de décompte du plafond d'emplois. Cette comptabilisation tient compte de la quotité de temps de travail et de la période d'activité de chaque agent.

Zoom sur la MSE

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires s'établit à **1 857,3 ETPT**. Cette moyenne annualisée est constituée des flux d'emplois prévus sur 2025 ainsi que des effets reports des variations d'effectifs 2024.
La prévision demeure relativement stable **-2 ETPT (-0,1%°)** par rapport au BI 2025.
Le plafond autorisé d'emploi fixe le volume maximum d'emplois utilisable par année budgétaire. **L'ENS de Lyon consomme 94% des 1983** emplois à sa disposition, **89%** en excluant les élèves fonctionnaires stagiaires.

Par ailleurs, les emplois État (**1 857,3 ETPT**) et sur ressources propres (**181,2 ETPT**) se cumulent et forment le plafond d'emplois de l'établissement : **2 038,5 ETPT** (+8,6 ETPT par rapport au BI).

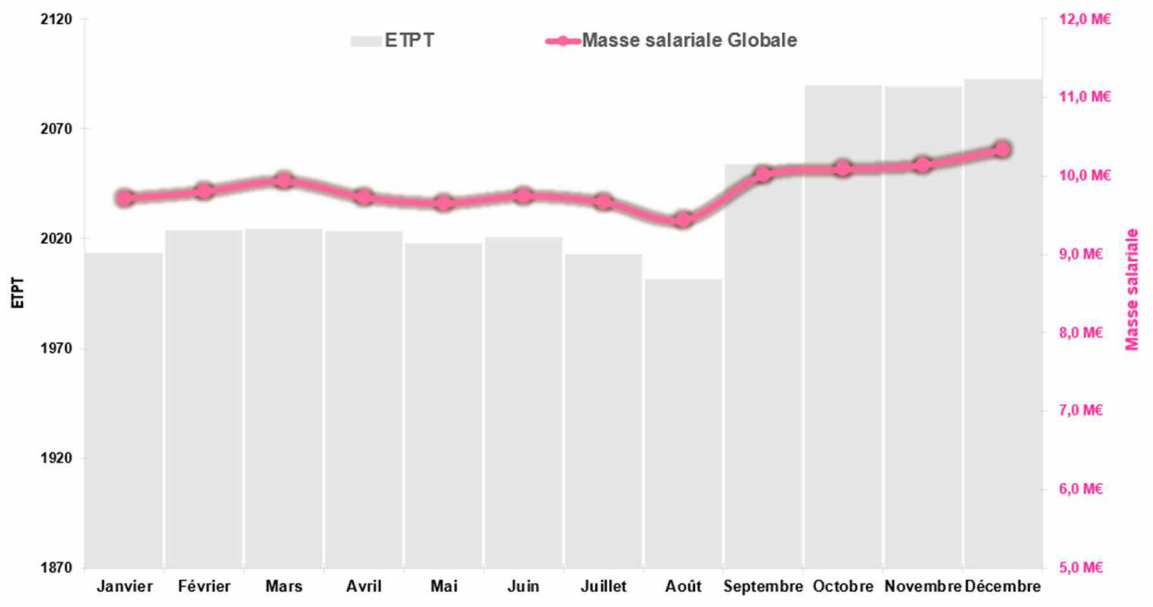


Figure 5- Consommation mensuelle totale en ETPT et masse salariale globale

Les dépenses salariales mensuelles de l'établissement s'élèvent à **9,87M€** en moyenne.

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le BR 2025 s'élève à **118 511 327€** pour **2 038,5 ETPT** :

Support budgétaire	MS	ETPT
État	109 512 392 €	1 857,3
Ressources propres	8 998 935 €	181,2
Total	**118 511 327 €**	**2 038,5**

ENS DE LYON

3.4.2 La masse salariale sur ressources propres

	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024
Masse salariale ressources propres	7 341 216 €	8 203 384 €	**8 524 552 €**	**8 998 935 €**	474 383 €	795 551 €
dont ressources propres globalisées	*1 657 310 €*	*1 889 783 €*	**1 336 268 €**	**1 701 197 €**	*364 929 €*	*-188 586 €*
dont ressources propres fléchées	*5 683 906 €*	*6 313 601 €*	**7 188 284 €**	**7 297 738 €**	*109 454 €*	*984 137 €*

Les dépenses de masse salariale financées sur des recettes propres globalisées sont évaluées à 1,7M€ au budget rectificatif 2025.

Elles comprennent notamment les rémunérations des **jurys du concours d'entrée pour environ 707k€**. Les principales autres rémunérations sont prévues pour des recrutements de doctorants, post-doctorants, ou encore des ingénieurs et techniciens en CDD dans les structures de recherche.

Les dépenses de masse salariale sur les ressources propres fléchées sont inscrites à hauteur de **7,3M€** au BR 2025.

	Exécution 2023	Exécution 2024	BI 2025	BR 2025	*Écarts BR 2025/ BI 2025*	*Écarts BR 2025 / Exécution 2024*
ANR PIA IDEX	108 665 €	0 €	0 €	0 €	*0 €*	*0 €*
ANR PIA hors IDEX	470 256 €	951 335 €	1 791 089 €	1 561 692 €	*-229 397 €*	*610 357 €*
Total ANR PIA	***578 921 €***	***951 335 €***	***1 791 089 €***	***1 561 692 €***	***-229 397 €***	***610 357 €***
ANR hors PIA	2 638 998 €	2 548 168 €	2 745 958 €	2 853 028 €	*107 070 €*	*304 860 €*
Union Européenne	1 114 950 €	1 359 243 €	1 336 115 €	1 329 224 €	*-6 890 €*	*-30 019 €*
Région	127 667 €	126 430 €	73 400 €	70 146 €	*-3 254 €*	*-56 284 €*
Autres	1 223 371 €	1 328 424 €	1 241 723 €	1 483 648 €	*241 924 €*	*155 223 €*
Masse salariale fléchée	**5 683 906 €**	**6 313 601 €**	**7 188 284 €**	**7 297 738 €**	***109 454 €***	***984 137 €***

Les dépenses prévues pour les recrutements de contractuels financés sur contrats fléchés sont stables entre le BI et le BR 2025

Dans le cadre du projet **SFRI** de la Vice-Présidence Etudes (VPE), a été prévue la continuité des 2 thèses démarrées en 2024 sur l'année entière ainsi que de nouvelles thèses à démarrer à la rentrée universitaire 2025, de façon à prévoir progressivement la programmation des thèses allouées sur le financement global.

En termes de répartition, les recrutements sur contrats fléchés concernent très majoritairement la Recherche (98%). Sur ce secteur, 75% de la population est constitué de chercheurs, doctorants et post-doctorants travaillant sur les projets de recherche, 22% sont des personnels administratifs ou techniques (BIATSS), et le reste se répartit entre les vacations et les rémunérations accessoires (primes notamment).

4. Indicateurs et ratios budgétaires et comptables

	Exécution 2023	*Exécution 2024*	BI 2025	BR 2025	Ecart BR 2025 / BI 2025	Ecart BR 2025 / Exécution 2024
Résultat	*-4 257 289 €*	*578 253 €*	-5 077 609 €	**-936 714 €**	4 140 895 €	-1 514 967 €
Capacité d'autofinancement (CAF)	*-1 038 829 €*	*3 610 399 €*	-943 699 €	**3 165 385 €**	4 109 084 €	-445 014 €
Fonds de roulement	*13 544 292 €*	*12 404 349 €*	6 356 353 €	**12 851 144 €**	6 494 791 €	446 795 €
Solde budgétaire	*-8 097 086 €*	*1 659 004 €*	-7 667 460 €	**-2 692 686 €**	4 974 774 €	-4 351 690 €
Trésorerie	*27 075 712 €*	*27 780 924 €*	15 647 693 €	**24 783 301 €**	9 135 608 €	-2 997 623 €

Le résultat, la capacité d'autofinancement et le niveau de fonds de roulement sont calculés en droits constatés. Les niveaux du fonds de roulement et de la trésorerie se calculent en prenant comme niveau de départ celui du compte financier 2024. Les dépenses non décaissables (sans impact sur la trésorerie) sont prises en compte : amortissements, provisions, cautions des résidences étudiantes, dépenses réalisées en attente de factures.

En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés en droits constatés et couvrent ainsi : les recettes d'amortissement, les reprises sur provision, et les recettes en attente d'encaissement. Tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.

Quant au solde budgétaire, il s'agit d'un indicateur GBCP présenté dans l'annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.

4.1 Le solde budgétaire du BR 2025

De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Le solde budgétaire est déficitaire au budget rectificatif 2025 : 2 692 686€**.** Il est en amélioration de 5M€ par rapport aux prévisions initiales.

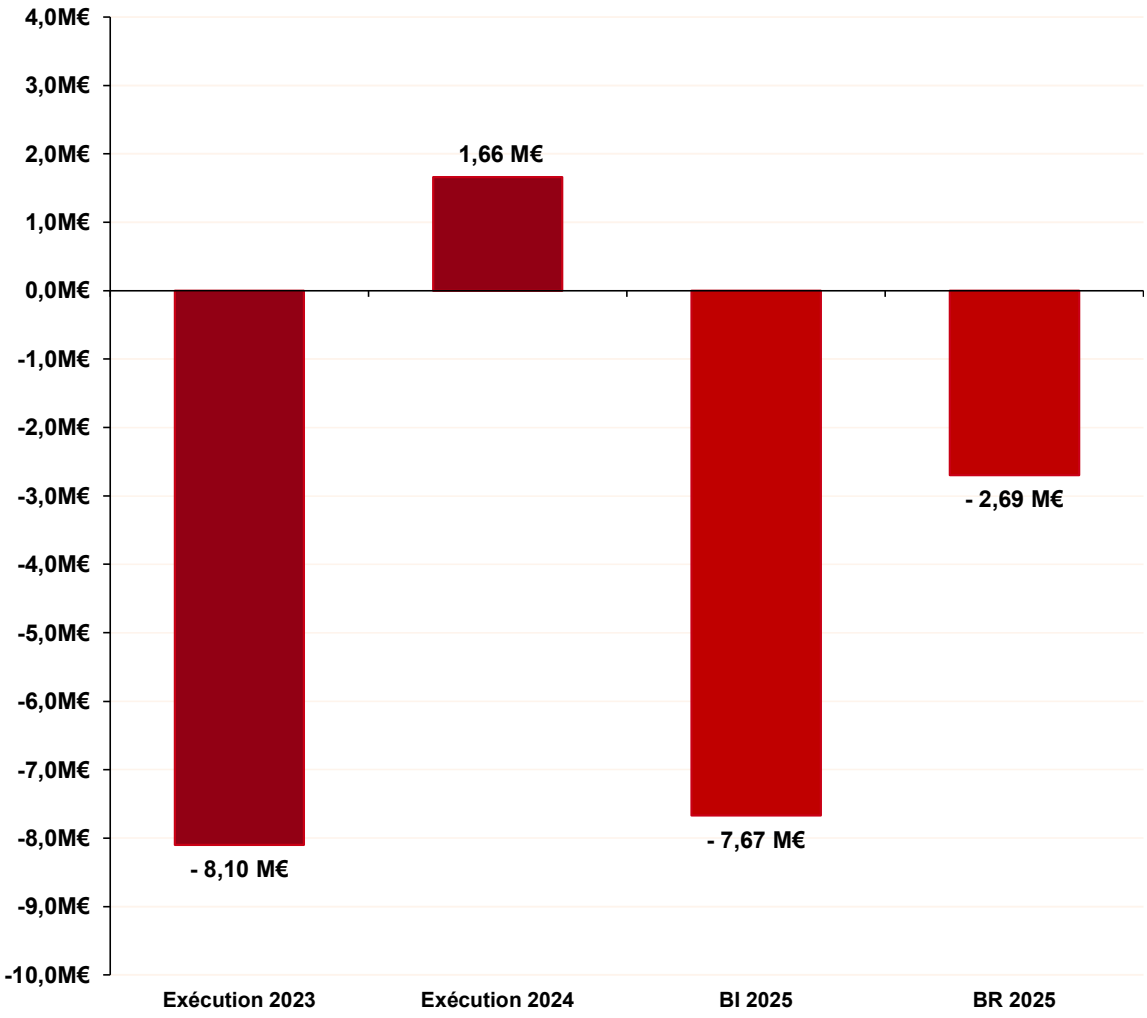


Figure 6 : évolution du solde budgétaire depuis le compte financier 2023 (données prévisionnelles en 2025)

Le **solde budgétaire structurel** concerne l'activité annuelle de l'établissement, hors contrats de recherche et formation fléchés. Ce solde structurel est déficitaire de **3,5M€** au BR 2025 (5,6M€ au BI). Il comprend entre autres les dépenses récurrentes, les dépenses énergétiques et les mesures salariales gouvernementales (revalorisations du point d'indice, hausses du SMIC…) compensées partiellement par l'Etat, mais aussi les investissements qui ne sont pas financés par des ressources externes (et donc sur moyens établissement). La nette évolution

entre BI et BR s'explique essentiellement par les recettes supplémentaires, recettes propres globalisées et SCSP.

Le **solde budgétaire conjoncturel** regroupe l'ensemble des contrats de recherche et de formation fléchés de l'établissement. La pertinence d'isoler au sein du solde budgétaire de l'École la part relative de ces opérations non récurrentes permet de mieux décomposer la formation du flux de trésorerie annuel, de déterminer les équilibres budgétaires de ces opérations et de les piloter. Le solde budgétaire conjoncturel des opérations pluriannuelles fléchées est excédentaire de **0,8M€** au BR 2025 (déficit de 2,1M€ au BI 2025) comme constaté dans l'annexe budgétaire n°8. Ces opérations fléchées ont un impact sur la trésorerie du fait de volumes d'encaissements et de décaissements pouvant être décalés sur des exercices différents.

4.2 La trésorerie du BR 2025

De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

La trésorerie est depuis le décret GBCP gérée à la fois en comptabilité budgétaire, en encaissements (recettes encaissées) et décaissements (crédits de paiement) et en comptabilité générale (compte financier de classe 5).

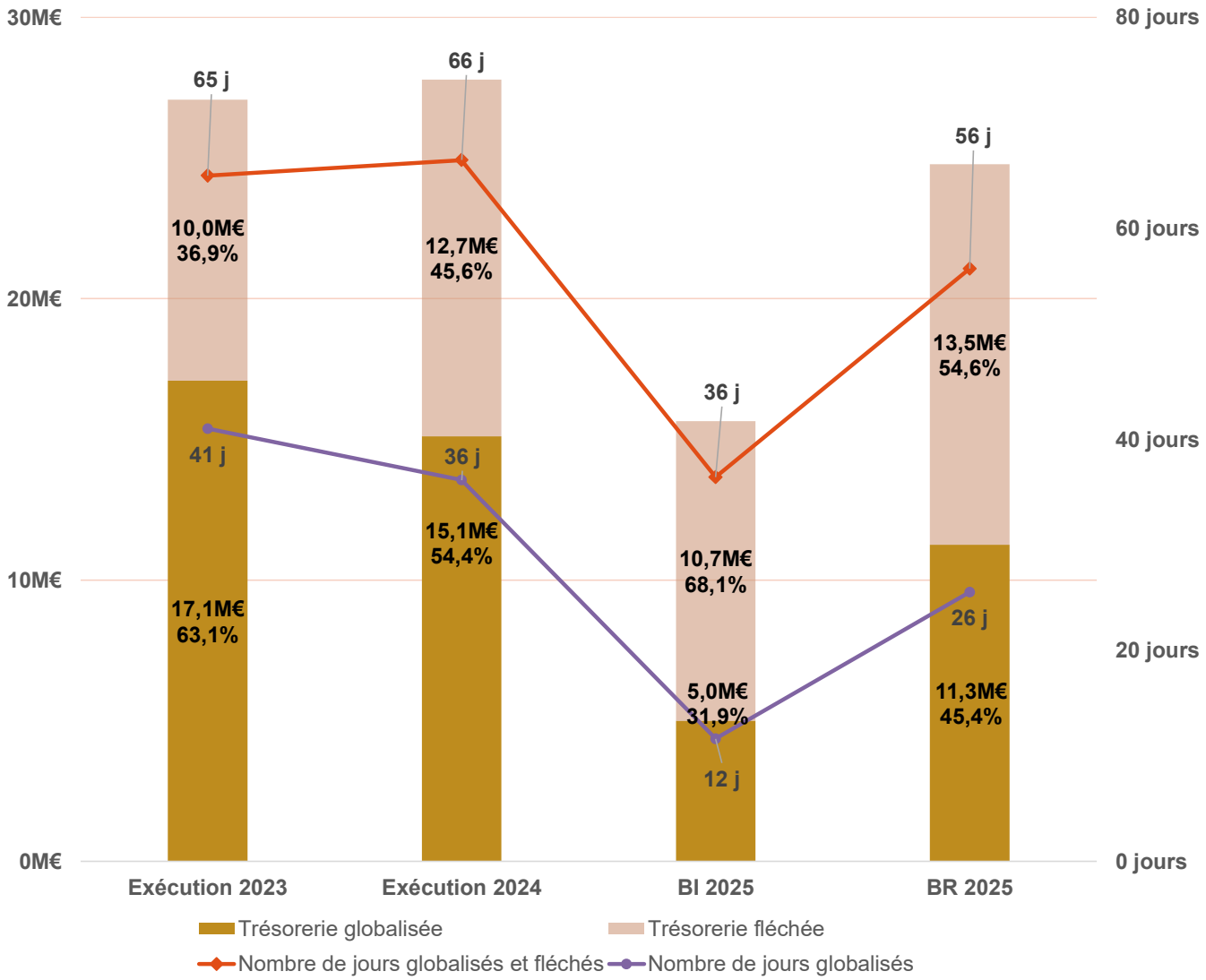
Le BR 2025 prévoit une mobilisation de la trésorerie pour 3M€, ce qui portera le niveau de la trésorerie de l'établissement à 24,78M€ fin 2025 soit **56 jours** (supérieur au seuil prudentiel de 30 jours). Dans son courrier du 6 novembre 2023, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle a précisé aux établissements que le niveau de trésorerie pourra être temporairement abaissé en-dessous du seuil prudentiel de 30 jours.

Ce montant est calculé en prenant en compte comme base de départ le niveau de trésorerie constaté au 31/12/2024 lors du compte financier, pour un montant de 27,78M€.

Au vu du tableau 4 présenté en annexe, le prélèvement de 3M€ sur la trésorerie en 2025 s'explique par :

- un solde budgétaire déficitaire de 2,69M€
- un décalage déficitaire de 0,31M€ entre les encaissements et décaissements liés aux opérations non budgétaires présentées dans le tableau 5 "opérations pour comptes de tiers", qui porte principalement sur les opérations de TVA.

La différence entre le niveau prévisionnel de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement (BFR) de -11,9M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement devrait financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties.



	Exécution 2024	*BI 2025*	*BI 2025 actualisé avec indicateurs 2024*	**BR 2025**	*Variation BR 2025 /BI 2025*	*Variation BR 2025 / BI 2025 actualisé*	*Variation BR 2025 /exécution 2024*
Niveau trésorerie	27 780 924 €	15 647 693 €	19 799 064 €	**24 783 301 €**	*9 135 608 €*	*4 984 237 €*	*-2 997 623 €*
nombre jours trésorerie	66,5	36,4	46,1	**56,2**	*19,8*	*10,1*	*-10,3*
dont jours globalisés	*36,1*	*11,6*	*21,5*	***25,5***	*13,9*	*4,1*	*-10,6*
dont jours fléchés	*30,3*	*24,8*	*24,6*	***30,7***	*5,9*	*6,0*	*0,3*

La trésorerie de l'établissement évaluée à 24,8M€ fin 2025 se répartit entre la trésorerie fléchée pour 13,5M€ et la trésorerie globalisée pour 11,3M€.

La trésorerie fléchée concerne l'ensemble des contrats de recherche et formation fléchés, elle est donc gagée pour ces contrats.

La trésorerie globalisée est consacrée à l'activité courante de l'établissement : son niveau poursuit sa diminution amorcée depuis 2023 en raison notamment des surcoûts pris en charge par l'établissement. Elle est toutefois en hausse par rapport à la prévision du BI 2025, qui

ENS DE LYON

s'appuyait sur le niveau prévisionnel 2024 qui s'est révélé plus élevé que prévu au compte financier. De plus, les encaissements supplémentaires inscrits au BR (cf paragraphes précédents) viennent également limiter la diminution de trésorerie prévue au BI.

En 2025, le niveau de trésorerie devrait s'établir à 24,8M€ soit l'équivalent de 56 jours de fonctionnement, en recul de 3M€ par rapport à 2024. La trésorerie conjoncturelle dite « fléchée » affectée aux contrats de recherche et de formation progresse de 0,85M€. En revanche, la trésorerie structurelle dite « globalisée » diminue de 3,85M€ correspondant à une perte de 10 jours de fonctionnement. Cette baisse s'explique principalement par :

- le rattrapage des reversements CDSN non effectués en 2024 en raison de conventions non signées, représentant 2,25M€ supplémentaires au BR 2025 par rapport aux prévisions du BI (environ 5 jours de fonctionnement),
- ainsi que par les surcoûts salariaux pris en charge par l'établissement (s'élevant à 2M€ représentant environ 4,5 jours de fonctionnement).

La circulaire du Premier Ministre du 23 avril 2025 réaffirme l'objectif de ramener le déficit public français sous le seuil des 3 % du PIB d'ici 2029. Elle précise que « les versements de l'État à ses opérateurs seront cadencés en fonction de leurs besoins prévisionnels de trésorerie au cours de l'exercice » et que « le dernier versement de l'année n'interviendra qu'en cas de nécessité, au regard de la situation de trésorerie du bénéficiaire et de ses besoins prévisionnels ». Cette orientation pourrait affecter la fluidité de la trésorerie en fin d'exercice.

4.3 Les restes-à-payer

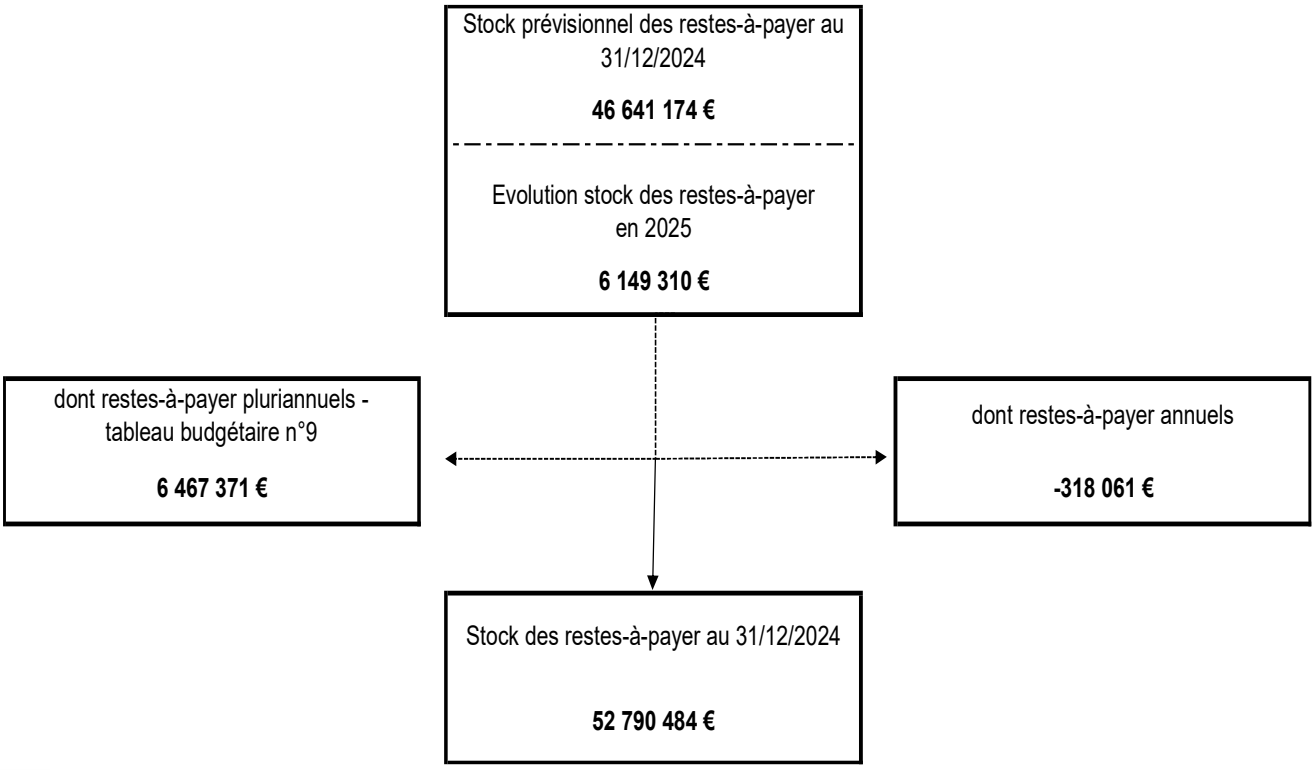
Les restes-à-payer (RAP) font partie des indicateurs significatifs introduits par le décret GBCP. Ils permettent en effet d'appréhender la soutenabilité budgétaire de l'établissement à moyen et long terme. Ils représentent un montant inéluctable des décaissements à venir.

L'évolution des RAP, la durée sur laquelle ils s'étalent ainsi que les ressources permettant de couvrir les futurs décaissements constituent des points d'analyse essentiels de la soutenabilité budgétaire.

Le niveau final des restes-à-payer au 31/12/2025 pour l'ENS de Lyon est estimé à **52,8M€.** Ce montant figure dans l'annexe budgétaire intitulée « tableau de synthèse budgétaire et comptable ».

Les restes-à-payer relatifs à l'abondement/redevance de **maintenance et gros entretien-renouvellement** s'établissent à **22,9M€** soit **43%** du volume total des restes-à-payer de l'établissement. Jusqu'à 2024, ils apparaissaient dans le tableau 9 des opérations pluriannuelles. Ce n'est plus le cas depuis le budget 2025 car le tableau 9 ne doit faire apparaitre que les opérations pluriannuelles de recherche, de formation continue, d'enseignement et de PPI ; l'École se met en conformité afin de préparer le passage à INFINOE (nouvel infocentre des organismes publics nationaux qui devrait être déployé en 2026).

Le tableau 9 des opérations pluriannuelles permet d'identifier les autres volumes de restes-à-payer par catégorie. La catégorie des contrats d'enseignement inclut les **reversements CDSN** qui représentent **17,1M€** de restes-à-payer soit **32,3%** du volume total.



ENS DE LYON

4.4 Les ratios en comptabilité budgétaire

4.4.1 Poids relatif des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de rigidité du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
72,4%	76,4%	75,2%	74,6%

Le transfert des CDSN depuis 2018 fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

4.4.2 Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres (globalisées et fléchées) / total des recettes.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
5,7%	5,6%	4,3%	5,8%

La SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics.

Cet indicateur réglementaire ne reflète toutefois pas le poids réel de l'intégralité des recettes réalisées par l'établissement en dehors de la SCSP.

Le tableau ci-dessous représente l'ensemble des recettes propres de l'établissement rapporté à la totalité des recettes de l'année :

2023	2024	BI 2025	BR 2025
16,0%	16,7%	14,2%	16,9%

Les recettes propres de l'établissement comprennent, outre les recettes propres globalisée et fléchée de l'annexe budgétaire n°2, toutes les autres recettes : fiscalité affectée (CVEC) + autres financements publics globalisés (préciput ANR, subventions des tutelles...) + autres financements publics fléchés (ANR, UE, Région...).

4.4.3 Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements inéluctables, car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre

existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
9,5%	8,6%	1,8%	4,2%

Le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs prévus en 2025 est en hausse par rapport au BI, mais diminue au regard des années précédentes. Cela signifie que l'établissement a moins d'engagements à dénouer liés aux années antérieures, ce qui s'explique par les engagements des reversements CDSN qui s'apurent.

4.4.4 Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
97,0%	114,6%	114,4%	117,7%

Les restes-à-payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années tel que l'abondement/redevance de maintenance et gros entretien-renouvellement. Ce taux augmente au BR 2025 en raison de l'engagement de 4M€ pour l'acquisition d'un équipement de cryomicroscopie, dont les CP seront consommés en 2026.

4.4.5 Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des reste-à-payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
12,8%	14,9%	12,4%	13,2%

Le taux diminue en 2025. L'établissement rattrape notamment son retard sur les dépenses liées aux reversements CDSN, dont de nombreuses conventions sont inscrites en charges-à-payer en année N-1 et sont dénouées l'année suivante.

4.5 Le résultat du BR 2025

De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Calcul : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

Le budget rectificatif prévoit un compte de résultat **déficitaire** de **936 714€**.

Il se calcule, en droits constatés, par des produits s'élevant à 170,83M€ et des charges de personnel et de fonctionnement à hauteur de 171,77M€.

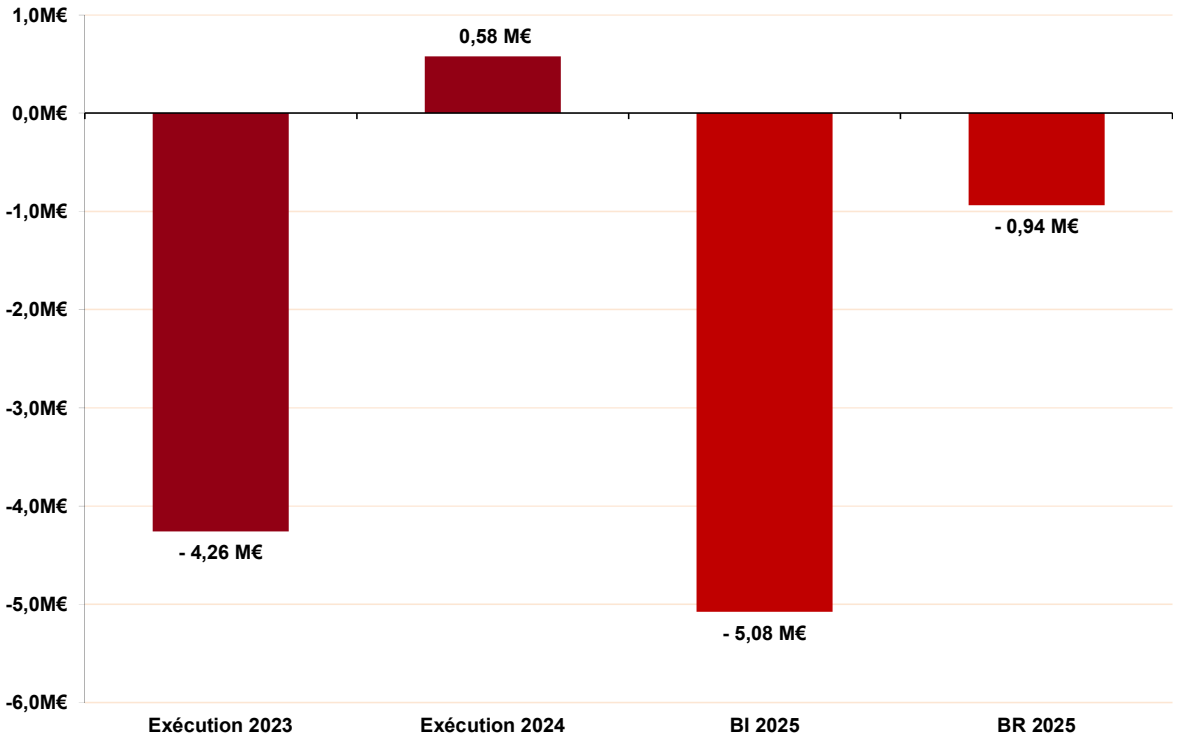


Figure 7 : évolution du résultat depuis le compte financier 2022 (résultat prévisionnel en 2025)

Pour rappel, l'ENS de Lyon a subi des déficits successifs en 2022 et 2023 :

- un déficit de 0,81M€ en 2022 s'expliquant par la revalorisation du point d'indice et des hausses du SMIC qui ont alourdi de 2,2M€ les charges de l'établissement,
- un déficit de 4,26M€ en 2023 qui résultait de l'explosion des dépenses énergétiques entraînant un surcoût de 2,03M€, ainsi que du poids des mesures salariales compensées partiellement telles que les hausses cumulées du SMIC, les revalorisations indiciaires et les primes exceptionnelles de pouvoir d'achat générant un surcoût à hauteur de 2,24M€.

L'exercice 2024 a enregistré un résultat excédentaire de 0,6M€, lié à des éléments conjoncturels et non structurels. L'École a pris en charge le surcoût des mesures salariales n'étant pas à son initiative (hausses du SMIC et revalorisations indiciaires) pour 2,1M€.

Lors du compte financier 2024, un écart significatif a été constaté entre les prévisions budgétaires et leur exécution notamment en raison d'une forte sous-exécution en dépenses et de l'impact des opérations non budgétaires. Comme précisé dans le préambule, un plan d'actions a été élaboré et le périmètre du budget rectificatif 2025 a été élargi à l'ensemble des structures. Une attention particulière a été portée sur les données susceptibles d'impacter les indicateurs financiers de l'établissement : recettes liées à l'engagement décennal (+150k€ par rapport au BI) et aux droits d'inscription (+700k€) en lien avec les services de la VPE, mises à disposition des personnels et passifs sociaux (+100k€) avec la DRH, opérations non budgétaires avec la direction de la comptabilité et la DAJI (+208k€ de provisions), ainsi que les impacts des contrats fléchés.

Dans le budget initial 2025, un déficit de 5 M€ avait été estimé, principalement en raison du poids des mesures salariales non compensées et du surcoût énergétique. Ce déficit est désormais réévalué à 0,9 M€ dans le budget rectificatif 2025, grâce notamment à des recettes supplémentaires non prévues dans le budget initial (détaillées dans le paragraphe dédié), mais aussi à une meilleure maîtrise des dépenses courantes, en particulier les charges liées aux fluides, ainsi qu'à des investissements autofinancés.

L'élargissement du périmètre du budget rectificatif à l'ensemble des structures, ainsi que le travail mené avec les services dont les activités impactent les indicateurs financiers (tels que les recettes de l'engagement décennal ou les passifs sociaux par exemple), devrait permettre d'améliorer la fiabilité prévisions.

Les produits et charges relatifs à la hausse de 4 points du CAS Pensions augmentent de manière identique au BR 2025 (+1,8M€) et n'ont donc aucun impact sur le résultat. Lors de l'élaboration du budget initial, l'établissement avait fait le choix de ne pas inclure cette dépense supplémentaire, faute de pré-notification. La compensation totale de la hausse du CAS Pensions a été connue lors de la réception de la notification initiale fin avril.

Le déficit de 0,9M€ au BR s'explique par les dépenses salariales réglementaires partiellement compensées. En effet, l'établissement constate un surcoût de **1M€** résultant des hausses successives du **SMIC** qui concernent principalement les rémunérations des élèves normaliens. Il y a également **1M€** de surcoût dû aux revalorisations 2022 et 2023 du **point d'indice** et à la revalorisation de +5 points des grilles de rémunération

La **charge d'amortissement non neutralisée** représente un total de 4M€ sur la section de fonctionnement au BR 2025. Elle diminue de 0,1M€ par rapport à la prévision initiale. L'exercice 2025 se caractérise par la sortie des travaux et du matériel non complètement amortis du gymnase et de la résidence Debourg, du fait des travaux portés par le CROUS qui ont débuté à l'été 2025.

Si l'établissement reçoit la première tranche de la recette du COMP 2025-2027 en décembre (1,3M€), le résultat 2025 serait excédentaire.

4.6 La capacité d'autofinancement (CAF) du BR 2025

De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement** (CAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

Calcul (méthode additive) :

Résultat Net Comptable
+ Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
+ Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés
- Produits de Cession d'éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

L'établissement présente une capacité d'autofinancement de **3 165 385 €** au BR 2025.

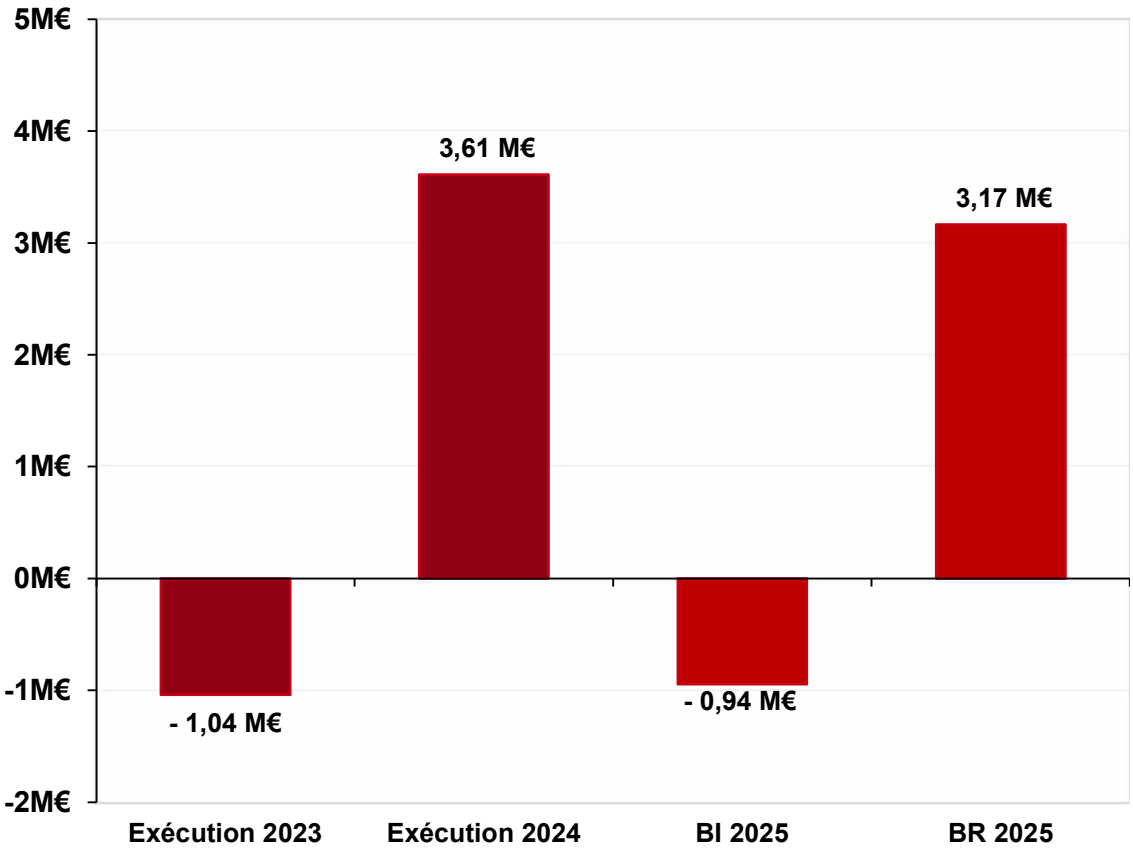


Figure 8 : évolution de la capacité d'autofinancement depuis le compte financier 2023 (CAF prévisionnelle en 2025)

ENS DE LYON

L'amélioration significative de la prévision du résultat comptable entraîne mécaniquement une évolution de la capacité d'autofinancement de l'établissement. L'annexe n°6 de situation patrimoniale montre que la CAF alimente les ressources de l'établissement. L'ENS de Lyon peut ainsi couvrir l'ensemble de ses emplois (dépenses d'investissement) sans avoir à mobiliser son fonds de roulement pour y pallier comme ce fut le cas les années précédentes.

4.7 Le fonds de roulement du BR 2025

De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps.

Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Pour rappel, le fonds de roulement a été prélevé d'un total de 9,3M€ depuis 2022 : 1,22M€ en 2022, 6,95M€ en 2023 et 1,14M€ en 2024 en raison des charges exogènes supplémentaires telles que les surcoûts énergétiques et mesures salariales gouvernementales partiellement ou non compensées par le MESR.

Au BR 2025, l'École prévoit un abondement du fonds de roulement à hauteur de 0,5M€. La prévision d'une CAF excédentaire permet à l'établissement de bénéficier de ressources suffisantes (4,9M€) pour couvrir ses investissements (4,4M€), comme le montre le bas du tableau 6 de situation patrimoniale en annexe.

Le niveau du fonds de roulement de l'établissement est ainsi évalué à **12 851 144€** au 31/12/2025, soit **29 jours** de fonctionnement.

L'abondement prévisionnel du fonds de roulement inscrit au BR est une bonne nouvelle pour l'établissement. Son montant est toutefois très peu significatif en comparaison du volume cumulé prélevé depuis 2022 (9,3M€). L'École doit donc poursuivre ses efforts pour contenir ses investissements autofinancés et de rechercher des ressources externes permettant de lancer les opérations notamment immobilières, qui sont nécessaires au maintien des infrastructures et essentielles à la conduite des missions de l'École dans les années à venir.

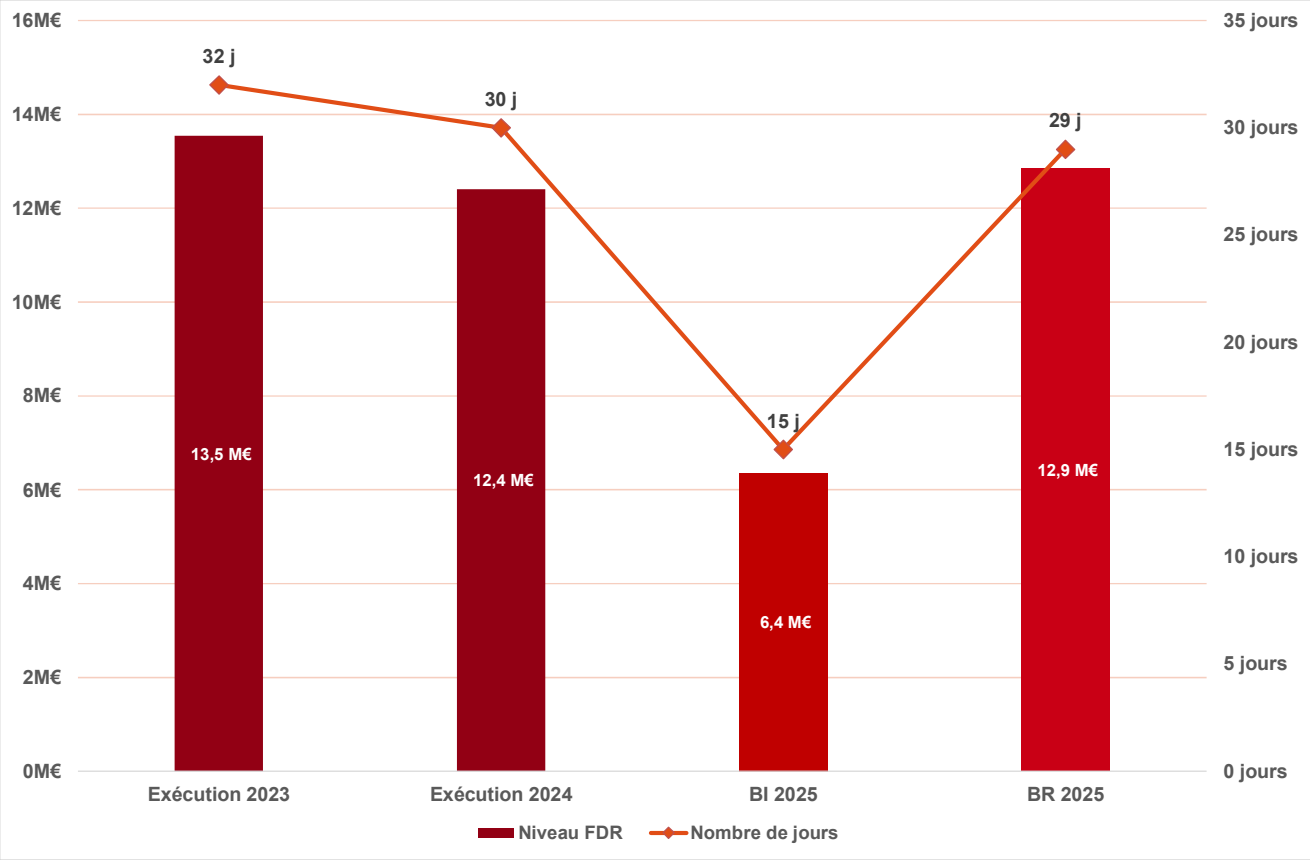


Figure 15 : évolution du fonds de roulement depuis le compte financier 2022 (prévisions en 2025)

	Exécution 2024	*BI 2025*	*BI 2025 actualisé avec indicateurs 2024*	**BR 2025**	*Variation BR 2025 /BI 2025*	*Variation BR 2025 / BI 2025 actualisé*	*Variation BR 2025 /exécution 2024*
Niveau fonds de roulement	12 404 349 €	6 356 353 €	9 200 566 €	**12 851 144 €**	*6 494 791 €*	*3 650 578 €*	*446 795 €*
nombre jours FDR	29,7	14,8	21,4	**29,1**	*14,3*	*7,7*	*-0,5*

ENS DE LYON

4.8 Les ratios en comptabilité générale

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

4.8.1 Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
26,9%	24,4%	25,6%	24,4%

Le poids des charges de fonctionnement est élevé depuis 2017 en raison du transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN, dont une grande partie est reversée en fonctionnement aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse. Depuis 2022, le surcoût des charges énergétiques est venu également augmenter ce ratio qui tend à la baisse en 2025.

4.8.2 Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
17,8%	18,8%	14,5%	15,5%

Les ressources propres encaissables représentent 15,5% des produits encaissables au BR 2025. La dépendance de notre établissement aux financements de l'Etat demeure élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale ressource de l'École.

4.8.3 Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
-2,7%	0,4%	-3,1%	-0,5%

Cet indicateur est négatif en 2025, comme en 2022 et 2023 mais tend à s'améliorer par rapport au BI ; Il se situe sous le seuil d'alerte. Cela s'explique par la prévision du résultat déficitaire.

4.8.4 Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
73,8%	73,3%	75,0%	73,6%

Le poids des charges de personnel est sous le seuil des 76% depuis 2017. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'État augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les reversements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement.

4.8.5 Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

2023	2024	BI 2025	BR 2025
-0,7%	2,3%	-0,6%	2,0%

Le taux d'autofinancement prévu au BR 2025 est supérieur au seuil de vigilance. Il s'améliore en raison d'une prévision de résultat comptable proche de l'équilibre.

4.9 Les indicateurs du nouveau décret financier

Le décret n°2024-1108 du 2 décembre 2024 réforme le régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP). Son objectif principal est de renforcer la capacité de pilotage budgétaire des établissements en assouplissant leur cadre de gestion, en insistant sur le caractère pluriannuel de ce pilotage et en rénovant les conditions d'appréciation de la soutenabilité.

Ce décret stipule que l'équilibre réel du budget n'est plus conditionné par le résultat comptable afin d'améliorer la gestion financière pluriannuelle. La **soutenabilité du budget** est désormais appréciée au regard de trois critères :

- le niveau final de trésorerie doit être supérieur à 30 jours de fonctionnement en crédits de paiement hors investissement
- le niveau final de fonds de roulement doit être supérieur à 15 jours de crédits de paiement hors investissement
- les charges de personnel doivent être inférieures à 83% des produits encaissables (ratio « Dizambourg »)

Depuis le début de l'exercice 2025, le **fonds de roulement** peut être utilisé pour toute nature de dépense : personnel, fonctionnement ou investissement. Cette utilisation doit respecter les conditions fixées pour maintenir l'équilibre réel du budget et le respect des nouveaux critères de soutenabilité.

Les conditions de déclenchement d'un **plan de retour à l'équilibre financier** (PREF) évoluent. Un PREF peut être déclenché par le recteur de région académique si l'un des trois critères de soutenabilité n'est pas respecté.

Ces nouvelles dispositions offrent plus de souplesse aux établissements dans leur pilotage budgétaire, notamment à travers l'utilisation de leur fonds de roulement. Cependant, elles renforcent également la nécessité d'un pilotage budgétaire rigoureux pour respecter les nouveaux seuils, de développer une vision pluriannuelle pour les projets de recherche et les stratégies d'investissement, de maîtriser rigoureusement la masse salariale et son évolution, et d'optimiser la gestion de la trésorerie et du fonds de roulement.

L'ENS de Lyon respecte les trois critères du décret financier dans ses projections du budget rectificatif 2025 :

- ✓ 56 jours de trésorerie (seuil à 30 jours),
- ✓ 29 jours de fonds de roulement (seuil à 15 jours)
- ✓ 73,6% de charges de personnel par rapport aux produits encaissables (seuil à 83%)

5. Annexes réglementaires : liasse budgétaire

5.1 Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS

TABLEAU DES EMPLOIS - BUDGET RECTIFICATIF 2025						
CATEGORIES D'EMPLOIS	NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS - ARTICLE L712-9	AUTRES EMPLOIS	NOMBRE D'EMPLOIS	
			EN ETPT	EN ETPT	EN ETPT	
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS -CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES	230,3	-	230,3	
		CDI	1,0	-	1,0	
	NON PERMANENTS	CDD	208,0	124,2	332,2	
SOUS TOTAL EC			439,3	124,2	563,5	
ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES			894,1	-	894,1	
BIATSS	PERMANENTS	TITULAIRES	394,2	-	394,2	
		CDI	55,9	-	55,9	
	NON PERMANENTS	CDD	73,8	57,1	130,9	
SOUS TOTAL BIATSS			523,9	57,1	581,0	
TOTAL			1 857,3	181,2	2 038,5	
PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT			1 983			
AUTRES EMPLOIS				181,2		
PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION					2038,5	

ENS DE LYON

5.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires

TABLEAU 2

Autorisations budgétaires Budget rectificatif

Budget Rectificatif N°	Budget Rectificatif n°1
Date exécutoire	14/10/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES	Montants Compte financier N-1		Montants Budget initial		Montants Budget Rectificatif n°1		Ecarts entre le BR1 et le budget initial	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	115 077 543	114 958 493	116 344 638	116 344 638	118 511 327	118 511 327	2 166 689	2 166 689
dont contributions employeur au CAS Pension	33 251 792	33 251 792	33 947 125	33 947 125	34 724 856	34 724 856	1 677 731	1 677 731
Fonctionnement	34 540 534	35 476 674	37 101 938	38 264 080	42 145 447	40 246 520	5 043 509	1 954 440
Intervention								
Investissement	4 429 444	5 212 938	8 547 238	5 299 014	8 970 948	4 619 465	423 710	-679 549
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	153 897 241	155 648 105	161 993 814	159 937 732	169 627 622	163 378 312	7 633 808	3 440 580
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	1 659 004		747 894		0		4 974 774	

RECETTES	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	
	143 517 916	140 097 319	146 074 423	5 977 103	Recettes globalisées
	130 968 376	130 612 964	133 601 742	2 988 778	Subvention pour charges de service public
		0	0	0	Subvention pour charges d'investissement
	114 778	0	0	0	Autres financements de l'Etat
	169 776	165 000	165 888	888	Fiscalité affectée
	4 564 286	3 502 804	3 908 863	406 059	Autres financements publics
	7 701 920	5 976 751	8 398 035	2 421 284	Recettes propres
	13 789 093	12 172 353	14 611 198	2 438 845	Recettes fléchées
	0	0	0	0	Subvention pour charges d'investissement fléchée
	40 628	40 935	41 079	394	Autres financements de l'Etat fléchées
	12 151 455	11 397 893	13 925 898	2 227 805	Autres financements publics fléchées
	1 176 010	734 365	944 421	210 056	Recettes propres fléchées
	157 307 009	152 270 272	160 685 626	8 415 354	TOTAL DES RECETTES (C)
	0	7 667 490	2 692 686	0	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

ENS DE LYON

5.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau 3 - MESR

Dépenses par destination et recettes par origine

BI/BR N°	**BR n°1**
Date exécutoire	**14/10/2025**
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	**Détaillé**
Nature du budget (BP, BA)	**Budget Principal (BP)**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue (a) + (b) + (c)	**25 767 166**	**25 767 166**	**17 950 730**	**16 061 648**	**0**	**0**	**220 369**	**229 662**	**43 938 265**	**42 058 476**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence **(a)**	1 142 605	**1 142 605**	495 599	495 599			7 401	7 401	**1 645 605**	**1 645 605**
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master **(b)**	18 361 130	**18 361 130**	1 046 815	1 046 815			212 968	222 261	**19 620 913**	**19 630 206**
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat **(c)**	6 263 431	**6 263 431**	16 408 316	14 519 234					**22 671 747**	**20 782 665**
D105 - Bibliothèques et documentation	5 586 776	**5 586 776**	1 015 498	1 015 498			12 000	12 000	**6 614 274**	**6 614 274**
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	4 610 831	**4 610 831**	4 131 410	2 947 528			4 558 788	866 578	**13 301 029**	**8 424 937**
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 858 554	**2 858 554**	584 296	601 183			53 065	53 065	**3 495 915**	**3 512 802**
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 692 062	**4 692 062**	1 501 764	1 567 168			572 493	649 925	**6 766 319**	**6 909 155**
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies		0							**0**	**0**
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 392 314	**1 392 314**	392 203	400 683			321 932	327 210	**2 106 449**	**2 120 207**
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	8 641 514	**8 641 514**	1 507 259	1 511 475			219 253	209 963	**10 368 026**	**10 362 952**
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	4 639 030	**4 639 030**	1 385 700	1 355 177			323 143	238 924	**6 347 873**	**6 233 131**
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 665 499	**2 665 499**	52 400	52 400			23 400	23 400	**2 741 299**	**2 741 299**
D114 - Immobilier	1 664 928	**1 664 928**	7 667 341	7 958 946			2 133 030	1 537 963	**11 465 299**	**11 161 837**
D115 - Pilotage et support	54 760 323	**54 760 323**	5 396 907	6 211 407			375 743	295 743	**60 532 973**	**61 267 473**
Étudiants	**1 232 330**	**1 232 330**	**559 939**	**565 407**	**0**	**0**	**57 632**	**174 032**	**1 849 901**	**1 971 769**
D201 - Aides directes aux étudiants	102 300	**102 300**	559 939	565 407					**662 239**	**667 707**
D202 - Aides indirectes		0							**0**	**0**
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 130 030	**1 130 030**					57 632	174 032	**1 187 662**	**1 304 062**
Total	**118 511 327**	**118 511 327**	**42 145 447**	**40 248 520**	**0**	**0**	**8 870 848**	**4 618 465**	**169 527 622**	**163 378 312**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme										
	Recettes globalisées						Recettes fléchées				Total
	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement fléchée	Autres financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	133 601 742										133 601 742
Droits d'inscription						1 398 250					1 398 250
Formation continue, diplômes propres et VAE						96 800					96 800
Taxe d'apprentissage						70 000					70 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR						1 203 390				107 627	1 311 017
Valorisation						7 000					7 000
ANR investissements d'avenir					76 858				4 486 612		4 563 470
ANR hors investissements d'avenir					1 185 940				4 145 018		5 330 958
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région					8 952				1 126 906		1 135 858
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									2 667 863		2 667 863
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres					2 637 213	36 941		41 079	1 199 299	33 106	3 947 638
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs										803 688	803 688
Autres recettes				165 688		5 585 654					5 751 342
Total	133 601 742	0	0	165 688	3 908 963	8 398 035	0	41 079	13 625 698	944 421	160 685 626

(C)

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	2 692 686

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

ENS DE LYON

TABLEAU 4
Equilibre financier Budget rectificatif

Budget Rectificatif N°	Budget Rectificatif n°1
Date exécutoire	14/10/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS					FINANCEMENTS				
	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	0	7 667 460	2 692 686	4 974 774	1 659 004	0	0	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont solde budgétaire budget principal		7 667 460	2 692 686	4 974 774	1 659 004				*dont solde budgétaire budget principal*
dont solde budgétaire budget annexe									*dont solde budgétaire budget annexe*
dont solde budgétaire budget du SAIC									*dont solde budgétaire budget du SAIC*
dont solde budgétaire BAI									*dont solde budgétaire BAI*
dont solde budgétaire SIE									*dont solde budgétaire SIE*
dont ... (à personnaliser le cas échéant)									*dont ... (à personnaliser le cas échéant)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	207 800	205 000	217 000	-12 000	207 976	205 000	217 000	-12 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	4 429 381	3 972 571	4 205 372	-232 801	4 038 094	3 658 171	3 900 435	-242 264	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	96 524				-466 157				Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	**4 733 705**	**11 845 031**	**7 115 058**	**4 729 973**	5 438 917	3 863 171	4 117 435	-254 264	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	**705 212**	**0**	**0**	**0**	0	7 981 860	2 997 623	4 984 237	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)****	2 686 563		850 837	2 949 637		2 098 800			*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)****
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	0	0	1 981 351	5 883 060	3 848 460	7 933 874	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**5 438 917**	**11 845 031**	**7 115 058**	**4 729 973**	**5 438 917**	**11 845 031**	**7 115 058**	**4 729 973**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

ENS DE LYON

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

Créer un "regroupement d'opération pou
* Le bouton "*Ajouter un regroupement d*
d'OPCT), sur lequel N comptes comptable
présenter tous les regroupements d'OPCT
pour tous les flux de trésorerie de TVA " es
proposée.

* Le bouton "+ " en bout de ligne : perme
fichier finalisé devra donc comporter auta

Budget (BI/BR n°...)	BR n°1
Date exécutoire	14/10/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Ajouter un regroupement d'opérations

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	N° compte	Libellé du regroupement d'opérations	Débit (c1)	Crédit (c2)
TVA	44571	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA		526 929
TVA	44583	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA		2 173 071
TVA	44566	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA	2 220 827	
TVA	44562	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA	779 173	
AMI	4675133	OPCT Aide à la mobilité internationale	50 000	22 800
BEL	47312	OPCT Banque épreuves littéraires	645 190	645 190
RAFP	47311	OPCT RAFP	10 000	10 000
OEEP	467519	OPCT opérations avec Etat et entités publiques	500 182	
OEEP	44342	OPCT opérations avec Etat et entités publiques		522 445
TOTAL			**4 205 372,00**	**3 900 435,00**

TABLEAU 6
Situation patrimoniale Budget rectificatif

Budget Rectificatif N°	**Budget Rectificatif n°1**
Date exécutoire	**14/10/2025**
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	**Agrégé**
Nature du budget (BP, BA)	**Budget Principal (BP)**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	PRODUITS	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial
Personnel	113 006 332	114 923 612	116 816 572	1 892 960	Subventions de l'Etat	131 176 945	130 946 566	133 942 094	2 995 528
*dont charges de pensions civiles**	*33 251 792*	*33 047 125*	*34 724 856*	1 677 731	Fiscalité affectée	169 176	105 000	165 688	60 688
Fonctionnement autre que les charges de personnel	46 767 589	55 269 040	54 951 890	-317 150	Autres subventions	14 612 495	13 964 821	13 893 282	-71 539
Intervention (le cas échéant)				0	Autres produits	14 393 558	20 098 656	22 830 684	2 732 028
TOTAL DES CHARGES (1)	**159 773 921**	**170 192 652**	**171 768 462**	**1 575 810**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**160 352 174**	**165 115 043**	**170 831 748**	**5 716 705**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**578 253**	**0**	**0**	**4 140 895**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	**0**	**5 077 609**	**936 714**	**0**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**160 352 174**	**170 192 652**	**171 768 462**	**5 716 705**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**160 352 174**	**170 192 652**	**171 768 462**	**5 716 705**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	**578 253**	**-5 077 609**	**-936 714**	**4 140 895**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	9 033 033	15 952 305	16 261 107	308 802
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	408 581		81 640	81 640
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	123 099			
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	5 715 405	11 818 395	12 077 368	258 973
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**3 610 399**	**-943 699**	**3 165 385**	**4 109 084**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	RESSOURCES	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**943 699**	**0**	**0**	Capacité d'autofinancement	**3 610 399**	**0**	**3 165 385**	**4 109 084**
Investissements	5 383 957	4 667 569	4 218 107	-449 462	Financement de l'actif par l'Etat		3 000	3 000	0
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	338 295	2 024 425	1 433 906	-590 519
					Autres ressources	295 143	380 060	62 611	-317 449
Remboursement des dettes financières	210 565	205 000	217 000	12 000	Augmentation des dettes financières	210 742	205 000	217 000	12 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**5 594 522**	**5 816 268**	**4 435 107**	**-437 462**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**4 454 579**	**2 612 485**	**4 881 902**	**3 213 116**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**0**	**0**	**446 795**	**3 650 578**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**1 139 943**	**3 203 783**	**0**	**0**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Initial	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	**-1 139 943**	**-3 203 783**	**446 795**	**3 650 578**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**-1 845 155**	**4 778 077**	**3 444 418**	**-1 333 659**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**705 212**	**-7 981 860**	**-2 997 623**	**4 984 237**
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	**12 404 349**	**6 356 353**	**12 851 144**	**6 494 791**
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**-15 376 575**	**-9 291 340**	**-11 932 157**	**-2 640 817**
Niveau final de la TRESORERIE	**27 780 924**	**15 647 693**	**24 783 301**	**9 135 608**

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

Budget (BI/BR n°…)	BR n°1
Date exécutoire	14/10/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Détaillé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	27 780 924	49 225 575	38 998 296	26 242 850	45 459 183	38 854 424	24 776 451	67 793 858	49 711 891	42 674 861	48 276 522	36 368 256	496 163 091
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	16 464	32 679 706	1 690 548	32 986 533	4 966 630	1 203 898	1 279 277	46 945 775	330 000	20 423 606	1 300 000	2 251 991	146 074 428
Subvention pour charges de service public	0	32 281 092	0	32 281 092	4 187 593	0	0	45 483 359	0	19 368 606	0	0	133 601 742
Subvention pour charges d'investissement													0
Autres financements de l'État													0
Fiscalité affectée	0	89 378	0	0	0	0	0	76 310	0	0	0	0	165 688
Autres financements publics	0	15 039	431 410	110 478	330 531	195 855	803 538	1 063 722	170 000	55 000	200 000	533 390	3 908 963
Recettes propres	16 464	294 197	1 259 138	594 963	448 506	1 008 043	475 739	322 384	160 000	1 000 000	1 100 000	1 718 601	8 398 035
Recettes budgétaires fléchées	0	388	293 093	1 656 509	2 015 942	1 037 670	116 056	1 122 499	2 541 079	1 167 000	1 528 000	3 132 962	14 611 198
Subvention pour charges d'investissement fléchée													0
Autres financements de l'État fléchés	0	0	0	0	0	0	0	0	41 079	0	0	0	41 079
Autres financements publics fléchés	0	0	246 194	1 588 798	1 996 428	1 035 870	37 506	953 624	2 300 000	1 100 000	1 440 000	2 927 278	13 625 698
Recettes propres fléchées	0	388	46 899	67 711	19 514	1 800	78 550	168 875	200 000	67 000	88 000	205 684	944 421
Opérations non budgétaires	33 781 947	-29 802 192	297 450	-617 972	-696 933	-498 141	45 871 660	-45 657 470	2 050 359	-883 000	65 288	206 439	4 117 435
Emprunts : encaissements en capital													0
Prêts : encaissement en capital													0
Dépôts et cautionnements	10 750	2 324	809	11 104	2 046	758	0	64 765	105 000	10 000	7 000	2 444	217 000
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	33 771 197	-29 804 516	296 641	-629 076	-698 979	-498 899	45 871 660	-45 722 235	1 945 359	-893 000	58 288	203 995	3 900 435
TVA encaissée	2 950	658 074	86 640	53 365	700 469	84 857	26 445	34 376	443 359	100 000	450 000	59 465	2 700 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	642 169	1 760	1 190	240	138 713	2 195	54	22 895	2 000	7 000	8 288	373 931	1 200 435
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	33 126 078	-30 464 350	208 811	-682 681	-1 538 161	-585 951	45 845 161	-45 779 506	1 500 000	-1 000 000	-400 000	-229 401	0
Autres encaissements d'opérations non budgétaires													0
A. TOTAL	33 798 411	2 877 902	2 281 091	34 025 070	6 285 639	1 743 427	47 266 993	2 410 804	4 921 438	20 707 606	2 893 288	5 591 392	164 803 061
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	2 328 144	12 078 678	13 504 969	13 281 068	11 933 132	15 068 284	12 653 790	1 003 506	19 696 733	12 520 182	12 648 695	22 900 770	149 617 951
Personnel	3 074	9 184 785	9 181 191	9 347 214	9 136 839	9 109 996	9 121 038	24 392	18 046 733	9 420 182	9 398 695	19 239 450	111 213 589
Fonctionnement	1 971 783	2 794 976	4 172 091	3 698 450	2 671 287	5 740 116	3 204 121	872 968	1 500 000	2 800 000	2 800 000	3 190 135	35 415 927
Intervention													0
Investissement	353 287	98 917	151 687	235 404	125 006	218 172	328 631	106 146	150 000	300 000	450 000	471 185	2 988 435
Dépenses liées à des recettes fléchées	102 183	791 902	1 130 366	935 346	857 740	864 387	1 131 034	118 167	1 240 453	1 463 181	1 782 589	3 343 013	13 760 361
Personnel	0	531 577	571 160	562 306	571 804	549 673	576 407	-7 784	1 020 453	663 181	682 589	1 576 372	7 297 738
Fonctionnement	100 642	209 089	333 846	251 600	229 076	264 831	374 291	90 258	200 000	500 000	1 000 000	1 278 960	4 832 593
Intervention													0
Investissement	1 541	51 236	225 360	121 440	56 860	49 883	180 336	35 693	20 000	300 000	100 000	487 681	1 630 030
Opérations non budgétaires	9 923 433	234 601	401 202	592 323	99 526	-111 271	-9 535 238	19 371 098	-8 978 718	1 122 582	370 270	-9 067 436	4 422 372
Emprunts : remboursements en capital													0
Prêts : décaissements en capital													0
Dépôts et cautionnements	11 830	15 375	7 314	8 096	38 154	52 034	78 151	2 770	2 806	470	0	0	217 000
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	9 911 603	219 226	393 888	584 227	61 372	-163 305	-9 613 389	19 368 328	-8 981 524	1 122 112	370 270	-9 067 436	4 205 372
TVA décaissée	236 762	151 360	344 350	245 972	205 940	188 902	288 862	79 981	130 000	400 000	300 000	427 871	3 000 000
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	10 000	0	7 050	0	151 771	5 600	15 532	2 000	4 000	649 190	12 000	348 229	1 205 372
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	9 664 841	67 866	42 488	338 255	-296 339	-357 807	-9 917 783	19 286 347	-9 115 524	72 922	58 270	-9 843 536	0
Autres décaissements d'opérations non budgétaires													0
B. TOTAL	12 353 760	13 105 181	15 036 537	14 808 737	12 890 398	15 821 400	4 249 586	20 492 771	11 958 468	15 105 945	14 801 554	17 176 347	167 800 684
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	21 444 651	-10 227 279	-12 755 446	19 216 333	-6 604 759	-14 077 973	43 017 407	-18 081 967	-7 037 030	5 601 661	-11 908 266	-11 584 955	-2 997 623
SOLDE CUMULE (1) + (2)	49 225 575	38 998 296	26 242 850	45 459 183	38 854 424	24 776 451	67 793 858	49 711 891	42 674 861	48 276 522	36 368 256	24 783 301	

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

Budget (BI/BR n°...)	BR n°1
Date exécutoire	14/10/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		7 592 155	8 442 992	2 636 506	1 269 858	
Recettes fléchées (b)	**39 939 543**	**14 611 198**	**11 594 293**	**6 024 081**	**5 764 514**	**77 933 629**
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'État fléchés	629 794	41 079	28 486	0	0	699 359
Autres financements publics fléchés	35 928 628	13 625 698	11 103 382	5 918 984	5 656 008	72 232 700
Recettes propres fléchées	3 381 121	944 421	462 425	105 097	108 506	5 001 570
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**32 347 388**	**13 760 361**	**17 400 779**	**7 390 729**	**3 282 057**	**74 181 314**
Personnel						
AE=CP	16 861 830	7 297 738	7 346 882	3 967 003	1 575 387	37 048 840
Fonctionnement						
AE	8 065 470	4 698 222	4 070 907	2 895 453	1 905 721	21 635 773
CP	7 748 316	4 832 593	4 120 995	2 971 658	1 706 670	21 380 232
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	7 965 721	5 252 720	2 280 626	101 200	0	15 600 267
CP	7 737 242	1 630 030	5 932 902	452 068	0	15 752 242
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	7 592 155	850 837	-5 806 486	-1 366 648	2 482 457	3 752 315

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Tableau 9 - EPSCP

Tableau des opérations pluriannuelles prévision

Budget (BI/BR n°...)	BR n°1
Date exécutoire	14/10/2025
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Détaillé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Total contrats de recherche	**79 686 773**	**26 356 274**	**26 356 274**	**0**	**15 767 122**	**15 767 122**	**25 747 902**	**25 747 902**	**0**	**12 234 177**	**12 234 177**	**37 563 376**	**4 141 318**
Total contrats de formation continue	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total contrats d'enseignement	**56 975 927**	**29 209 607**	**29 209 607**	**0**	**17 567 741**	**17 567 741**	**14 241 085**	**14 241 085**	**0**	**15 465 289**	**15 465 289**	**10 198 579**	**17 070 975**
Total programmes pluriannuels d'investissement	**337 362**	**158 240**	**158 240**	**0**	**179 122**	**179 122**	**22 400**	**22 400**	**0**	**288 322**	**288 322**	**0**	**26 640**
Total	**137 000 062**	**55 724 121**	**55 724 121**	**0**	**33 513 986**	**33 513 986**	**40 011 387**	**40 011 387**	**0**	**27 987 788**	**27 987 788**	**47 761 955**	**21 238 932**
Pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :													
Ss total personnel	36 138 040	16 264 727	16 264 727		7 176 570	7 176 570	16 264 727	16 264 727		7 176 570	7 176 570	12 696 743	0
Ss total fonctionnement et intervention	88 850 270	35 160 528	35 160 528		21 006 355	21 006 355	19 993 743	19 993 743		19 004 388	19 004 388	32 683 387	17 168 753
Ss total investissement	12 011 752	4 298 865	4 298 865		5 331 061	5 331 061	3 752 917	3 752 917		1 806 830	1 806 830	2 381 826	4 070 179

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Auto financement	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Total contrats de recherche	**79 686 773**	**2 761 197**	**76 925 576**	**36 084 055**	**13 862 143**	**26 979 377**
Total contrats de formation continue	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total contrats d'enseignement	**56 975 927**	**0**	**56 975 927**	**18 927 876**	**13 397 682**	**24 650 370**
Total programmes pluriannuels d'investissement	**337 362**	**87 362**	**250 000**	**250 000**	**0**	**0**
Total	**137 000 062**	**2 848 559**	**134 151 503**	**55 261 931**	**27 259 825**	**51 629 746**

5.10 Annexe 9bis : tableau de suivi des opérations immobilières

Suivi des opérations immmobilières

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération
OPE-2022-0011	Travaux aménagement bâtiment M6	337 362 €
TOTAL opérations immobilières		337 362 €

Prévision N (BI + BR)										Restes	
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1)-(3)-(6)	(3)+(6)-(8)-(11)
	158 240 €		179 122 €	179 122 €		22 400 €		288 322 €	288 322 €	0 €	26 640 €
0 €	158 240 €	0 €	179 122 €	179 122 €	0 €	22 400 €	0 €	288 322 €	288 322 €	0 €	26 640 €

Prévision N+1 et suivantes					
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
	26 640 €				
0 €	26 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N	Reste à notifier
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)
Travaux aménagement bâtiment M6	Financement de l'Etat	250 000 €		250 000 €	
	Autres financements publics				
	Autres financements				
	Prélèvement sur la trésorerie	87 362 €			
Total Opération 1		337 362 €	0 €	250 000 €	0 €
0	Financement de l'Etat				
	Autres financements publics				
	Autres financements				
	Prélèvement sur la trésorerie				
Total Opération 2		0 €	0 €	0 €	0 €
0	Financement de l'Etat				0 €
	Autres financements publics				
	Autres financements				
	Prélèvement sur la trésorerie				
Total Opération 3		0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL		337 362 €	0 €	250 000 €	0 €

Financements extérieurs				
Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements de N		Restes à encaisser
		Encaissements prévus	Encaissements réalisés	
(20)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)
250 000 €	250 000 €			
250 000 €	250 000 €	0 €	0 €	0 €
0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
250 000 €	250 000 €	0 €	0 €	0 €

Prévisions en N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
(23)	(24)	(25)
0 €	0 €	0 €
0 €	0 €	0 €
0 €	0 €	0 €
0 €	0 €	0 €

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année N	Année N+1	Année N+2	Années > N+2	Total prélèvement trésorerie
Travaux aménagement bâtiment M6	-227 600 €	288 322€	26 640€	0 €	0 €	87 362€
0	0€	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
0	0€	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	-227 600 €	288 322 €	26 640 €	0 €	0 €	87 362 €

ENS DE LYON

5.11 Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles

TabTeau 10 DFSCP

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

Budget (BI/BR n°...)	BR n°1
Date exécutoire	14/10/2025
Etablissement	École normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	Autre
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

IMPORTANT :
Laisser les lignes vides en cas de "type opération" (Formation continue, enseignement...) sans opération : ne pas mettre de montant nul
> Sinon, votre TSSD sera rejeté par HARVIE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	Prévision (BI+BR)										Prévision N+1 et suivantes				
		Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues> N+2	CP prévus> N+2
		(1)	(2)	(3)	(4) =< (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) =< (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	337 362	158 240	158 240		179 122	179 122	22 400	22 400		288 322	288 322	0	26 640				
Total Dépenses d'investissement.1		337 362	158 240	158 240		179 122	179 122	22 400	22 400		288 322	288 322		26 640				
Contrats de recherche	Personnel	33 635 338	15 996 579	15 996 579		6 732 876	6 732 876	15 996 579	15 996 579		6 732 876	6 732 876	6 789 862	6 769 862	3 278 603	3 278 603	857 418	857 418
	Fonctionnement et intervention	34 587 451	6 295 161	6 295 161		3 998 622	3 998 622	6 096 888	6 096 888		4 099 107	4 099 107	3 693 794	3 742 888	2 681 124	2 757 329	17 919 750	17 891 224
	Investissement	11 443 984	4 064 534	4 064 534		5 035 624	5 035 624	3 654 435	3 654 435		1 402 193	1 402 193	2 262 626	5 914 903	101 200	101 200	491 468	0
Total contrat de recherche.2		79 666 773	26 355 274	26 355 274		15 767 122	15 767 122	25 747 902	25 747 902		12 234 177	12 234 177	12 745 283	16 427 647	6 060 926	6 528 395	18 777 168	18 748 642
Contrat de formation continue	Personnel																	
	Fonctionnement et intervention																	
	Investissement																	
Total contrat de formation continue.3																		
Contrat de enseignement	Personnel	2 301 702	268 148	268 148		443 694	443 694	268 148	268 148		443 694	443 694	577 020	577 020	688 400	688 400	525 440	525 440
	Fonctionnement et intervention	54 263 819	28 865 367	28 865 367		17 007 733	17 007 733	13 866 845	13 866 845		14 905 281	14 905 281	6 931 472	12 379 472	1 196 247	12 819 221	262 000	262 000
	Investissement	210 405	76 092	76 092		116 314	116 314	76 092	76 092		116 314	116 314	18 000	18 000	0	0	0	0
Total contrat d'enseignement.4		56 775 927	29 209 607	29 209 607		17 567 741	17 567 741	14 211 085	14 211 085		15 465 289	15 465 289	7 526 492	12 974 492	1 884 647	13 507 621	787 440	787 440
	Ss total personnel	36 138 040	16 264 727	16 264 727		7 176 570	7 176 570	16 264 727	16 264 727		7 176 570	7 176 570	7 346 882	7 346 882	3 967 003	3 967 003	1 382 858	1 382 858
	Ss total fonctionnement et intervention	88 850 270	35 160 528	35 160 528		21 006 355	21 006 355	19 993 743	19 993 743		19 004 388	19 004 388	10 624 267	16 122 355	3 877 371	15 576 556	18 181 750	18 153 224
	Ss total investissement	12 011 752	4 198 865	4 198 865		5 321 061	5 321 061	3 752 917	3 752 917		1 806 830	1 806 830	1 280 626	5 993 542	101 200	401 468	0	0
TOTAL		137 000 052	55 724 121	55 724 121		33 513 986	33 513 986	40 011 387	40 011 387		27 987 788	27 987 788	20 251 775	29 428 779	7 945 573	20 186 024	19 594 698	19 556 092

*A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes	
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2
		(18)	(19)	(20)	(22)	(23)
Recettes d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	250 000	250 000	0		
	Autres financements publics**					
	Autres financements***					
Total PPI.1		250 000				
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	51 736 802	17 000 668	12 772 482	11 580 966	7 395 458
	Autres financements publics**	71 536 583	32 753 310	12 930 070	10 192 077	5 435 779
	Autres financements***	4 993 444	3 005 192	911 315	462 425	105 897
Total contrat de recherche.2		128 266 829	52 761 570	26 548 866	22 235 468	12 936 334
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*					
	Autres financements publics**					
	Autres financements***					
Total contrat de formation continue.3						
Contrat de enseignement	Financement de l'Etat*	420 372	420 052	320		
	Autres financements publics**	5 214 302	1 830 312	755 639	921 305	483 206
	Autres financements***					
Total contrat d'enseignement.4		5 634 674	2 250 364	755 959	921 305	483 206
	Ss total financement de l'Etat	52 407 174	17 970 198	12 772 802	11 580 966	7 395 458
	Ss total autres financements publics	76 750 885	34 582 622	13 685 709	11 113 382	5 918 984
	Ss total autres financements	4 993 444	3 005 192	911 315	462 425	105 897
	TOTAL	134 151 503	55 263 938	27 369 825	23 156 773	13 419 539

ENS DE LYON

TABLEAU RETRACANT LES MOYENS DES UNITES DE RECHERCHE

Unités		Moyens de l'établissement		MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT															
				CNRS		INRA		INRIA		INSERM		UCBL		LYON2		IEP		Autres établissements	
L11 - CIHAM Histoire et Archéologie des Mondes Chrétiens et Musulmans Médiévaux UMR 5648	Fonctionnement													40 700 €				43 250 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L12 - EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600	Fonctionnement													51 000 €				239 799 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L15 - IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5062	Fonctionnement																		
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L14 - CMW Centre Max WEBER UMR 5040	Fonctionnement													69 500 €				29 000 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L16 - ICAR Interactions, Corpus, Apprentissages et Représentations UMR5191	Fonctionnement													65 000 €					
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L17 - LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190	Fonctionnement													56 000 €				58 140 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L19 - TRIANGLE Action, Discours, Pensée politique et économique UMR 5206	Fonctionnement													78 000 €				44 000 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L21 - HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5189	Fonctionnement													59 675 €				42 363 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L22 - CERGIC Center for Economic Research on Governance, Inequality and Conflict	Fonctionnement																		
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
L29 - IHRIM Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 + UMR5611	Fonctionnement													48 000 €				63 450 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S10 - LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570	Fonctionnement																		
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S11 - CRAL Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574	Fonctionnement																		
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S60 - LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239	Fonctionnement									88 700 €		50 000 €							
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S61 - CIRI Centre International de Recherche en Infectiologie (UVH) U1111 - UMR5308	Fonctionnement									862 000 €		170 000 €						215 700 €	
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S62 - IGFL Institut de Génomique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242	Fonctionnement					30 000 €						50 000 €							
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S63 - RDP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5667	Fonctionnement					180 000 €						25 000 €							
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S70 - UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669	Fonctionnement																		
	Personnel		Emplois																
	Investissement							5 000 €											
S71 - LIP Laboratoire de l'Informatique du Parallélisme UMR5668	Fonctionnement											49 000 €							
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S80 - Laboratoire de Physique UMR 5672	Fonctionnement											33 000 €							
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		
S81 - Laboratoire de Chimie UMR 5182	Fonctionnement																		
	Personnel		Emplois									32 500 €							
	Investissement																		
S82 - FRE CRMN FRE 2034	Fonctionnement											88 795 €							
	Personnel		Emplois																
	Investissement																		

ENS DE LYON

5.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

TABLEAU 12
Synthèse budgétaire et comptable

Budget (BI/BR n°…)	**BR n°1**
Date exécutoire	**14/10/2025**
Etablissement	Ecole normale supérieure de Lyon
Niveau d'agrégation	**Agrégé**

Du fait du besoin d'alignement entre le TSBCP et le PAP/RAP, et étant donné que ce dernier ne supporte pas les décimales, **toute valeur décimale saisie dans le TSBCP ci-dessous sera automatiquement arrondie à l'entier** (inférieur ou supérieur).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BR n°1
Niveaux initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N**		**46 641 174**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement**		**12 404 349**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement**		**-15 376 575**
	4	**Niveau initial de la trésorerie**		**27 780 924**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		12 676 664
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		15 104 260
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**169 527 622**
	6	**Résultat patrimonial**		**-936 714**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**3 165 385**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**446 795**
	9	**Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire**		
	10	**Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF**	**SENS**	**0**
		Variation des stocks	+ / -	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	**Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie**	**SENS**	**3 139 481**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	**-525 369**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	**3 664 850**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**-2 692 686**
	12.a	Recettes budgétaires		160 685 626
	12.b	Crédits de paiement ouverts		163 378 312
	13	**Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**304 937**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**-2 997 623**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		850 837
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-3 848 460
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**3 444 418**
	16	**Variation des restes à payer**		**6 149 310**
Niveaux finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**52 790 484**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**		**12 851 144**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**		**-11 932 157**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**24 783 301**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		13 527 501
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		11 255 800

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

ENS DE LYON

5.14 Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP)

Tableau 1 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des emplois des EPSCP et EPA bénéficiant des RCE
Phase 3

Année	2025
Période	Décembre 2025
Version	Phase 3
Libellé établissement	ENS de Lyon

Plafond d'emplois Etat sortie gestion (en ETPT)	1	1 983,00
Plafond d'emplois voté au budget initial (en ETPT) (ou soumis au vote du CA)	2	2 030,10
dont plafond Etat	3	1 859,30
Plafond d'emplois voté après dernier budget rectificatif (en ETPT)	4	2 030,10
Ecart plafond Etat	5	170,80
dont plafond Etat	6	1 897,30

Dans les tableaux, les nombres saisis ne doivent pas comporter plus de 2 chiffres après la virgule.
Ne pas supprimer les zéros dans les cellules.

Emplois			exercice 2024		Sorties (en ETP)				période janvier - septembre exercice 2025														période janvier - décembre exercice 2025			
			stock ETP (a) au 31 décembre 2024	moyenne annuelle ETPT 2024(b)	Entrées (en ETP) (c)	Total (d)	dont retraites	Stock ETP à la fin de l'exercice et assiette CSI) (e)	ETPT moyenne sur 4 mois)	Entrées (en ETP) (f)	Total (g)	dont retraites	Stock ETP à la fin de l'exercice et assiette CSI) (h)	ETPT (moyenne sur 9 mois)	Entrées (en ETP) (i) (Stocks et CDI)	Total (j) (Stocks et CDI)	dont retraites (Stocks et CDI)	Stock ETP à la fin de l'exercice et assiette CSI) (k)	ETPT (moyenne annuelle exercice 2025)
			B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R
Emplois sous plafond Etat (1)	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	1 127,30	1 117,52	1,50	7,00	3,00	1 121,40	1 124,60	225,50	233,00	5,00	1 119,40	1 123,80	225,50	235,00	6,00	1 117,40	1 121,00
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	1 126,90	1 114,66	1,50	4,60	2,00	1 123,80	1 125,30	238,70	240,30	5,00	1 125,30	1 122,80	238,70	235,70	6,00	1 126,90	1 125,36
			Exécution	1 126,90	1 114,66	1,50	4,60	2,00	1 123,80	1 125,30	238,70	240,30	5,00	1 125,30	1 122,80	240,30	10,50	0,00	0,00	403,90
		Personnels BIATSS et personnels de santé (hormis (2)	Budget initial	404,90	404,70	6,00	8,00	3,00	399,40	404,00	9,00	9,00	3,00	401,30	403,50	13,00	10,50	4,90	402,40	403,90
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	403,10	404,27	14,20	21,40	4,00	393,90	397,60	32,50	44,00	4,00	389,60	394,40	37,70	43,60	6,50	395,20	394,16
			Exécution	403,10	404,27	14,20	21,40	4,00	393,90	397,60	32,50	44,00	4,00	389,60	394,40	37,70	43,60	6,50	395,20	394,16
			Budget initial	1 531,80	1 522,22	7,50	15,00	6,00	1 520,80	1 528,60	234,60	242,00	8,00	1 520,80	1 526,80	237,60	245,50	10,50	1 520,00	1 524,90
		sous total titulaires	Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	1 529,00	1 518,93	15,70	26,00	6,00	1 517,70	1 522,90	271,20	284,30	9,00	1 514,90	1 517,20	276,40	279,30	12,50	1 525,10	1 519,52
			Exécution	1 529,00	1 518,93	15,70	26,00	6,00	1 517,70	1 522,90	271,20	284,30	9,00	1 514,90	1 517,20	276,40	279,30	12,50	1 525,10	1 519,52
		Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	208,00	203,60					208,00					204,10				211,00	209,10
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	208,50	199,80					206,10					204,10				217,00	208,00
			Exécution	208,50	199,80					206,10					204,10					
			Budget initial	186,50	182,10					186,50					186,50				187,50	185,90
		dont ATER et doctorants contractuels	Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	187,00	178,90					183,60					181,90				195,50	185,80
			Exécution	187,00	178,90					183,60					181,90					
	Non titulaires		Budget initial	124,00	121,90					124,00					124,00				127,00	125,40
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	121,50	120,74					128,30					128,80				135,00	129,75
			Exécution	121,50	120,74					128,30					128,80					
			Budget initial	54,00	45,20				54,00	54,00		1,00	53,00		53,90	1,00	1,00	55,00	53,90	
		dont CDD	Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	55,00	45,70	6,00	3,00		58,00	58,00	6,00	4,00		57,00	56,30	7,00	4,00		58,00	55,90
			Exécution	55,00	45,70	6,00	3,00		58,00	58,00	6,00	4,00		57,00	56,30	7,00	4,00		58,00	55,90
		sous total non titulaires plafond 1	Budget initial	310,00	299,20				54,00	312,00		1,00	53,00		312,40	1,00	1,00	55,00	314,40	
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	330,00	320,54				58,00	334,40					332,00				352,00	337,75
			Exécution	330,00	320,54				58,00	334,40					332,00				0,00	0,00
		Total plafond 1	Budget initial	1 841,80	1 821,42				1 574,80	1 840,60					1 837,20				1 839,50	
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	1 859,00	1 839,47				1 575,70	1 857,30					1 850,10				1 877,10	1 857,27
			Exécution	1 859,00	1 839,47				1 575,70	1 857,30					1 850,10				0,00	0,00
Emplois sous plafond 1 (si ka)	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	126,00	132,10					131,40					130,90				120,50	128,60
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	110,00	105,70					109,30					111,10				153,70	124,20
			Exécution	110,00	105,70					109,30					111,10					
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Budget initial	52,70	55,30					48,90					45,50				30,70	42,29
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	57,50	55,20					54,80					55,30				61,45	57,08
			Exécution	57,50	55,20					54,80					55,30					
	Non titulaires		Budget initial	0,00	0,00				0,00	0,00		0,00		0,00					0,00	0,00
		dont CDD (enseignement)	Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
			Exécution	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00					0,00	0,00
		dont contrats aidés	Budget initial	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
			Exécution	0,00	0,00					0,00										
		Total plafond 2	Budget initial	180,70	187,40					180,10					176,40				131,20	170,80
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	167,50	160,90					164,10					166,40				215,15	181,28
			Exécution	167,50	160,90					164,10					166,40					0,00
	Titulaires		Budget initial	1 531,80	1 522,22	7,50	15,00	6,00	1 520,50	1 530,00	234,50	242,00	8,00	1 520,30	1 526,30	237,60	245,50	10,50	1 520,00	1 524,90
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	1 529,00	1 518,93	15,70	26,00	6,00	1 517,70	1 522,90	271,20	284,30	9,00	1 514,90	1 517,20	276,40	279,30	12,50	1 525,10	1 519,52
			Exécution	1 529,00	1 518,93	15,70	26,00	6,00	1 517,70	1 522,90	271,20	284,30	9,00	1 514,90	1 517,20	276,40	279,30	12,50	1 525,10	1 519,52
	Non titulaires plafonds 1 et 2		Budget initial	492,50	481,44				54,00	498,50		1,00	53,00		499,30	1,00	1,00	55,00	567,15	519,03
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	497,50	481,44	0,00	0,00	0,00	55,00	498,50	0,00	1,00	54,00	499,30	499,10	1,00	1,00	55,00	0,00	0,00
			Exécution	54,00	46,20				54,00	54,00		1,00	53,00		53,90	1,00	1,00	55,00	53,90	
		dont CDD	Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	55,00	45,70	6,00	3,00	0,00	58,00	58,00	6,00	4,00	0,00	57,00	56,30	7,00	4,00	0,00	58,00	55,90
			Exécution	55,00	45,70	6,00	3,00	0,00	58,00	58,00	6,00	4,00	0,00	57,00	56,30	7,00	4,00	0,00	58,00	55,90
		Total plafonds 1 et 2	Budget initial	2 024,30	2 003,66	7,50	15,00	6,00	1 574,50	2 028,60	234,60	243,00	61,00	1 520,30	2 025,70	238,60	246,50	11,50	2 087,15	2 043,93
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	2 026,50	2 000,37	15,70	26,00	6,00	1 575,70	2 021,40	271,20	285,30	63,00	1 514,90	2 016,50	276,40	280,30	13,50	2 092,25	2 038,38
			Exécution	2 026,50	2 000,37					2 021,40					2 016,50				0,00	0,00
Dont fonctionnaires stagiaires des ENS			Budget initial	882,50	880,50					890,00					888,40				885,50	887,70
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	894,00	880,50					893,70					892,80				890,40	892,20
			Exécution	894,00	880,50					893,70					892,80					
Dont emplois recherche aux contrats de recherche (5) (plafond 2)			Budget initial	152,90	167,10					176,00					172,78				149,50	167,73
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	157,40	151,10					160,80					163,10				210,84	177,57
			Exécution	157,40	151,10					160,80					163,10					
Personnels en fonction dans l'établissement mis à disposition (hors établissements entrants)			Budget initial	3,00	3,00					3,00					3,00				3,00	3,00
			Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	3,00	3,00					3,00					3,00				3,00	3,00
			Exécution	3,00	3,00					3,00					3,00					
			Budget initial	3,00	3,00					3,00					3,00				3,00	3,00
		dont emplois Etat	Nouvelle(s)lère prévision de(s)rédaction (3)	3,00	3,00					3,00					3,00				3,00	3,00
			Exécution	3,00	3,00					3,00					3,00					

ENS DE LYON

Tableau 2 : **Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE**

Phase 3

Année	2025
Phase	fin septembre 2025
N° UAI	0694123G
Libellé établissement	ENS de Lyon

		A
Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP :	1	**120 357 955**
Masse salariale votée au budget initial (ou soumise au vote du CA) : montant limitatif en AE=CP	2	**116 344 638**
Masse salariale votée après dernier budget rectificatif : montant limitatif en AE=CP	3	**118 511 327**
N° DBM :	4	1

Dans ce tableau, les nombres saisis doivent être des nombres entiers.
Ne pas supprimer les zéros dans les cellules.

Dépenses de personnel					Exercice 2024			Cumul au 30 avril 2025	Cumul au 30 septembre 2025	Cumul au 31 décembre 2025			écart BI 2025 / BI 2024	écart BI 2025 / exécution 2024	écart reprévision 2025 / exécution 2024	écart exécution 2025 / exécution 2024
					Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5) (Dépenses décaissées 2024)	Exécution (5) (Dépenses décaissées 2024)	Exécution (décaissements)	Exécution (décaissements)	Budget initial	Nouvelle prévision d'exécution (décaissements prévus sur 2025)	Exécution annuelle				
					B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
Emplois sous plafond 1	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs		1	90 749 731	91 926 265	63 807 258	21 695 300	48 714 019	91 553 178	93 397 648		803 447	-309 696	1 534 774	-63 807 258
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)		2			28 055 616	9 522 746	21 025 600							-28 055 616
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)		3	1	1	1	1	1	1	1		0	0	0	-1
	sous total titulaires			4	**90 749 731**	**91 926 265**	**91 862 874**	**31 218 046**	**69 739 619**	**91 553 178**	**93 397 648**	**0**	**803 447**	**-309 696**	**1 534 774**	**-91 862 874**
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs		*5*	13 980 878	13 522 545	7 955 008	2 796 129	6 230 645	14 613 482	14 458 292		632 604	1 222 046	1 066 856	-7 955 008
		dont ATER et doctorants contractuels		6			7 149 774	2 493 145	5 563 932							-7 149 774
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires		*7*			5 436 428	2 011 538	4 455 520							-5 436 428
		dont CDI		8			2 559 991	1 057 276	2 283 765							-2 559 991
	sous total non titulaires			9	**13 980 878**	**13 522 545**	**13 391 436**	**4 807 667**	**10 686 165**	**14 613 482**	**14 458 292**	**0**	**632 604**	**1 222 046**	**1 066 856**	**-13 391 436**
	Total titulaires et non titulaires (plafonds 1)			10	**104 730 609**	**105 448 810**	**105 254 310**	**36 025 713**	**80 425 784**	**106 166 660**	**107 855 940**	**0**	**1 436 051**	**912 350**	**2 601 630**	**-105 254 310**
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs		*11*	7 608 894	7 518 963	4 906 680	1 710 630	3 795 206	7 625 148	8 058 900		16 254	352 720	786 472	-4 906 680
		dont CDI (uniquement EPSCP)		12			0	0	0							0
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires		*13*			2 365 748	810 223	1 784 205							-2 365 748
		dont CDI (uniquement EPSCP)		14			0	0	0							0
	Total non titulaires (plafond 2)			15	**7 608 894**	**7 518 963**	**7 272 428**	**2 520 853**	**5 579 411**	**7 625 148**	**8 058 900**	**0**	**16 254**	**352 720**	**786 472**	**-7 272 428**
Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires (plafond 1)	Enseignants et enseignants chercheurs		16	90 749 731	91 926 265	**63 807 258**	**21 695 300**	**48 714 019**	91 553 178	93 397 648	**0**	803 447	-309 696	1 534 774	**-63 807 258**
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires		**17**			**28 055 616**	**9 522 746**	**21 025 600**			**0**				**-28 055 616**
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	Enseignants et enseignants chercheurs		18	21 589 772	21 041 508	**12 861 688**	**4 506 759**	**10 025 851**	22 238 630	22 517 192	**0**	648 858	1 574 766	**1 853 328**	**-12 861 688**
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires		**19**			**7 802 176**	**2 821 761**	**6 239 725**			**0**				**-7 802 176**
		sous total non titulaires		**20**	**21 589 772**	**21 041 508**	**20 663 864**	**7 328 520**	**16 265 576**	**22 238 630**	**22 517 192**	**0**	**648 858**	**1 574 766**	**1 853 328**	**-20 663 864**
	Total général (plafonds 1 et 2)			21	**112 339 503**	**112 967 773**	**112 526 738**	**38 546 566**	**86 005 195**	**113 791 808**	**115 914 840**	**0**	**1 452 305**	**1 265 070**	**3 388 102**	**-112 526 738**
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)				22	1 651 067	1 879 833	1 724 665	297 608	791 423	1 711 274	1 751 906		**60 207**	**-13 391**	**27 241**	**-1 724 665**
Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données paie OREMS en exécution)				23	**113 990 570**	**114 847 606**	**114 251 403**	**38 844 174**	**86 796 618**	**115 503 082**	**117 666 746**	**0**	**1 512 512**	**1 251 679**	**3 415 343**	**-114 251 403**
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)				24	954 092	954 092	707 089			841 556	844 581	0	**-112 536**	**134 467**	**137 492**	**-707 089**
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS				25	**114 944 662**	**115 801 698**	**114 958 492**			**116 344 638**	**118 511 327**	**0**	**1 399 976**	**1 386 146**	**3 552 835**	**-114 958 492**
dont fonctionnaires stagiaires ENS				26	37 179 107	37 179 107	37 337 681	12 834 987	28 838 925	37 543 437	38 515 076		**364 330**	**205 756**	**1 177 395**	**-37 337 681**
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6) (saisie de l'exécution fin septembre 2025 obligatoire)				27	7 145 315	7 055 384	7 139 808	2 394 810	5 467 823	7 161 569	7 938 258		**16 254**	**21 761**	**798 450**	**-7 139 808**

ENS DE LYON

Tableau 3 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2024 et 2025 (en € et en flux)

Phase 3

Année	2025
Phase	fin septembre 2025
N° UAI	0694123G
Libellé établissement	ENS de Lyon

Dans ce tableau, les nombres saisis doivent être des nombres entiers.
Ne pas supprimer les zéros dans les cellules.

Crédits de Masse salariale globale = Montant limitatif en AE=CP		Prévision d'exécution ou exécution 2024 (1)	Correction de l'exécution (évènements exceptionnels non reconductibles) (1 bis)	Extension en Année Pleine des mesures 2024 (2)			Mesures entrant en vigueur en année 2025														Total des flux de 2025	Total prévision ou reprévision de décaissements sur 2025 (sauf phase 4 : Exécution au 31/12/2025)	Phase 1 : dernier budget voté en 2024 Phase 2,3,4 : dernier budget voté en 2025	Ecart prévision 2025- dernier budget voté (2024 pour la phase 1/ 2025 phases 2, 3, 4) (V-W)
				Obligatoires											Discrétionnaires									
				Mesures catégorielles titulaires exclusivement (PPCR)	Schéma d'emplois (hors contrats de recherche)	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changement de corps et dispositif	Mesures générales (titulaires et non titulaires) et EAP hausse de la valeur du point sur 2025	SMIC	CAS Pensions (et ATI)	Autres cotisations	Mesures catégorielles	Indemnitaire obligatoire (3)	GVT solde personnels titulaires (4) L=M+N	dont GVT NEGATIF	dont GVT POSITIF	Schéma d'emplois hors contrats de recherche	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changements de corps et dispositif	Indemnitaire à l'initiative établissement (6)	Variations des heures complémentaires	Variations sur les contrats de recherche (7)	Autres à détailler	(somme des colonnes B à T sauf M et N)	(V=A+U)		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X
Rémunérations principales	1	58 335 008	0	82 499	316 672	0	0	0			261 612	0	227 131	0	0	-70 747	-286 682	0	0	552 100	-16 352	1 066 233	59 401 241	59 083 209	318 032
Sous total titulaires (calcul automatique)	2	44 783 957	0	82 499	16 837	0	0	0			0	0	227 131	0	0	-271 913	-286 682	0	0		-17 509	-249 637	44 534 320	44 424 831	109 489
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)	3	13 551 051	0	0	299 835	0	0	0			261 612	0				201 166	0	0	0	552 100	1 157	1 315 870	14 866 921	14 658 378	208 543
Titulaires — Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS uniquement)	4	31 761 419		- 49 318	169 453								113 666			-106 496	- 205 782				- 9 509	-87 986	31 673 433	31 680 158	-6 725
Titulaires — Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	5	13 022 538		131 817	-152 616								113 465			-165 417	- 80 900				- 8 000	-161 651	12 860 887	12 744 673	116 214
Non titulaires — Enseignants et enseignants chercheurs	6	8 862 005			213 273						261 612					41 124				573 971	1 157	1 091 137	9 953 142	10 246 586	-293 444
Non titulaires — Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7	4 613 674			86 562											160 042				- 21 871		224 733	4 838 407	4 325 775	512 632
dont CDI	8	1 262 566			71 824											-128 146						-56 322	1 206 244	1 262 566	-56 322
dont personnels recrutés et financés sur contrats de recherche (8)	9	4 454 851																				0	4 454 851	4 454 851	0
Autres : stagiaires, apprentis ...	10	75 372																				0	75 372	86 017	-10 645
Rémunérations accessoires	11	8 729 305	0	0	-10 542	0	0	0			0	112 035				-13 130	0	300 000	0	-2 430	27 244	413 177	9 142 482	9 121 393	21 089
Sous total titulaires (à saisir obligatoirement)	12	6 372 392			- 7 696							81 786				- 9 585		219 000			19 888	303 393	6 675 785	6 687 876	-12 091
Sous total non titulaires et autres (à saisir obligatoirement)	13	2 356 913			- 2 846							30 249				- 3 545		81 000		- 2 430	7 356	109 784	2 466 697	2 433 517	33 180
Heures complémentaires et vacations d'enseignement	14	444 571																			29 797	29 797	474 368	465 567	8 801
Autres rémunérations accessoires (dont versement au titre des comptes épargne temps)	15	1 280 091																			- 2 553	-2 553	1 277 538	1 245 706	31 832
Primes et indemnités des enseignants et enseignants chercheurs	16	2 671 675			-3 203							145 500				-7 851						134 446	2 806 121	2 836 060	-29 939
Primes et indemnités des BIATSS et autres personnels	17	4 332 968			-7 339							-33 465				-5 279		300 000		-2 430		251 487	4 584 455	4 574 060	10 395
Cotisations et contributions sociales	18	46 507 128	0	0	127 992	0	0	0	1 774 783	0	0	0	208 959	0	0	-186 230	0	0	0	236 799	-211 135	1 951 168	48 458 296	46 730 638	1 727 658
Sous total titulaires (calcul automatique)	19	41 016 975	0	0	-5 038	0	0	0	1 774 783	0	0	0	208 959	0	0	-278 600	0	0	0	0	-211 135	1 488 969	42 505 944	40 783 137	1 722 807
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)	20	5 490 153	0	0	133 030	0	0	0		0	0	0				92 370	0	0	0	236 799	0	462 199	5 952 352	5 947 501	4 851
Titulaires — Cas pensions+ ATI	21	32 973 861			-3 829				1 774 783				158 809			-178 768						1 750 995	34 724 856	32 796 145	1 928 711
Titulaires — Autres cotisations titulaires	22	8 043 114			-1 209								50 150			-99 832					-211 135	-262 026	7 781 088	7 986 992	-205 904
Non titulaires — Cotisations Assedic	23	554 074			8 513											5 913				14 943		29 369	583 443	583 344	99
Non titulaires — Autres cotisations non titulaires	24	4 936 079			124 517											86 457				221 856		432 830	5 368 909	5 364 157	4 752
Prestations sociales	25	1 387 051		247 003	0																-124 746	122 257	1 509 308	1 409 398	99 910
TOTAL	26	114 958 492	0	329 502	434 122	0	0	0	1 774 783	0	261 612	112 035	436 090	0	0	-270 107	-286 682	300 000	0	786 469	-324 989	3 552 835	118 511 327	116 344 638	2 166 689
TOTAL hors prestations	27	113 571 441	0	82 499	434 122	0	0	0	1 774 783	0	261 612	112 035	436 090	0	0	-270 107	-286 682	300 000	0	786 469	-200 243	3 430 578	117 002 019	114 935 240	2 066 779
dont titulaires (hors prestations)	28	92 173 324	0	82 499	4 103	0	0	0	1 774 783	0	0	81 786	436 090	0	0	-560 098	-286 682	219 000	0	0	-208 756	1 542 725	93 716 049	91 895 844	1 820 205
dont non titulaires et autres (hors prestations)	29	21 398 117	0	0	430 019	0	0	0		0	261 612	30 249				289 991	0	81 000	0	786 469	8 513	1 887 853	23 285 970	23 039 396	246 574
Incidence sur 2026	30															-48 174									
dont incidence rémunération principale (saisie obligatoire sur colonnes O et P)	31															-24 569									
dont incidence rémunérations accessoires (saisie obligatoire sur colonnes O et P)	32															-2 409									
dont incidence cotisations et contributions sociales	33															-21 196									

ENS DE LYON

Données budgétaires

Montant des budgets	*Unité*	BI 2025	BR 2025	Variation BR 2025 - BI 2025
Budget de l'établissement (en crédits de paiements)	***(k€)***	**159 938 k€**	**163 378 k€**	**2,2%**
Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale)	*(k€)*	38 294 k€	40 249 k€	**5,1%**
Budget de la masse salariale de l'établissement	*(k€)*	116 345 k€	118 511 k€	**1,9%**
Budget d'investissement de l'établissement	*(k€)*	5 299 k€	4 618 k€	**-12,8%**

Montant du budget de la recherche	*Unité*	BI 2025	BR 2025	Variation BR 2025 - BI 2025	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche BR 2025
Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	***(k€)***	**37 670 k€**	**37 563 k€**	**-0,3%**	
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement	*(k€)*	11 625 k€	10 729 k€	-7,7%	
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement)	*(k€)*	4 178 k€	3 814 k€	-8,7%	10,2%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)	*(k€)*	467 k€	654 k€	40,1%	1,7%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)	*(k€)*	1 765 k€	2 217 k€	25,6%	5,9%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)	*(k€)*	506 k€	728 k€	43,9%	1,9%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)	*(k€)*	968 k€	1 721 k€	77,8%	4,6%
Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)	*(k€)*	3 741 k€	1 594 k€	-57,4%	4,2%

Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	*Unité*	BI 2025	BR 2025	Variation BR 2025 - BI 2025	Part des actions LOLF au sein du budget global de la formation BR 2025
Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	***(k€)***	**79 432 k€**	**82 545 k€**	**3,9%**	
dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement	*(k€)*	14 978 k€	17 031 k€	13,7%	
Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)	*(k€)*	416 k€	503 k€	21,1%	0,6%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)	*(k€)*	1 223 k€	1 269 k€	3,8%	1,5%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103)	*(k€)*	12 274 k€	14 519 k€	18,3%	17,6%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)	*(k€)*	1 065 k€	739 k€	-30,6%	0,9%
Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	*(k€)*	37 543 k€	38 515 k€	2,6%	
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	*%*	47%	47%		

Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation	*Unité*	BI 2025	BR 2025	Variation BR 2025 - BI 2025	Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs BR 2025
Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)	***(k€)***	**9 435 k€**	**9 356 k€**	**-0,8%**	
dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement	*(k€)*	1 297 k€	1 103 k€	-14,9%	
Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105)	*(k€)*	1 030 k€	1 027 k€	-0,3%	11,0%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)	*(k€)*	267 k€	76 k€	-71,6%	0,8%

Montant du budget pilotage & immobilier	*Unité*	BI 2025	BR 2025	Variation BR 2025 - BI 2025	Part des actions LOLF au sein du budget global pilotage immobilier BR 2025
Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires.	***(k€)***	**33 400 k€**	**33 914 k€**	**1,5%**	
dont budget du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement	*(k€)*	15 693 k€	16 004 k€	2,0%	
Budget Pilotage (Code LOLF D115)	*(k€)*	5 924 k€	6 507 k€	9,8%	19,2%
Budget immobilier (Code LOLF D114)	*(k€)*	9 769 k€	9 497 k€	-2,8%	28,0%

Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement	*Unité*	BI 2025	BR 2025
Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement	*%*	75,2%	74,6%
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel	*%*	32,3%	32,5%
Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement	*%*	72,7%	72,5%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	*%*	81,1%	79,4%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation	*%*	86,3%	88,2%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche	*%*	69,1%	71,4%
- Part des dépenses de personnel dans le budget global du Pilotage et de l'immobilier de l'établissement	*%*	53,0%	52,8%

OBJECTIF : Développer l'autonomie financière

Taux d'exécution budgétaire	*Unité*	Budget Exécuté 2022 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2023 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2024 (BR) de l'ENS de Lyon
Taux d'exécution des dépenses	**%**	**91,3%**	**98,3%**	**95,8%**
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)	%	84,3%	96,0%	87,8%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale	%	98,7%	99,5%	99,1%
Taux d'exécution des dépenses investissement	%	42,8%	94,7%	84,1%
Taux d'exécution des recettes	%	99,0%	100,8%	99,2%

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encaissements)	*Unité*	BI 2025	BR 2025	Variation BR 2025 - BI 2025
Montant total des ressources	***(k€)***	**152 270 k€**	**160 686 k€**	**5,5%**
Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)	***(k€)***	**142 778 k€**	**147 341 k€**	**3,2%**
- Crédits Etat (y compris masse salariale si responsabilités et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal	*(k€)*	130 654 k€	133 643 k€	2,3%
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales	*(k€)*	11 411 k€	12 562 k€	10,1%
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)	*(k€)*	714 k€	1 136 k€	59,1%
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER	*(k€)*	0 k€	0 k€	
Montant total des ressources propres	***(k€)***	**9 476 k€**	**13 275 k€**	**40,1%**
- Montant des droits d'inscription	*(k€)*	679 k€	1 398 k€	105,9%
- Montant de la taxe d'apprentissage	*(k€)*	40 k€	70 k€	75,0%
- Montant des ressources issues de la formation continue	*(k€)*	145 k€	97 k€	-33,2%
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)	*(k€)*	706 k€	1 311 k€	85,8%
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)	*(k€)*	100 k€	7 k€	-93,0%
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements	*(k€)*	7 602 k€	10 187 k€	34,0%
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions…)	*(k€)*	205 k€	205 k€	0,0%

Part des recettes propres sur le total des recettes	*Unité*	BI 2025	BR 2025
Part des recettes propres sur le total des recettes	%	6,2%	8,3%

STRUCTURE BUDGETAIRE 2025

Établissement : **ENS de LYON**

CRB	PRESIDENCE	
	D00	Moyens non répartis
SO	D10	Fonctionnement de la Présidence
SO	D11	Communication
SO	D40	Mission formation continue
SO	D50	Direction des affaires internationales
SO	D60	DUNES Développement des usages du numérique pour l'enseignement et les savoirs
CRB	DIRECTION GENERALE DES SERVICES	
SO	A10	Fonctionnement de la Direction Générale des Services
SO	A20	Direction des ressources humaines
SO	A30	Direction des Moyens Généraux
SO	A32	Direction du Patrimoine
SO	A35	Accueil et sécurité
SO	A40	Direction des Systèmes d'Information
SO	A50	Prévention et santé au travail
SO	A60	ENS Médi@s
CRB	VICE-PRESIDENCE AUX ETUDES	
SO	E10	Fonctionnement de la Vice-Présidence
SO	E20	Admissions et concours
SO	E30	Vie étudiante et Partenariats-Formation
SO	E50	Départements et formations
CRB	INSTITUT FRANÇAIS DE L'EDUCATION	
SO	IFE	Institut Français de l'Education
CRB	BDL	Bibliothèque Denis Diderot
CRB	VICE-PRESIDENCE A LA RECHERCHE	
SO	R01	Fonctionnement de la Vice-Présidence
SO	R02	Fonds recherche
SO	R03	Cellule congrès et manifestations
SO	S10	LGL Laboratoire de Géologie Lyon
SO	S11	CRAL Centre de recherche astrophysique de Lyon
SO	S20	IXXI Institut des systèmes complexes Rhône Alpes
SO	S23	CBPSMN Centre Blaise Pascal de simulation et modélisation numérique
SO	S60	LBMC Laboratoire de biologie et modélisation de la cellule
SO	S61	CIRI Centre International de recherche en Infectiologie (UVH)
SO	S62	IGFL Institut de génomique fonctionnelle de Lyon
SO	S63	RDP laboratoire de reproduction des plantes
SO	S70	UMPA Unité de mathématiques pures et appliquées
SO	S71	LIP Laboratoire d'informatique du parallélisme
SO	S80	Laboratoire de Physique
SO	S81	Laboratoire de Chimie
SO	S82	FRE CRMN Centre de Résonnance Magnétique
SO	S83	ICL Institut de chimie de Lyon
SO	S91	Biosciences Gerland Lyon Sud (PBES)
SO	S95	Service Ingénierie Mécanique
SO	S96	Magasin de biologie
SO	S97	Coordination de biologie
SO	L11	CIHAM Histoire & archéologie des mondes chrétiens & musulmans
SO	L12	EVS Environnement, ville, société
SO	L14	CMW Centre Max Weber
SO	L15	IAO Institut d'Asie Orientale
SO	L16	ICAR Interactions, corpus, apprentissages, représentations
SO	L17	LARHRA Laboratoire de recherche historique Rhône Alpes
SO	L19	TRIANGLE Actions, discours, pensée politique et économique
SO	L20	CERCC Centre d'études et de recherches comparées sur la création
SO	L21	HISOMA Centre d'études et de recherche sur l'occident romain
SO	L22	CERGIC Center for Economic Research on Governance, Inequality and Conflict
SO	L28	PERSEE
SO	L29	IHRIM Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités
SO	L30	LLE le laboratoire de l'éducation
SO	L31	ENS Editions

ENS DE LYON

7. Critères des recettes fléchées

CRITERES DES RECETTES FLECHEES DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU DECRET 2012-1246 DU 07/11/2012 DIT GBCP

La réforme GBCP est édictée par le décret 2012-1246 du 07 Novembre 2012 et s'applique de manière obligatoire au 01/01/2016.

Elle a pour objet principal de mettre en place un ensemble de règles de gestion budgétaire et financière.

En particulier les recettes sont à distinguer selon deux catégories, les recettes globalisées et les recettes fléchées.

Par principe une recette est une recette globalisée. En particulier, la Subvention pour charges de service public est une recette globalisée.

Les recettes fléchées sont donc une exception à ce principe. La réglementation nécessite un tableau de suivi des opérations liées à ces recettes dans le Budget rectificatif et les Budgets Rectificatifs, un suivi particulier en termes de volume de trésorerie d'une année sur l'autre et leur traçabilité, en particulier en encaissement dans le tableau budgétaire en recette et dans le plan de trésorerie.

Une recette fléchée est une recette ayant une utilisation prédéterminée par le financeur, destinée à des dépenses explicitement identifiées potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement.

Une recette fléchée peut expliquer un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

En préalable de la définition des recettes fléchées, il convient de rappeler l'attachement d'un établissement comme le nôtre à pouvoir maintenir la capacité d'anticipation sur l'exécution des opérations pluri annuelles tracées en recettes fléchées avant les premiers encaissements, en s'appuyant sur la trésorerie de l'École qui doit conserver un volume suffisant pour le permettre.

En application de la définition des recettes fléchées et des recommandations émises dans les Dossiers de prescription Générales (DPG) édictés par le Ministère de Finances, il convient de distinguer les critères suivants pour les recettes fléchées.

Seront considérées comme des recettes fléchées les recettes regroupant les trois critères suivants cumulatifs :
- Ayant une utilisation prédéterminée par le financeur ;

- Destinées à des dépenses explicitement identifiées ;

- Ces dépenses étant potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement et entrainant un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

Les grandes catégories de recettes fléchées sont sous réserve de la survenance de nouveaux modes de financement se rajoutant à cette liste :

Les Contrats avec l'Union Européenne

Les Conventions avec l'Agence Nationale de la Recherche

Les conventions avec l'Institut Universitaire de France

Les conventions avec l'Etat

Les contrats avec les collectivités locales

Les autres contrats de recherche

Les autres subventions.

Sont exclues du périmètre des recettes fléchées les prestations de recherche.

Ce principe s'applique à tous les actes budgétaires depuis le BI 2017 et a fait l'objet d'un vote du conseil d'administration le 15 décembre 2016.

8. Glossaire

ACE	Activité complémentaire d'enseignement
AE	Autorisations d'engagement
ANR	Agence nationale de la recherche
BDL	Bibliothèque Diderot de Lyon
BI	Budget initial
BIATSS	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
BR	Budget rectificatif
CAF	Capacité d'autofinancement
CIB	Contrôle interne budgétaire
CF	Compte financier
CNU	Conseil National des Universités
CP	Crédits de paiement
CRB	Centre de Responsabilité Budgétaire
DGS	Direction générale des services
DRFIP	Direction régionale des finances publiques
EPST	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
GBCP	Gestion Budgétaire et Comptable Publique
GPEEC	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
GVT	Glissement Vieillesse Technicité
IDEX	Initiative d'excellence
Ifé	Institut Français de l'Education
MESR	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
MSE	Masse salariale État
PAP	Projet annuel de performance
PPCR	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
PPI	Plan pluriannuel d'investissement

PPP	Partenariat Public Privé
Recettes globalisées	Recettes qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée (SCSP par exemple)
Recettes fléchées	Recettes destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement (ex : contrats de recherche, ressources propres pour un investissement particulier…)
RIFSEEP	Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
RIPEC	Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs
RP	Ressources propres
SCSP	Subvention pour charges de service public
VP	Vice-Présidence

* Papier issu des forêts européennes

DIRECTION
DES AFFAIRES FINANCIÈRES
Octobre 2025

15 parvis René-Descartes
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00
Fax +33 (0)4 37 37 60 60
www.ens-lyon.fr